

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2022-GC-151	Motion <i>Motion</i>	Inciter à la rénovation des bâtiments par le biais d'une augmentation de l'aide financière cantonale - Modification de la Loi sur l'énergie et de son Règlement d'exécution <i>Durch eine Erhöhung der kantonalen Finanzhilfen zur Gebäudesanierung anregen – Änderung des Energiegesetzes und seines Reglements</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Hubert Dafflon Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Christian Clément Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
3.	2022-GC-161	Postulat <i>Postulat</i>	Pour un plan urgent d'économie d'énergie contribuant aux objectifs climatiques <i>Energiesparplan und Klimaziele</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Julien Vuilleumier Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Ralph Alexander Schmid Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
4.	2023-GC-93	Postulat <i>Postulat</i>	Promotion et expansion de l'Open Data dans le canton de Fribourg : enjeux, avantages et mise en oeuvre <i>Förderung und Ausbau von Open Data im Kanton Freiburg: Herausforderungen, Vorteile und Umsetzung</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Brice Repond Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
5.	2023-DIME-38	Décret <i>Dekret</i>	Refinancement des TPF <i>Refinanzierung TPF</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Nicolas Kolly Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
6.	2022-DIME-258	Décret <i>Dekret</i>	Projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de l'acquisition du bâtiment à la rue des Moines 58, art. 97 RF, à Romont <i>Dekret über einen Verpflichtungskredit für den Erwerb des Gebäudes und des Grundstücks an der Rue des Moines 58, Artikel 97 des Grundbuchs von Romont</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Fritz Glauser Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
7.	2022-GC-116	Mandat <i>Auftrag</i>	Introduction de la signature électronique dans le processus d'autorisation de construire <i>Einführung der elektronischen Unterschrift im Baubewilligungsprozess</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Bertrand Gaillard Jean-Daniel Wicht Eric Barras Pierre-André Grandgirard Christel Berset Catherine Esseiva Annick Remy-Ruffieux Katharina Thalmann-Bolz Nicolas Pasquier Daniel Bürdel <i>Auteurs / Urheber</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2022-GC-151

Inciter à la rénovation des bâtiments par le biais d'une augmentation de l'aide financière cantonale – Modification de la Loi sur l'énergie et de son Règlement d'exécution

Auteurs :	Dafflon Hubert / Clément Christian
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	02.09.2022
Développement :	02.09.2022
Transmission au Conseil d'Etat :	05.09.2022
Réponse du Conseil d'Etat :	22.08.2023

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 2 septembre 2022, les députés Hubert Dafflon et Christian Clément soulignent que la consommation d'énergie des bâtiments représentent près de 45% de la consommation d'énergie en Suisse et que le chauffage compte pour un tiers des émissions de CO₂. Ils notent également que les mesures concernant la consommation d'énergie des bâtiments est de la compétence des cantons.

Les députés sont d'avis qu'il est primordial de réduire la consommation d'énergie des bâtiments, et considèrent que les aides financières sont essentielles à cet égard. Ils estiment que le canton de Fribourg pourrait être plus incitatif.

Cela étant, ils demandent que les dispositions légales soient adaptées pour que :

- > toutes les nouvelles constructions répondent aux exigences de la classe A du Certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB) ;
- > les bâtiments construits avant cette modification légale soient rénovés énergétiquement de telle sorte qu'ils atteignent la classe A du CECB lors de chaque aliénation ;
- > les changements de fenêtres et de portes donnent droit à une aide financière ;
- > tout changement de classe au niveau du CECB donne droit à une aide financière.

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, il convient de rappeler que le canton de Fribourg s'est doté d'une stratégie énergétique en 2009, laquelle a été adaptée à l'échelle temporelle de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération acceptée en votation populaire en 2017. La stratégie énergétique cantonale fait l'objet d'un suivi par l'intermédiaire d'un rapport édité tous les 5 ans¹ par le Service de l'énergie (SdE).

¹ Ce rapport est téléchargeable sur le site www.fr.ch/sde, sous la rubrique *Politique énergétique, planification et approvisionnement en énergie*

Concernant le domaine du bâtiment, des objectifs ambitieux ont été fixés, tant pour la réduction de la consommation d'énergie (chaleur et électricité) que pour la couverture de cette consommation par des énergies renouvelables. Diverses mesures ont été mises en œuvre depuis 2009 et des moyens financiers très conséquents pour atteindre ces objectifs.

Mesures contraignantes

Les exigences énergétiques ont constamment été relevées depuis 2009. Au 1^{er} janvier 2020², la loi cantonale sur l'énergie (LEn ; RSF 770.1) a été modifiée et un nouveau règlement sur l'énergie (REn ; RSF 770.11) promulgué, de telle sorte que depuis cette date :

- > les nouvelles constructions ne consomment pratiquement plus d'énergie pour se chauffer. Des énergies renouvelables sont mises en œuvre pour couvrir la production de chaleur (chauffage et eau chaude sanitaire) et la consommation électrique est couverte en partie par une production propre de courant ;
- > les bâtiments d'habitation existants mettent en œuvre une part d'énergie renouvelable lors du renouvellement du producteur de chaleur.

Après plus de 3 ans de mise en application, il est utile de préciser que les résultats sont très encourageants. Pratiquement tous les nouveaux bâtiments, ainsi que les bâtiments d'habitation existants renouvelant leur système de chauffage, sont chauffés par des énergies renouvelables.

Mesures incitatives

Outre les exigences énergétiques qui ont été renforcées graduellement depuis plus de 20 ans, un autre pilier de la politique énergétique est le Programme Bâtiments qui encourage, depuis 2010 (2017 dans sa dernière version), les mesures d'optimisation énergétique dans le secteur du bâtiment. Ce programme connaît un vif succès avec un doublement des demandes en 2021 par rapport à 2020 – en raison principalement du plan de relance - et un nombre de demandes en 2022 nettement supérieur à celui de 2020. En tout, dans le cadre du Programme Bâtiments, des subventions pour un montant de 152 millions de francs ont pu être accordées.

Le financement du Programme Bâtiments est issu en grande partie du produit de la taxe CO₂ qui est redistribuée au canton par l'intermédiaire des contributions globales. La part du canton s'élève à près de 50 millions de francs

Pour 2023, la contribution de l'Etat au fonds de l'énergie a été fixée à 5.32 millions de francs dans le cadre du budget ordinaire. Tenant compte notamment d'une baisse des contributions globales de la Confédération et selon les besoins effectifs, le Conseil d'Etat prévoit de compléter son apport au Fonds de l'énergie par un crédit supplémentaire de 2.5 millions au maximum, pour porter la contribution de l'Etat à 7.82 millions de francs. Ceci lui permet d'obtenir in fine environ 16 millions de francs de la part de la Confédération. L'objectif du Conseil d'Etat est de mettre tout en œuvre pour pérenniser le Programme Bâtiments tout en maintenant son attractivité pour les propriétaires fribourgeois.

Enfin, suite de l'acceptation du Mandat 2021-GC-209, le Conseil d'Etat doit reconduire la mesure n°1 « renforcement du Programme Bâtiments » du Plan de relance décidée en 2020. Et ceci malgré le fait que le marché a besoin d'une stabilité dans les mesures mises en œuvre, que les entreprises peinent à trouver suffisamment de main d'œuvre qualifiée pour réaliser les travaux, que

² Cf. <https://www.fr.ch/deef/sde/actualites/energie-la-nouvelle-legislation-change-la-donne>

la fourniture d'installations de chauffage et de matériaux de construction est devenue problématique et que les taux pratiqués à ce jour dans le cadre du Programme Bâtiments sont clairement incitatifs. Pour rappel, le Conseil d'Etat avait proposé le rejet du mandat partant que les instruments en place dans le canton pour soutenir les propriétaires dans l'assainissement énergétique de leurs biens immobiliers sont adaptés à la situation actuelle.

Mesures d'accompagnement

Dans le cadre du lancement de la nouvelle version du Programme Bâtiments, une campagne d'information de grande ampleur avait été organisée, au printemps 2017, par les services de l'énergie des cantons romands (CRDE). Dans le canton de Fribourg, le succès fut énorme avec la tenue de 7 conférences et 320 participants en moyenne par conférence. En complément, depuis l'automne 2017, sur mandat du Service de l'énergie, Energie-FR³ propose une conférence au format réduit qui est donnée gratuitement dans les communes qui le souhaitent. Cette opération rencontre un grand succès et permet de sensibiliser localement un grand nombre de propriétaires.

De surcroît, le Conseil d'Etat a œuvré à la mise sur pied d'un centre de compétences dans le domaine de la rénovation des bâtiments, afin que ce dernier devienne une plaque tournante en réunissant les acteurs professionnels et en conseillant, orientant et incitant les propriétaires à rénover leurs bâtiments de manière pertinente et exemplaire. Ce centre est né le 5 octobre 2022 sous la forme d'une association à but non lucratif sous l'acronyme CCRB : Centre de Compétences en Rénovation des Bâtiments (www.ccrb.ch). Sa mission est in fine d'augmenter le nombre et la qualité des rénovations de bâtiments.

Dans le cadre du Plan Climat cantonal, le Conseil d'Etat a décidé d'allouer des montants pour soutenir les mesures mise en œuvre par le CCRB et dédiées au conseil des propriétaires pour la rénovation et l'assainissement de leur bâtiment.

Toujours dans cette optique, le canton de Fribourg subventionne depuis le 1^{er} juillet 2022 la réalisation de CECB Plus pour soutenir les propriétaires de bâtiment dans leur réflexion. Le CECB Plus offre, pour rappel, en plus du CECB, un rapport conseil de rénovation spécifique à chaque bâtiment.

En considérant ce qui précède, les propositions des députés Hubert Dafflon et Christian Clément appellent les remarques suivantes du Conseil d'Etat :

Toutes les nouvelles constructions répondent aux exigences de la classe A du CECB

Il est important de rappeler en premier lieu que le CECB ne peut être appliqué qu'à certaines catégories de constructions (les immeubles résidentiels, les bâtiments administratifs ou scolaires, les hôtels, les commerces, les restaurants) et qu'en ce sens, il n'est pas possible stricto sensu de mettre en œuvre cette proposition.

³ Energie-FR est un programme cantonal de formation continue et d'information dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Plus d'informations sous www.energie-fr.ch.

Au demeurant, comme évoqué ci-dessus, depuis le 1^{er} janvier 2020, la consommation énergétique dédiée au chauffage des nouvelles constructions est minimale et la pose de panneaux solaires photovoltaïques étant devenu obligatoire⁴. L'efficacité globale des nouvelles constructions est désormais excellente.

Néanmoins, la marche pour atteindre la classe A du CECB, reste haute car celle-ci n'est accessible qu'aux bâtiments conçus selon des critères équivalents à ceux exigés par le label Minergie-P, en ce qui concerne l'isolation et la conception.

Le canton de Fribourg encourage tout de même l'excellence en donnant la possibilité, aux nouvelles constructions de classe A, d'obtenir un bonus de 10% sur l'indice brut d'utilisation du sol conformément à l'article 80 alinéa 6 du règlement d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (ReLATeC ; RSF 710.11).

Les bâtiments construits avant cette modification légale sont rénovés énergétiquement de telle sorte qu'ils atteignent la classe A du CECB lors de chaque aliénation

Cette proposition ne peut pas être mise en œuvre car, dans les faits, il est pratiquement impossible pour un bâtiment existant d'atteindre la classe A du CECB. En effet, cette classe ne peut être atteinte que par des bâtiments respectant des critères équivalents à ceux du label Minergie-P pour les bâtiments neufs.

A titre d'exemple, sur plus de 350 projets de rénovation globale réalisés dans le cadre de la mesure M-10 (amélioration de la classe CECB) du Programme Bâtiments fribourgeois, 45% sont en classe B, 34% en classe C et 20% en classe D ou E. Aucun n'est en classe A.

Il convient également de préciser que les bâtiments existants qui font l'objet d'une rénovation énergétique globale et qui répondent aux exigences de la norme SIA 380/1 atteignent la classe C du CECB. Si le propriétaire souhaite cependant réaliser une rénovation énergétique exemplaire, le bâtiment peut atteindre la classe B et, dans ce cas de figure, il pourrait obtenir un bonus de 10% sur l'indice brut d'utilisation du sol conformément à l'article 80 alinéa 6 du ReLATeC.

Les changements de fenêtres et de portes donnent droit à une aide financière

Au sens de la norme SIA 380/1 édition 2016, le renouvellement ponctuel de fenêtres par des fenêtres haute performance (i.e. avec des triple-vitrages, des intercalaires améliorés et des cadres performants) est obligatoire et il en va de même pour les portes. Cette obligation est en vigueur dans le canton de Fribourg - comme pratiquement dans tous les cantons suisses - ce qui ne permet pas d'octroyer d'aides financières au sens de l'article 56 alinéa 1 du règlement cantonal sur l'énergie.

Par ailleurs, pour obtenir les contributions globales de la Confédération, les cantons doivent respecter les critères définis dans le Modèle d'encouragement harmonisé des cantons⁵. Or, ce dernier ne permet pas d'octroyer d'aides financières pour le changement ponctuel de fenêtres et/ou de portes, ce qui est cohérent avec ce qui précède. Cependant, il permet de subventionner indirectement le renouvellement de fenêtres par l'intermédiaire de la mesure M-10 (amélioration de la classe CECB) étant donné que ce renouvellement concourt à améliorer la classe du CECB.

⁴ Au sens des dispositions légales, le bâtiment doit avoir une production propre de courant. En revanche, dans les faits, la solution retenue est systématiquement une production de courant basée à l'aide de panneaux solaires posés dans, sur ou à côté du bâtiment.

⁵ <https://www.endk.ch/fr/documentation/modele-dencouragement-harmonise-des-cantons-modenha>

Tout changement de classe au niveau du CECB donne droit à une aide financière

Depuis 2017, le canton de Fribourg octroie des aides financières pour l'amélioration de la classe CECB avec la mesure M-10 précitée. Néanmoins, conformément au Modèle d'encouragement harmonisé, le seuil minimum pour obtenir une subvention est l'amélioration de 2 classes CECB. Le saut d'une seule classe ne peut donc pas être subventionné.

Aussi, si le canton de Fribourg décidait d'abaisser le seuil à un saut de classe CECB il devrait le faire sans obtenir de contributions globales de la part de la Confédération.

En considérant ce qui précède, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la motion.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2022-GC-151

Durch eine Erhöhung der kantonalen Finanzhilfen zur Gebäudesanierung anregen – Änderung des Energiegesetzes und seines Reglements

Urheber:	Dafflon Hubert / Clément Christian
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	02.09.2022
Begründung:	02.09.2022
Überweisung an den Staatsrat:	05.09.2022
Antwort des Staatsrats:	22.08.2023

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 2. September 2022 eingereichten und begründeten Motion unterstreichen die Grossräte Hubert Dafflon und Christian Clément, dass in der Schweiz knapp 45 % des Gesamtenergieverbrauchs auf den Gebäudebereich entfällt und dass ein Drittel der CO₂-Emissionen durch das Heizen verursacht wird. Sie erwähnen ferner, dass die Kantone für die Massnahmen im Gebäudeenergiebereich zuständig sind.

Die Grossräte vertreten die Meinung, dass der Energieverbrauch der Gebäude unbedingt gesenkt werden muss und dass Finanzhilfen eine entscheidende Rolle dabei spielen. Ihrer Meinung nach könnte der Staat Freiburg mehr Anreize bieten.

Deshalb verlangen sie, dass die Gesetzesbestimmungen dahingehend angepasst werden, dass Folgendes gilt:

- > Alle Neubauten erfüllen die Anforderungen der Klasse A des Gebäudeenergieausweises der Kantone (GEAK).
- > Die vor dieser Gesetzesänderung errichteten Gebäude werden energetisch saniert, damit sie bei einer Handänderung die GEAK-Klasse A erreichen.
- > Für den Austausch der Fenster und Türen wird ein Förderbeitrag gewährt.
- > Für jede Erhöhung der GEAK-Klasse wird ein Förderbeitrag gewährt.

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend ist darauf hinzuweisen, dass der Staat Freiburg seit 2009 über eine Energiestrategie verfügt. Diese wurde an den zeitlichen Rahmen der Energiestrategie 2050 des Bundes angepasst, nachdem sie 2017 vom Stimmvolk abgesegnet worden war. Das Amt für Energie (AfE) überwacht die kantonale Energiestrategie und erstattet alle fünf Jahre Bericht¹ darüber.

¹ Der Bericht ist unter www.fr.ch/afe im Kapitel *Energiepolitik, Planung und Energieversorgung* zugänglich.

Für den Gebäudebereich wurden hohe Ziele gesetzt, und zwar hinsichtlich des Energieverbrauchs (Wärme und Strom) und der Deckung des Verbrauchs durch erneuerbare Energien. Um diese Ziele zu erreichen, wurden seit 2009 verschiedene Massnahmen eingeführt und sehr hohe finanzielle Mittel eingesetzt.

Zwingende Massnahmen

Seit 2009 wurden die Energieanforderungen stetig gesteigert. Auf den 1. Januar 2020 wurde das Energiegesetz (EnGe; SGF 770.1) geändert² und ein neues Energiereglement (EnR; SGF 770.11) erlassen. Seither hat sich Folgendes verändert:

- > Neubauten verbrauchen fast keine Energie mehr zum Heizen. Zur Deckung des Wärmebedarfs (Heizung und Warmwasser) werden Anlagen zur Erzeugung von Wärme aus erneuerbaren Quellen eingebaut. Zudem wird ein Teil des Strombedarfs durch Eigenproduktion gedeckt.
- > Bestehende Wohngebäude decken einen Teil des Wärmebedarfs durch erneuerbare Energien, sobald der Wärmeerzeuger ersetzt werden muss.

Nach über dreijähriger Umsetzung der neuen Gesetzgebung stimmen die Resultate sehr zuversichtlich. Fast alle Neubauten werden mit erneuerbaren Energien beheizt. Dasselbe gilt für die bestehenden Wohnbauten nach dem Ersatz ihres Heizungssystems.

Anreizmassnahmen

Seit über 20 Jahren werden aber nicht nur die Energieanforderungen stetig erhöht, sondern es gibt auch das Gebäudeprogramm, das einen weiteren Pfeiler der Energiepolitik darstellt: Dieses fördert seit 2010 (seit 2017 in seiner aktuellen Fassung) energetische Optimierungsmassnahmen im Gebäudebereich. Dieses Programm ist sehr erfolgreich. Die Gesuche um Förderbeiträge haben sich im Jahr 2021 gegenüber 2020 verdoppelt, was hauptsächlich dem Wiederankurbelungsplan zuzuschreiben ist. Aber auch im Jahr 2022 wurden deutlich mehr Gesuche als im Jahr 2020 eingereicht. Im Rahmen des Gebäudeprogramms konnten insgesamt Förderbeiträge für einen Betrag von 152 Millionen Franken gewährt werden.

Das Gebäudeprogramm wird grösstenteils über die CO₂-Abgabe finanziert, die dem Staat in Form von Globalbeiträgen des Bundes rücküberwiesen werden. Der Anteil des Staats am Gesamtbetrag beläuft sich auf knapp 50 Millionen Franken.

Für das Jahr 2023 wurde der Beitrag des Staats an den kantonalen Energiefonds auf 5,32 Millionen Franken festgesetzt. In Voraussicht der sinkenden Globalbeiträge des Bundes und aufgrund des effektiven Mittelbedarfs sieht der Staatsrat vor, seinen Beitrag an den Energiefonds durch einen Zusatzkredit von höchstens 2,5 Millionen Franken zu ergänzen, so dass sein Beitrag auf insgesamt 7,82 Millionen Franken zu stehen kommt. Das ermöglicht es ihm, vom Bund Globalbeiträge in der Höhe von etwa 16 Millionen Franken zu erhalten. Das Ziel des Staatsrats ist es, alles daran zu setzen, um den Fortbestand des Gebäudeprogramms zu sichern und seine Attraktivität für die Freiburger Hauseigentümerinnen und Hauseigentümer zu bewahren.

² Vgl. <https://www.fr.ch/de/vwbd/afe/news/energie-die-neue-gesetzgebung-aendert-die-spielregeln>

Aufgrund der Annahme des Auftrags 2021-GC-209 muss der Staatsrat dem Grossen Rat bis im Herbst einen Vorschlag für die Weiterführung der Massnahme Nr. 1 «Verstärkung des Gebäudeprogramms» des Wiederankurbelungsplans aus dem Jahr 2020 vorlegen. Dies wird verlangt, obwohl der Markt es nötig hätte, dass die umgesetzten Massnahmen stabil bleiben, obwohl die Unternehmen Mühe haben, ausreichend qualifizierte Arbeitskräfte für die Ausführung der Arbeiten zu finden, obwohl es Lieferengpässe für Heizanlagen und Baumaterialien gibt und obwohl die aktuellen Fördertarife des Gebäudeprogramms bereits einen kräftigen Anreiz bieten. Zur Erinnerung: Der Staatsrat hatte den Auftrag zur Ablehnung empfohlen, da die bestehenden Instrumente zur Unterstützung der Eigentümerinnen und Eigentümer bei der energetischen Sanierung ihrer Gebäude auf die aktuelle Lage abgestimmt sind.

Begleitmassnahmen

Bei der Lancierung des neuen Gebäudeprogramms im Frühjahr 2017 haben die Energiefachstellen der Westschweizer Kantone (CRDE; Konferenz der Westschweizer Energiefachstellen) eine gross angelegte Informationskampagne durchgeführt. Im Kanton Freiburg war das Interesse dafür sehr gross. Es fanden sieben Konferenzen statt, wobei pro Konferenz im Durchschnitt 320 Personen teilnahmen. Als Ergänzung dazu bietet die Plattform Energie-FR³ im Auftrag des Amtes für Energie seit Herbst 2017 eine Konferenz im reduzierten Format an, die in den interessierten Gemeinden unentgeltlich organisiert werden kann. Auch dieses Angebot ist sehr gefragt und ermöglicht es, auf lokaler Ebene eine grosse Zahl von Hauseigentümerinnen und Hauseigentümern zu sensibilisieren.

Zudem hat der Staatsrat die Einrichtung eines Kompetenzzentrums für Gebäudesanierung gutgeheissen, das als Drehscheibe für alle Akteure vom Fach dient und die Hauseigentümerinnen und Hauseigentümer berät und dazu ermuntert, ihr Gebäude in geeigneter und beispielhafter Weise zu sanieren. Das Zentrum wurde am 5. Oktober 2022 in Form eines nicht gewinnorientierten Vereins unter der Bezeichnung «Kompetenzzentrum für Gebäudesanierung» (KGS) gegründet (www.ccrb.ch). Sein Auftrag ist es, die Zahl und die Qualität der Gebäudesanierungen zu steigern.

Im Rahmen des kantonalen Klimaplanes hat der Staatsrat beschlossen, einen Betrag zur Unterstützung der Massnahmen bereitzustellen, die vom KGS umgesetzt werden, um die Eigentümerinnen und Eigentümern im Hinblick auf die Renovation und Sanierung ihrer Gebäude zu beraten.

Ebenfalls zu diesem Zweck leistet der Staat Freiburg seit dem 1. Juli 2022 einen Förderbeitrag für die Erstellung eines GEAK Plus, um die Hauseigentümerinnen und Hauseigentümer bei der Planung zu unterstützen. Zur Erinnerung: Der GEAK Plus enthält zusätzlich zum GEAK einen Bericht mit spezifischen Sanierungsratschlägen für das Gebäude.

Dies vorausgeschickt nimmt der Staatsrat zu den Vorschlägen der Grossräte Hubert Dafflon und Christian Clément wie folgt Stellung:

³ Energie-FR ist ein kantonales Weiterbildungs- und Informationsprogramm im Bereich der Energieeffizienz und der erneuerbaren Energien. Weitere Informationen unter www.energie-fr.ch.

Alle Neubauten erfüllen die Anforderungen der GEAK-Klasse A.

Als Erstes ist daran zu erinnern, dass der GEAK nur auf eine gewisse Gebäudekategorie angewendet werden kann (Wohngebäude, Verwaltungs- und Schulbauten, Hotels, Verkaufsflächen, Restaurants). Deshalb ist es streng genommen nicht möglich, diesen Vorschlag umzusetzen.

Im Übrigen ist seit dem 1. Januar 2020 der Energieverbrauch von Neubauten für die Gebäudeheizung minimal und der Einbau einer Fotovoltaikanlage obligatorisch.⁴ Die Neubauten weisen inzwischen eine ausgezeichnete Gesamtenergieeffizienz auf.

Damit ist die GEAK-Klasse A aber noch nicht erreicht, denn dafür muss die Wärmedämmung des Gebäudes so geplant werden, dass sie gleichwertige Anforderungen wie für das Minergie-P-Label erfüllt.

Der Staat Freiburg fördert trotzdem die höchste Qualität, indem er Neubauten, die der Klassierung A des GEAK entsprechen, einen Bonus von 10 % auf der Geschossflächenziffer gewährt, wie dies Artikel 80 Abs. 6 des Ausführungsreglements zum Raumplanungs- und Baugesetz (RPBR; SGF 710.11) vorsieht.

Die vor dieser Gesetzesänderung errichteten Gebäude werden energetisch saniert, damit sie bei einer Handänderung die GEAK-Klasse A erreichen.

Dieser Vorschlag ist nicht umsetzbar, denn es ist für ein bestehendes Gebäude praktisch unmöglich, die GEAK-Klasse A zu erreichen. In der Tat kann diese Klasse nur von Gebäuden erreicht werden, die gleichwertige Kriterien erfüllen, wie jene, die für das Minergie-P-Label von Neubauten gelten.

Zum Beispiel haben von 350 Gesamtsanierungen, die im Rahmen der Massnahme M-10 (Verbesserung der GEAK-Klasse) des Freiburger Gebäudeprogramms durchgeführt wurden, 45 % die Klasse B erreicht, 34 % die Klasse C und 20 % die Klasse D oder E. Kein Gebäude hat die Klasse A erreicht.

Dem ist anzufügen, dass bestehende Gebäude, die einer energetischen Gesamtsanierung unterzogen werden und die Anforderungen der Norm SIA 380/1 erfüllen, die GEAK-Klasse C erreichen. Falls die Eigentümerin oder der Eigentümer aber eine vorbildliche energetische Sanierung vornehmen möchte, kann das Gebäude die Klasse B erreichen. In diesem Fall wird ebenfalls gestützt auf Artikel 80 Abs. 6 RPBR ein Bonus von 10 % auf der Geschossflächenziffer gewährt.

Für den Austausch der Fenster und Türen wird ein Förderbeitrag gewährt.

Gemäss Norm SIA 380/1 Ausgabe 2016 müssen für den punktuellen Fensterersatz neue Fenster mit hoher Wärmedämmung (d.h. mit Dreifachverglasung, verbessertem Glasrandverbund und Rahmen) eingebaut werden. Dasselbe gilt für die Türen. Der Staat Freiburg schreibt dies wie fast alle Schweizer Kantone vor, weshalb nach Artikel 56 Abs. 1 des kantonalen Energiereglements keine Finanzhilfe gewährt werden kann.

⁴ Nach Gesetz muss das Gebäude eigenen Strom produzieren. In der Praxis wird zur Erfüllung dieser Anforderung systematisch eine Solaranlage zur Stromerzeugung am, auf oder neben dem Haus eingebaut.

Zudem müssen die Kantone die Kriterien des harmonisierten Fördermodells der Kantone erfüllen, um Globalbeiträge des Bundes zu erhalten.⁵ Dieses Modell sieht jedoch keine Förderbeiträge für den punktuellen Fenster-/oder Türenersatz vor, was aufgrund der oben stehenden Darlegungen Sinn macht. Eine indirekte Förderung des Fensterersatzes ist jedoch möglich, und zwar über die Massnahme M-10 (Verbesserung der GEAK-Klasse), da die neuen Fenster dazu beitragen, die GEAK-Klasse des Gebäudes zu verbessern.

Für jede Erhöhung der GEAK-Klasse wird ein Förderbeitrag gewährt.

Seit 2017 gewährt der Staat Freiburg Förderbeiträge für die Verbesserung der GEAK-Klasse im Rahmen der bereits erwähnten Massnahme M-10. Doch gemäss dem harmonisierten Fördermodell ist eine Verbesserung um zwei Klassen nötig, um einen Förderbeitrag zu erhalten. Die Verbesserung um eine einzige Klasse kann nicht subventioniert werden.

Würde der Staat Freiburg also beschliessen, die Erhöhung der GEAK-Klasse bereits ab einer einzigen Stufe zu unterstützen, dann müsste er dies tun, ohne Globalbeiträge des Bundes dafür zu erhalten.

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat die Ablehnung der Motion.

⁵ <https://www.endk.ch/de/dokumentation/harmonisiertes-foerdermodell-der-kantone-hfm>



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat 2022-GC-161

Pour un plan urgent d'économie d'énergie contribuant aux objectifs climatiques

Auteurs :	Vuilleumier Julien / Schmid Ralph Alexander
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	10.09.2022
Développement :	10.09.2022
Transmission au Conseil d'Etat :	12.09.2022
Réponse du Conseil d'Etat :	13.06.2023

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 10 septembre 2022, les députés Julien Vuilleumier et Ralph Alexander Schmid relèvent que le contexte présent, avec la guerre en Ukraine et ses conséquences géopolitiques, ainsi que la crise climatique, nécessite une planification de mesures d'économie d'énergie.

Dès lors, ils demandent au Conseil d'Etat d'étudier la possibilité de :

- > définir un plan cantonal de mesures d'économie permettant de réduire rapidement la consommation d'énergie pour faire face à une situation de crise. Ce plan doit inclure des critères et objectifs, une priorisation et un échéancier des mesures ;
- > faire coïncider ce plan avec les objectifs du plan climat cantonal et de la stratégie de développement durable. En d'autres termes, il s'agirait d'accélérer et de renforcer les mesures de protection du climat et non de les atténuer en raison de la potentielle crise énergétique ;
- > mettre en œuvre au plus vite des mesures de politique énergétique permettant de répondre à une potentielle crise, de renforcer la résilience du canton et de contribuer aux objectifs climatiques.

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, il est utile de rappeler que la politique énergétique de la Suisse et, subsidiairement, du canton, a pour but d'assurer un approvisionnement sûr, économique et respectueux de l'environnement. Ces principes sont notamment fixés dans la Loi fédérale sur l'énergie (LEne ; RS 730.0) ainsi que dans le projet de loi relatif à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (21.047). Selon la LEne, un approvisionnement énergétique sûr implique une disponibilité énergétique suffisante en tout temps, une offre d'énergie diversifiée et des systèmes d'approvisionnement et de stockage techniquement sûrs et efficaces. La LEne dispose en outre que l'approvisionnement relève de la branche énergétique. De façon subsidiaire, la Confédération et les cantons créent les conditions générales nécessaires pour que la branche puisse assurer l'approvisionnement de manière optimale (art. 6). De façon analogue, la Loi sur l'énergie du

canton de Fribourg (LEn ; RSF 770.1) définit comme principe de l'action publique cantonale la subsidiarité des interventions étatiques, conformément à la législation fédérale.

Dans la situation actuelle, soit en mai 2023, après un premier hiver passé avec l'épée de Damoclès d'une potentielle crise énergétique en Suisse, le Conseil d'Etat a pu faire un bilan positif des actions qu'il a menées depuis l'automne 2022 via l'instauration d'une délégation ad hoc et d'un Etat-major Energie. Elles concernent notamment les aspects structurels et organisationnels mis en œuvre, les mesures de réduction de la consommation d'énergie, et les mesures de préparation engagées dans les différents secteurs d'activités afin d'assurer autant que faire se peut la sécurité de la population, le maintien des soins, ainsi que la continuité de l'économie et des administrations publiques si une pénurie d'énergie était devenue effective et qu'une activation du plan fédéral OSTRAL était inévitable.

Finalement, la crise a été évitée durant l'hiver 2022/2023, mais le risque qu'elle se produise durant les prochains hivers n'est pas pour autant écarté. La capacité des pays voisins de nous fournir de l'énergie en hiver, période durant laquelle la Suisse est déficitaire car nous manquons encore de capacités importantes de production, fait qu'il faudra s'attendre à revivre cette situation au moins durant les 5 prochaines années. Il s'agit du temps nécessaire à réaliser de nouvelles centrales électriques valorisant les ressources indigènes et renouvelables et à accélérer le virage de la transition énergétique 2050+ de la Confédération. La Confédération et les cantons, sous la coordination de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK), travaillent à la mise en place de mesures allant dans cette direction.

Cela étant précisé, le Conseil d'Etat a l'avantage de répondre comme suit aux différentes demandes formulées par les députés Julien Vuilleumier et Ralph Alexander Schmid :

> *Définir un plan cantonal de mesures d'économie permettant de réduire rapidement la consommation énergie pour faire face à une situation de crise. Ce plan doit inclure des critères et objectifs, une priorisation et un échéancier des mesures.*

La Confédération et les cantons disposent depuis mai 2017 d'objectifs clairement définis par la stratégie énergétique 2050 acceptés en votation populaire, avec de nombreuses mesures déjà mises en œuvre dans les cantons afin de réduire la consommation d'énergie, notamment auprès des gros consommateurs, des collectivités publiques et des particuliers¹. Ces objectifs ont par ailleurs déjà été renforcés au début des années 2020 par l'adoption par le Conseil fédéral des perspectives énergétiques 2050+². Ils le seront encore prochainement, avec les décisions à venir des Chambres fédérales, notamment avec la loi relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables, et possiblement par la population avec la votation de 18 juin prochain sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI).

¹ Stratégie énergétique 2050 de la Confédération <https://www.uvek.admin.ch/uvek/fr/home/energie/strategie-energetique-2050.html>

² Perspectives énergétiques 2050+ de la Confédération <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-81356.html>

En lien avec toute cette évolution, l'EnDK œuvre également à la révision du Modèle d'ordonnances énergétiques des cantons (MoPEC), qui pourrait être mis en œuvre dès 2025 dans tous les cantons. Ce cadre législatif permettra d'accélérer la transition dans le domaine du bâtiment, lequel est spécifiquement de la compétence des cantons et couvre près de 45% de la consommation d'énergie en Suisse.

S'agissant des mesures prises durant cet hiver au niveau du canton de Fribourg, mesures découlant de la préparation à une potentielle pénurie d'énergie, il y a lieu de relever en particulier la baisse des températures dans les bâtiments publics, la sensibilisation à la réduction de la consommation d'énergie pour l'ensemble des consommateurs, y compris dans l'administration publique et les milieux économiques, l'extinction de l'éclairage public dans la mesure où la sécurité n'était pas engagée, etc.

En outre, le cadre légal en vigueur dans le canton a été déjà particulièrement adapté ces dernières années pour favoriser la substitution des énergies fossiles par des ressources renouvelables en ce qui concerne les systèmes de chauffage des bâtiments, l'utilisation efficace des ressources énergétiques au sens large, et la sensibilisation de l'ensemble de la population. De plus, il est complété depuis le 1^{er} juin 2023 par une nouvelle disposition visant à éteindre l'éclairage public, les enseignes lumineuses et les vitrines durant une partie de la nuit dans le but de réduire aussi la pollution lumineuse.

Partant de ce qui précède, le Conseil d'Etat estime dès lors que les mesures d'économie permettant de réduire rapidement la consommation d'énergie pour faire face à une situation de crise ont été prises l'hiver passé, et ce de manière proportionnée. Elles ont concerné l'ensemble de la population jusqu'aux gros consommateurs, à savoir ceux ayant une consommation supérieure à 100 GWh par an. A titre d'exemple, ces derniers étaient amenés à se préparer à un contingentement et/ou à un délestage en réalisant des plans d'actions, avec le risque de devoir arrêter tout ou en partie leurs activités. En outre, de nouvelles mesures seront introduites dès cet automne 2023 si une crise énergétique devait se profiler pour l'hiver 2023/2024. Entretemps, les mesures découlant du cadre légal en vigueur continuent de produire leurs effets.

Aussi, et compte tenu du plan OSTRAL, le Conseil d'Etat n'estime pas nécessaire d'établir un plan cantonal spécifique de mesures d'économie permettant de réduire en urgence la consommation d'énergie pour faire face à une situation de crise.

> Faire coïncider ce plan avec les objectifs du plan climat cantonal et de la stratégie de développement durable. En d'autres termes, il s'agirait d'accélérer et de renforcer les mesures de protection du climat et non de les atténuer en raison de la potentielle crise énergétique.

Le développement de la stratégie énergétique du canton et la mise en œuvre du Plan Climat cantonal se font de manière coordonnée et relèvent du même axe du programme gouvernemental 2022-2026. Pour mémoire, le Plan Climat cantonal³, adopté en 2021, propose un plan d'action de 115 mesures à mettre en œuvre jusqu'en 2026, dont 17 répondent de la dimension « Energie et bâtiment », l'objectif étant d'accroître l'efficacité énergétique et de réduire la consommation des combustibles fossiles, notamment en améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments, en favorisant

³ Plan climat du canton de Fribourg <https://www.fr.ch/energie-agriculture-et-environnement/climat/climat/plan-climat-cantonal>

un approvisionnement énergétique efficace et décarboné, ainsi qu'en augmentant la production d'énergie renouvelable localement dans le canton.

La Stratégie cantonale de développement durable⁴ renvoie déjà aux objectifs de la politique climatique et de la politique énergétique cantonales, et propose des mesures pour accélérer la réalisation de tels objectifs. Par exemple, le Conseil d'Etat a notamment décidé que les bâtiments de l'Etat doivent être construits selon le standard de construction durable SNBS, lequel allie le confort d'utilisation, une accessibilité à toutes et à tous, une faible consommation d'énergie, une adaptabilité aux changements climatiques et des coûts d'exploitation maîtrisés, tout en laissant une place à la nature.

> Mettre en œuvre au plus vite des mesures de politique énergétique permettant de répondre à une potentielle crise, de renforcer la résilience du canton et de contribuer aux objectifs climatiques.

Des mesures continuent d'être prises au niveau de la Confédération pour assurer un approvisionnement suffisant, tandis que la préparation en vue des prochains hivers se poursuit. L'adoption par le Parlement fédéral de l'offensive solaire ([21.501](#)) et par le Conseil national de l'offensive éolienne ([22.461](#)), s'il est suivi par le Conseil des Etats, devraient permettre d'augmenter significativement la production d'énergie indigène renouvelable en hiver.

Au niveau cantonal, les contacts au sein de l'Etat-major Energie avec les fournisseurs d'énergie reprendront dès la fin de l'été en vue de prévenir le plus tôt possible une éventuelle situation de crise l'hiver prochain. Le Service de l'énergie continue de suivre étroitement l'évolution de la situation sur le plan de l'approvisionnement énergétique et de risques de pénurie. Le Service de la sécurité civile et militaire continue les contacts avec le terrain pour améliorer le degré de préparation, notamment des infrastructures critiques, en cas de pénurie. La communication pour inciter à maintenir l'effort en matière d'économie d'énergie va se poursuivre également. Les mesures prises participent évidemment à l'objectif global de sortir de la dépendance énergétique et ne doivent pas être perçues comme passagères. Elles s'inscrivent en totale cohérence avec la stratégie énergétique cantonale. Enfin, le Conseil d'Etat a consacré une journée à la question de la promotion des énergies renouvelables et est en passe de présenter une stratégie en matière de photovoltaïque. En ce sens, le Conseil d'Etat estime qu'il répond déjà aux demandes formulées par les députés.

Considérant ce qui précède, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter le postulat.

⁴ Stratégie cantonale de développement durable 2021-2031 <https://www.fr.ch/etat-et-droit/gouvernement-et-administration/fribourg-durable-strategie-cantonale>



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat 2022-GC-161

Energiesparplan und Klimaziele

Urheber:	Vuilleumier Julien / Schmid Ralph Alexander
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	10.09.2022
Begründung:	10.09.2022
Überweisung an den Staatsrat:	12.09.2022
Antwort des Staatsrats:	13.06.2023

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 10. September 2022 eingereichten und begründeten Postulat weisen die Grossräte Julien Vuilleumier und Ralph Alexander Schmid darauf hin, dass der aktuelle Kontext mit dem Krieg in der Ukraine und seinen geopolitischen Folgen sowie die Klimakrise die Planung von Energiesparmassnahmen erfordern.

Sie bitten den Staatsrat deshalb, die folgenden Möglichkeiten zu prüfen:

- > Einen kantonalen Plan für Energiesparmassnahmen festlegen, mit denen der Energieverbrauch schnell gesenkt werden kann, um eine Krisensituation zu bewältigen. Dieser Plan muss Kriterien und Ziele, eine Priorisierung und einen Zeitplan für die Massnahmen enthalten.
- > Diesen Plan mit den Zielen des kantonalen Klimaplanes und der Strategie Nachhaltige Entwicklung in Einklang bringen. Das heisst mit anderen Worten: Die Massnahmen zum Klimaschutz sollen beschleunigt und verstärkt und nicht wegen der potenziellen Energiekrise abgeschwächt werden.
- > So schnell wie möglich energiepolitische Massnahmen umsetzen, die es erlauben, auf eine potenzielle Krise zu reagieren, die Widerstandsfähigkeit des Kantons zu stärken und zu den Klimazielen beizutragen.

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend ist darauf hinzuweisen, dass die Energiepolitik der Schweiz und damit auch des Kantons darauf abzielt, eine sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung sicherzustellen. Diese Grundsätze sind namentlich im Energiegesetz des Bundes (EnG; SR 730.0) verankert und werden auch im Gesetzesentwurf über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien ([21.047](#)) erwähnt. Eine sichere Energieversorgung umfasst gemäss EnG die jederzeitige Verfügbarkeit von ausreichend Energie, ein breit gefächertes Angebot sowie technisch sichere und leistungsfähige Versorgungs- und Speichersysteme. Das EnG schreibt ferner vor, dass die Energieversorgung Sache der Energiewirtschaft ist. Subsidiär sorgen der Bund und die Kantone für die Rahmenbedingungen, die erforderlich sind, damit die Energiewirtschaft diese Aufgabe

optimal erfüllen kann (Art. 6). Analog dazu legt das Energiegesetz des Kantons Freiburg (EnGe; SGF 770.1) das Prinzip der Subsidiarität staatlicher Eingriffe gemäss Bundesgesetzgebung fest.

Im Mai 2023, nach einem ersten Winter, bei dem die Energiekrise wie ein Damoklesschwert über der Schweiz hing, konnte der Staatsrat eine positive Bilanz über die Massnahmen ziehen, die er seit Herbst 2022 unter Einsetzung einer Ad-hoc-Delegation und eines Führungsstabs Energie getroffen hat. Dabei handelt es sich insbesondere um die strukturellen und organisatorischen Massnahmen, die Senkung des Energieverbrauchs und die in den verschiedenen Wirtschaftszweigen getroffenen Vorbereitungen, um die Sicherheit der Bevölkerung, die Aufrechterhaltung der Gesundheitsversorgung sowie die Kontinuität der Wirtschaft und der öffentlichen Verwaltung so weit wie möglich zu gewährleisten, falls eine Energieknappheit tatsächlich eintreten und eine Aktivierung des OSTRAL-Plans des Bundes unvermeidlich sein sollten.

Letztendlich wurde eine Krise im Winter 2022/23 vermieden, doch das Risiko, dass sie in den kommenden Wintern eintritt, ist noch nicht gebannt. Da die Schweiz im Winter jeweils ein Stromdefizit aufweist, weil uns noch grosse Produktionskapazitäten fehlen, ist die Stromversorgung in dieser Jahreszeit von den Lieferkapazitäten der Nachbarländer abhängig. Aus diesem Grund müssen wir zumindest in den nächsten fünf Jahren wieder mit einer möglichen Mangellage rechnen. Diese Zeit wird benötigt, um neue Kraftwerke zu bauen, die mit einheimischen erneuerbaren Energiequellen betrieben werden, und um die Energiewende 2050+ des Bundes zu beschleunigen. Bund und Kantone arbeiten unter der Koordination der Schweizerischen Konferenz Kantonaler Energiedirektoren (EnDK) an der Einführung von Massnahmen, die in diese Richtung gehen.

Dies vorausgeschickt, antwortet der Staatsrat wie folgt auf die verschiedenen Forderungen der Grossräte Julien Vuilleumier und Ralph Alexander Schmid:

> *Einen kantonalen Plan für Energiesparmassnahmen festlegen, mit denen der Energieverbrauch schnell gesenkt werden kann, um eine Krisensituation zu bewältigen. Dieser Plan muss Kriterien und Ziele, eine Priorisierung und einen Zeitplan für die Massnahmen enthalten.*

Der Bund und die Kantone verfügen seit Mai 2017 über Ziele, die in der vom Volk angenommenen Energiestrategie 2050 klar definiert wurden. In den Kantonen wurden bereits zahlreiche Massnahmen umgesetzt, um den Energieverbrauch zu senken, insbesondere bei Grossverbrauchern, öffentlichen Körperschaften und Privatpersonen.¹ Diese Ziele hat der Bundesrat zudem bereits Anfang der 2020er-Jahre durch die Verabschiedung der Energieperspektiven 2050+² noch etwas höhergesteckt. Sie dürften demnächst weiter bekräftigt werden durch die anstehenden Entscheidungen der eidgenössischen Räte, insbesondere zum Bundesgesetz über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien, und möglicherweise durch die Bevölkerung mit der Abstimmung vom 18. Juni zum Bundesgesetz über die Ziele im Klimaschutz, die Innovation und die Stärkung der Energiesicherheit (KIG).

Im Zusammenhang mit all diesen Entwicklungen überarbeitet die EnDK derzeit auch die Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich (MuKE), die ab 2025 in allen Kantonen umgesetzt werden könnten. Dieser gesetzliche Rahmen wird die Energiewende im Gebäudebereich

¹ Energiestrategie 2050 des Bundes: <https://www.uvek.admin.ch/uvek/de/home/energie/energiestrategie-2050.html>

² Energieperspektiven 2050+ des Bundes:

<https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-81356.html>

beschleunigen, der spezifisch in die Zuständigkeit der Kantone fällt und für fast 45 % des Energieverbrauchs in der Schweiz verantwortlich ist.

Zu den Massnahmen, die während dem Winter im Kanton Freiburg ergriffen wurden, um sich auf eine mögliche Energiemangellage vorzubereiten, gehörten insbesondere die Senkung der Temperaturen in öffentlichen Gebäuden, die Sensibilisierung aller Verbraucher, einschliesslich der öffentlichen Verwaltung und der Wirtschaft, für das Energiesparen, das Abschalten der öffentlichen Beleuchtung, sofern die Sicherheit nicht gefährdet war, usw.

Darüber hinaus wurde der im Kanton geltende gesetzliche Rahmen in den letzten Jahren bereits angepasst, um den Ersatz von fossilen Energieträgern durch erneuerbare Energien bei Gebäudeheizungen, die Steigerung der Energieeffizienz im weiteren Sinne und die Sensibilisierung der gesamten Bevölkerung zu fördern. Seit dem 1. Juni 2023 ist zudem eine neue Bestimmung in Kraft, die die Abschaltung der öffentlichen Beleuchtung sowie von Leuchtreklamen und Schaufenstern während eines Teils der Nacht vorsieht, um auch die Lichtverschmutzung zu reduzieren.

Aufgrund dieser Darlegungen ist der Staatsrat der Ansicht, dass bereits im vergangenen Winter Energiesparmassnahmen ergriffen wurden, die eine rasche Senkung des Energieverbrauchs zur Bewältigung einer Krisensituation ermöglichen, dies unter Einhaltung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit. Die Massnahmen betrafen alle Verbraucher von der Bevölkerung bis zu den Grossverbrauchern, das heisst, diejenigen mit einem Stromverbrauch von über 100 GWh pro Jahr. Von letzteren wurde beispielsweise verlangt, dass sie sich auf eine Kontingentierung und/oder periodische Netzabschaltung vorbereiten, indem sie angesichts des Risikos, dass sie ihre Geschäftstätigkeit ganz oder teilweise einstellen müssen, einen Aktionsplan ausarbeiten. Ab Herbst 2023 werden im Übrigen neue Massnahmen eingeführt, falls sich im Winter 2023/24 eine Energiekrise abzeichnen sollte. Bis dahin sind die Massnahmen, die sich aus dem geltenden gesetzlichen Rahmen ergeben, weiterhin wirksam.

Daher hält es der Staatsrat nicht für notwendig, zusätzlich zum OSTRAL-Plan noch einen spezifischen kantonalen Plan für Energiesparmassnahmen aufzustellen, mit denen der Energieverbrauch schnell gesenkt werden kann, um eine Krisensituation zu bewältigen.

> *Diesen Plan mit den Zielen des kantonalen Klimaplanes und der Strategie Nachhaltige Entwicklung in Einklang bringen. Das heisst mit anderen Worten: Die Massnahmen zum Klimaschutz sollen beschleunigt und verstärkt und nicht wegen der potenziellen Energiekrise abgeschwächt werden.*

Die Weiterentwicklung der Energiestrategie des Kantons und die Umsetzung des kantonalen Klimaplanes erfolgen koordiniert und fallen in dieselbe Achse des Regierungsprogramms 2022-2026. Der kantonale Klimaplan³, der 2021 verabschiedet wurde, schlägt einen Aktionsplan mit 115 Massnahmen vor, die bis 2026 umgesetzt werden sollen. 17 davon fallen in die Achse «Energie und Gebäude», wobei das Ziel darin besteht, die Energieeffizienz zu steigern und den Verbrauch fossiler Brennstoffe zu senken, und zwar insbesondere durch die Verbesserung der Energieeffizienz

³ Klimaplan des Kantons Freiburg:

<https://www.fr.ch/de/energie-landwirtschaft-und-umwelt/klima/klima/kantonaler-klimaplan>

von Gebäuden, die Förderung einer effizienten und kohlenstofffreien Energieversorgung sowie die Steigerung der Produktion lokaler, erneuerbarer Energien im Kanton Freiburg.

Die kantonale Strategie Nachhaltige Entwicklung⁴ verweist bereits auf die Ziele der kantonalen Klima- und Energiepolitik und schlägt Massnahmen vor, um sie schneller zu erreichen. So hat der Staatsrat beispielsweise beschlossen, dass die Gebäude des Staats nach dem Standard Nachhaltiges Bauen Schweiz (SNBS) gebaut werden müssen. Dieser verbindet Nutzungskomfort, Erreichbarkeit für alle, geringen Energieverbrauch, Anpassung an den Klimawandel und kontrollierte Betriebskosten miteinander und lässt gleichzeitig Raum für die Natur.

> So schnell wie möglich energiepolitische Massnahmen umsetzen, die es erlauben, auf eine potenzielle Krise zu reagieren, die Widerstandsfähigkeit des Kantons zu stärken und zu den Klimazielen beizutragen.

Auf Bundesebene werden weitere Massnahmen ergriffen, um eine ausreichende Versorgung zu gewährleisten, während die Vorbereitungen auf die kommenden Winter weiterlaufen. Die Verabschiedung der Solaroffensive durch das Bundesparlament ([21.501](#)) und der Windkraftoffensive durch den Nationalrat ([22.461](#)) – sofern diese auch vom Ständerat angenommen wird – sollte die Produktion von einheimischer erneuerbarer Energie im Winter deutlich erhöhen.

Auf kantonaler Ebene wird der Führungsstab Energie ab Ende Sommer wieder mit den Energieversorgern in Kontakt treten, um einer möglichen Krisensituation im nächsten Winter so früh wie möglich vorzubeugen. Das Amt für Energie verfolgt weiterhin aufmerksam die Entwicklungen in Bezug auf die Energieversorgung und die Gefahr einer Mangellage. Das Amt für zivile Sicherheit und Militär setzt die Kontakte vor Ort fort, um den Bereitschaftsgrad, insbesondere jenen der kritischen Infrastruktur, für den Fall einer Mangellage zu verbessern. Die Bevölkerung wird ebenfalls weiter dazu animiert, ihre Anstrengungen zum Energiesparen aufrechtzuerhalten. Die ergriffenen Massnahmen tragen natürlich zum übergeordneten Ziel bei, den Ausstieg aus der Energieabhängigkeit zu schaffen, und sollten nicht als vorübergehend angesehen werden. Sie stehen voll und ganz im Einklang mit der kantonalen Energiestrategie. Der Staatsrat hat sich zudem einen Tag lang dem Thema Förderung erneuerbarer Energien gewidmet und wird bald eine Fotovoltaik-Strategie vorlegen. In diesem Sinne ist der Staatsrat der Ansicht, dass er die von den Grossräten gestellten Forderungen bereits erfüllt.

Aufgrund dieser Darlegungen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat die Ablehnung des Postulats.

⁴ Kantonale Strategie Nachhaltige Entwicklung 2021-2021:
<https://www.fr.ch/de/staat-und-recht/regierung-und-verwaltung/nachhaltiges-freiburg-kantonale-strategie>



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat 2023-GC-93

Promotion et expansion de l'Open Data dans le canton de Fribourg : enjeux, avantages et mise en œuvre

Auteur :	Repond Brice
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	02.04.2023
Développement :	02.04.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	03.04.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	22.08.2023

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 02 avril 2023, le député Brice Repond demande au Conseil d'Etat d'élaborer et de présenter un rapport sur le développement de l'Open Data dans le canton qui ne serait pas restreint à des données gouvernementales. L'auteur du postulat cite notamment les domaines des transports, de l'énergie, de l'environnement, de la santé publique, de l'éducation, du gouvernement et de l'administration, de la culture et du patrimoine ou encore de l'économie.

Le postulat demande au Conseil d'Etat de promouvoir l'Open Data dans les secteurs susmentionnés en complément des efforts existants concernant l'Open Government Data (OGD) ; Il demande aussi d'évaluer les avantages potentiels de l'Open Data pour le public, d'analyser les défis et les coûts liés à la mise en œuvre de l'Open Data, notamment en ce qui concerne la protection des données, de proposer des mesures concrètes pour promouvoir l'Open Data dans le canton en complément de l'Open Government Data et enfin de présenter un rapport détaillé au Grand Conseil sur les conclusions et les recommandations issues de cette étude, y compris un plan d'action pour la mise en œuvre de l'Open Data dans les secteurs clés précités.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat partage le point de vue selon lequel l'Open Data est un outil important dans un contexte de numérisation croissante. Comme le relève l'auteur du postulat, celui-ci s'inscrit dans un processus de développement de l'Open Government Data au sein de l'Etat et fait suite au postulat de 2017 des députés Gapany et Marmier (« Elaboration d'une stratégie cantonale en matière de libre accès aux données publiques [stratégie Open Data] » ; [\(2017-GC-141\)](#)), auquel le Conseil d'Etat a donné une réponse détaillée le 5 février 2018.

L'Open Data ou « donnée ouverte » vise à diffuser les données dans des formats ouverts, lisibles par ordinateur (de « machine à machine ») et gratuitement. Par donnée, il est généralement convenu qu'il s'agit d'une représentation d'une information, codée dans un format permettant son traitement par ordinateur. La notion d'Open Government Data (OGD) ou « données publiques ouvertes »

correspond à la mise à disposition de données officielles qui ne sont pas protégées par la loi pour que le public puisse les consulter et les réutiliser¹. En Suisse, la Confédération est un moteur de ce mouvement et a adopté plusieurs stratégies OGD (2014-2018, 2019-2023²) contraignantes pour la Confédération. La stratégie cantonale actuelle vise notamment à mettre à disposition du public en priorité les données du canton avant d'élargir le périmètre de données. Le portail opendata.swiss est le catalogue de données et métadonnées de la Confédération qui donne de la visibilité et l'accès à de nombreuses données³. Au niveau des bases légales, la Confédération a adopté la loi fédérale sur l'utilisation des moyens électroniques pour l'exécution des tâches des autorités (LMETA ; loi adoptée le 17 mars par l'Assemblée fédérale mais pas encore en vigueur ; délai référendaire au 6 juillet 2023) dont l'article 10 pose le principe des données ouvertes⁴. Cette loi s'applique aux unités de l'administration et les principes de protection des données et de proportionnalité sont respectés. En effet, selon la LMETA, ne sont pas publiées : a. les données personnelles et les données concernant des personnes morales; b. les données dont la publication n'est pas autorisée ou n'est autorisée que de manière plus restrictive par des actes cantonaux ou d'autres actes de la Confédération, en vertu notamment de dispositions relatives aux droits d'auteur, aux obligations de garder le secret dont la violation est punissable pénalement, à la sécurité de l'information ou aux registres officiels; c. les données dont le traitement ou la fourniture requiert d'importantes ressources matérielles ou humaines supplémentaires.

Depuis le postulat du 29 août 2017 précité et la réponse du Conseil d'Etat du 5 février 2018, l'Open Data dans le canton de Fribourg progresse.

Le Conseil d'Etat a poursuivi la priorisation digitale de l'Etat de Fribourg, « l'administration 4.0 ». Celle-ci a pour objectif de simplifier, partout où cela est possible, les démarches administratives, d'offrir une disponibilité et une accessibilité plus grandes grâce à la digitalisation, ainsi qu'une meilleure efficacité pour l'ensemble des services fournis à la population⁵. Le plan directeur de la digitalisation et des systèmes d'information pour la législature 2022-2026 met l'accent sur la mise à disposition et l'accès à des données de l'administration via l'Open Data.

Depuis le 29 octobre 2021, le [Geoportail](https://www.admin.ch/geoportail) Etat de Fribourg donne accès gratuitement aux géoinformations du canton dans un format libre et ouvert sur un portail spécialement dédié à ce type de donnée. Ce catalogue est géré par le Centre de compétence SIT (Service du cadastre et de la géomatique - SGC) et référencé sur opendata.swiss.

Dans le cadre de cette évolution visant à rendre les données ouvertes facilement accessibles par des machines, la Chancellerie d'Etat s'engage également en proposant des fichiers au format structuré JSON (JavaScript Object Notation) via son application de gestion des votations et élections. Ces fichiers permettent de fournir en temps réel des informations sur les résultats des votations et des élections dans le canton, afin de répondre aux besoins de divers utilisateurs, notamment les médias.

¹ Voir <https://www.bfe.admin.ch/bfe/fr/home/mesures-d-encouragement/open-government-data.html>

² Stratégie Open Government Data 2019 – 2023: <https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2019/855.pdf>

³ Il s'agit d'un catalogue de référencement. En effet, opendata.swiss ne permet pas la possibilité d'héberger les données. Le principe veut que les entités productrices et propriétaires de données mettent en place l'infrastructure permettant la diffusion auprès du public de leur propres données OGD.

⁴ [FF 2023 787 - Loi fédérale sur l'utilisation des moyens électroniques pour l'exécution des tâches des autorités \(LMETA\) \(admin.ch\)](https://www.admin.ch/eli/fga/2023/787/fr) : <https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2023/787/fr>.

⁵ [Une administration 4.0 au service du bien commun | État de Fribourg](https://www.fr.ch/dfin/actualites/une-administration-40-au-service-du-bien-commun) : <https://www.fr.ch/dfin/actualites/une-administration-40-au-service-du-bien-commun>

L'implémentation en cours par le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel) de l'entrepôt de données SAP BW/4HANA permet d'intégrer, de nettoyer, de transformer, d'harmoniser, de stocker et de visualiser des données en provenance de plusieurs sources internes. Ce projet devrait faciliter le développement de flux de données permettant l'établissement de l'OGD pour les données cantonales. Ainsi, dans le cadre de ce projet, le développement d'une plateforme OGD est en cours, en collaboration entre le SITel et le Service de la statistique (SStat) en faveur de l'ensemble de l'administration du canton de Fribourg. Cette plateforme sera connectée à l'entrepôt de données SAP BW/4HANA. Conformément aux bonnes pratiques dans la plupart des cantons qui ont adopté l'Open Data, le Service de la Statistique met en place une plateforme pour ses propres besoins en 2023 (pilote), en priorisant le catalogue de données⁶ avant d'ouvrir la diffusion des données ouvertes aux autres services de l'Etat (et aux communes ou organismes parapublics).

Réponses aux demandes de l'auteur du postulat :

Le postulat demande au Conseil d'Etat :

- 1. D'examiner la faisabilité de promouvoir l'Open Data dans les secteurs clés susmentionnés (i.e. les transports, l'énergie, l'environnement, la santé publique, l'éducation, le gouvernement et l'administration, la culture et le patrimoine ou encore l'économie), en identifiant les données pouvant être rendues accessibles de manière ouverte, en complément des efforts existants concernant l'Open Government Data ;*

Une des questions centrales de ce postulat consiste à définir le périmètre de données. En principe, au sens strict, la politique Open Government Data du canton de Fribourg s'appliquera à toutes les unités administratives du canton qui sont propriétaires des données qu'elles collectent, gèrent et génèrent dans le cadre de leur activités définies par les bases légales. Une ouverture de la plateforme aux collectivités (notamment les communes) ou entreprises parapublics du canton intéressées pourrait être possible sous conditions de ressources, sachant qu'il n'est pas réaliste et raisonnable que chaque autorité, entreprise ou institution développe son propre outil de diffusion. Dans la plupart des domaines mentionnés par l'auteur du postulat, il existe des données potentiellement diffusables sur l'Open Data. En ce qui concerne plus précisément les entreprises parapublics dans les domaines stratégiques mentionnés dans le postulat, celles-ci travaillent dans un contexte de concurrence et de modèle de gestion qui leur laisse la liberté de diffuser les données qu'elles considèrent comme pertinentes. La stratégie OGD en cours de développement, prévoit aussi une réutilisation et une valorisation des données cantonales diffusées par d'autres organismes, en particulier la Confédération. Pour ce qui concerne le Service de la Statistique, il est prévu que le portail OGD permette le remplacement de l'annuaire statistique ainsi que la base de données online actuelle. Potentiellement, les 21 domaines de la statistique publique⁷ pourraient être couverts s'il existe des données au niveau cantonal (ou inférieur). Un inventaire des données internes au canton, quel que soit le degré d'ouverture des données, sera réalisé d'ici 2026.

⁶ Un catalogue de données est le cœur de la diffusion selon les standard Open Data. Il désigne la liste des jeux de données disponibles dans le cadre de l'Open Data. Les principaux éléments sont les capacités de recherche, les métadonnées, les informations relatives à la licence et l'accès aux données. (Source: [World Bank: http://opendatatoolkit.worldbank.org/fr/technology.html](http://opendatatoolkit.worldbank.org/fr/technology.html))

⁷ Voir [Office fédéral de la statistique | Office fédéral de la statistique \(admin.ch\)](https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home.html) : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home.html> | Trouver des statistiques.

2. *D'évaluer les avantages potentiels de l'Open Data pour les citoyens, les entreprises et les administrations publiques, tels que l'amélioration de la transparence, la stimulation de l'innovation et la facilitation de la prise de décision éclairée ;*

Les OGD sont une philosophie et de plus en plus une série de politiques qui promeuvent la transparence, la responsabilité et la création de valeur en rendant les données de l'administration disponibles à tous. Le Conseil d'Etat reconnaît que l'accès ouvert aux données contribue à l'éducation et à l'information des citoyens pour qu'ils puissent faire des choix plus éclairés et peut influencer positivement sur l'engagement civique, par exemple pour recueillir des commentaires sur les politiques publiques⁸. L'open data peut donc favoriser la vie démocratique et sociale. Il contribue aussi à la responsabilité des organisations et le développement de nouveaux usages et services. En effet, selon l'OCDE, cela favorise la création d'entreprises et de services innovants centrés sur le citoyen⁹. Selon une étude danoise, le potentiel généré par l'Open Data dans ce pays représente plusieurs dizaines de millions d'Euro¹⁰. Une analyse de la Banque mondiale montre qu'un réseau peut s'établir entre producteur-fournisseur de données et utilisateurs (entreprises, recherche, formation).

Le développement de l'OGD est surtout une philosophie et un changement de pratique politique ainsi qu'une évolution quant à la culture de la donnée. Les bénéfices sont globalement connus. Une évaluation précise et chiffrée de ceux-ci pour le canton est un exercice coûteux et difficile. C'est surtout a posteriori que l'on peut évaluer l'impact du développement de l'Open Data mais un chiffrage reste un exercice difficile non réalisé.

3. *D'analyser les défis et les coûts liés à la mise en œuvre de l'Open Data, notamment en ce qui concerne la protection des données et la garantie de la confidentialité des informations ;*

Les principaux défis ont déjà été listés dans la réponse au postulat des députés Gapany et Marmier. En résumé, il s'agit a) d'identifier et sélectionner les données au sein de l'administration (voir réponse au point 1), b) établir les fondements et bases légales, c) diffuser les données, d) soutenir et promouvoir l'utilisation des données.

L'acquisition d'une plateforme OGD en SaaS sur un cloud est en cours auprès d'un acteur majeur de ce domaine (coûts d'environ CHF 150'000.- pour 4 ans 2023-2026, sans la plateforme pour les géoinformations). Actuellement, le SStat met à disposition 0,8 EPT pour le développement de l'Open Data, soutenu par un chef de projet SITel (0,6 EPT). Selon les expériences dans d'autres cantons, il est opportun de créer un Centre de compétence OGD. Il faut au moins 2 EPT sur cette activité pour à la fois gérer les données et les processus, fournir les conseils et s'assurer de la conformité (au canton de Bâle-Ville, 4 personnes travaillent au sein du centre compétence Open Data), sans tenir compte des besoins du SITel. Une augmentation progressive des ressources doit donc être prévue d'ici à 2025. Ces développements peuvent s'inscrire dans l'amélioration de la Gestion de la donnée au sein du Canton de Fribourg.

⁸ [A new approach to measuring the impact of open data : Sunlight Foundation](https://sunlightfoundation.com/2015/05/05/a-new-approach-to-measuring-the-impact-of-open-data/) :

<https://sunlightfoundation.com/2015/05/05/a-new-approach-to-measuring-the-impact-of-open-data/>

⁹ [Open Government Data - OCDE \(oecd.org\)](https://www.oecd.org/fr/gov/gouvernement-numerique/open-government-data.htm) : <https://www.oecd.org/fr/gov/gouvernement-numerique/open-government-data.htm>

¹⁰ [Denmark's Open Address Data Set \(odimarket.org\)](https://odimarket.org/case-denmarks-open-address-data-set.html) : <https://odimarket.org/case-denmarks-open-address-data-set.html>

La mise à disposition, conversion et l'actualisation des données ainsi que la coordination des différents acteurs nécessitera un travail supplémentaire non négligeable dans les Services métier. Le fonctionnement engendrera des besoins entre 0,1 EPT dans un Service mettant à disposition peu de données ou des données très standardisées et des taux en EPT beaucoup plus conséquents, notamment dans des domaines où les données sont complexes et variées.

Le canton publiera ses données en conformité avec les bases légales en vigueur au niveau fédéral ou cantonal, notamment la Loi sur la protection des données (LPrD), la loi sur la statistique fédérale et l'Ordonnance concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux.

Le principe de données ouvertes sur un modèle proche de l'Art. 10 de la LMETA pourrait être développé dans les bases légales cantonales.

4. De proposer des mesures concrètes pour promouvoir l'Open Data dans le canton, en tenant compte des résultats de l'étude de faisabilité et des avantages potentiels identifiés, et en complément des initiatives d'Open Government Data ;

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il ne doit pas jouer un rôle fondamental de promotion de l'Open Data dans les entreprises du canton. Toutefois, la mise à disposition croissante de données publiques ouvertes pourrait inciter l'économie privée à développer elle-même l'Open Data.

La feuille de route de l'Etat prévoit la mise en place d'un Proof of Concept (POC – preuve de concept) avec la préparation et la diffusion des premières données, surtout statistiques, pour 2023. Ce POC permettra de tirer les premiers enseignements et de fournir une solution stimulante pour les services de l'Etat. Il permettra aussi premièrement d'affiner la réflexion sur les différents documents de base à mettre en place (politique de données ouvertes, directive sur la gouvernance OGD, lignes directrices) et deuxièmement d'encourager, par diverses mesures, les différents services à se préparer à la diffusion de données ouvertes.

Différentes stratégies de communication seront effectuées auprès des médias, des écoles du degré tertiaire (Universités et HES-SO) afin d'encourager l'utilisation de ces données mais aussi de développer des applications. Après un certain degré de maturité, d'autres mesures, telles que des Hackathons¹¹, pourraient être organisées.

Enfin, les parties prenantes au sein de l'Etat sont fortement intégrées aux développements en cours au sein de la Confédération ou des cantons.

5. De présenter un rapport détaillé au Grand Conseil sur les conclusions et les recommandations issues de cette étude, y compris un plan d'action pour la mise en œuvre de l'Open Data dans les secteurs clés.

Etant donné les priorités actuelles et les ressources disponibles, le Conseil d'Etat estime que le canton doit encore faire d'importants efforts pour renforcer la gestion des données gouvernementales avant d'envisager d'étendre le périmètre de l'OGD. Les enjeux liés à l'évolution

¹¹ Un hackathon, marathon de programmation ou programmathon est un événement durant lequel des groupes de développeurs volontaires se réunissent pendant une période donnée afin de travailler sur des projets de programmation informatique de manière collaborative. C'est un processus créatif aux objectifs larges et variés souvent axés sur la proposition de solutions informatiques innovantes, l'amélioration de logiciels existants ou la conception de nouvelles applications dans le domaine des technologies numériques. Source: Hackathon — Wikipédia (wikipedia.org) <https://fr.wikipedia.org/wiki/Hackathon>

de la culture des données, la nécessité d'améliorer leur qualité pour faciliter leur utilisation transversale et les nouveaux paradigmes en matière de sécurité de l'information ont un impact significatif sur l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs des collectivités publiques et des autorités. Ils requièrent un renforcement des moyens mis à disposition pour nombre de centres de compétences déjà en activité. Par conséquent, il est nécessaire d'adopter une approche mesurée, pragmatique et de se concentrer exclusivement sur les processus en cours de déploiement. C'est pourquoi il estime que l'Etat n'est actuellement pas en capacité de s'engager au-delà de la mise à disposition d'une plateforme OGD pour les acteurs externes à l'État de Fribourg.

Compte tenu de l'avancement du projet, un tel rapport n'est pas nécessaire ni opportun. La réalisation d'un rapport nécessiterait des ressources qui ne seraient pas à disposition pour tenir la feuille de route. En conséquence, le Conseil d'Etat incite l'auteur du postulat à prendre note des informations contenues dans cette réponse et invite le Grand Conseil à rejeter le postulat.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

—
Postulat 2023-GC-93

Förderung und Ausbau von Open Data im Kanton Freiburg: Herausforderungen, Vorteile und Umsetzung

Urheber:	Repond Brice
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	02.04.2023
Begründung:	02.04.2023
Überweisung an den Staatsrat:	03.04.2023
Antwort des Staatsrats:	22.08.2023

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 2. April 2023 eingereichten und begründeten Postulat verlangt Grossrat Brice Repond vom Staatsrat, dass er einen Bericht vorlegt, der sich mit der Entwicklung von Open Data über die kantonalen Behördendaten hinaus befasst. Der Verfasser des Postulats nennt insbesondere die Bereiche Verkehr, Energie, Umwelt, Gesundheit, Bildung, Regierung und Verwaltung, Kultur und kulturelles Erbe sowie Wirtschaft.

Das Postulat verlangt vom Staatsrat, dass er Open Data zusätzlich zu den bestehenden Arbeiten an Open Government Data (OGD) in den oben erwähnten Bereichen fördert. Zudem soll er die möglichen Vorteile von Open Data für die Öffentlichkeit prüfen, die Herausforderungen und Kosten im Zusammenhang mit der Umsetzung von Open Data, namentlich in Bezug auf den Datenschutz, analysieren, konkrete Massnahmen zur Förderung von Open Data im Kanton in Ergänzung von Open Government Data vorschlagen und dem Grossen Rat einen detaillierten Bericht über die Schlussfolgerungen und Empfehlungen aufgrund dieser Studie vorlegen. Der Bericht soll ferner einen Aktionsplan für die Umsetzung von Open Data in den oben erwähnten Kernbereichen enthalten.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat teilt die Ansicht, dass Open Data ein wichtiges Tool im Kontext mit der fortschreitenden Digitalisierung ist. Wie der Verfasser des Postulats erwähnt, steht es im Zusammenhang mit der Entwicklung von Open Government Data innerhalb des Staats und folgt auf das Postulat von Grossrätin Gapany und Grossrat Marmier aus dem Jahr 2017 («Entwicklung einer kantonalen Open-Government-Data-Strategie [OGD-Strategie FR]»; [2017-GC-141](#)), das der Staatsrat am 5. Februar 2018 ausführlich beantwortet hat.

Open Data bzw. «offene Daten» beinhaltet die Verbreitung von Daten in offenen Formaten zu verbreiten, die maschinenlesbar sind (von Computer zu Computer) und kostenlos zur Verfügung gestellt werden. Unter Daten wird in der Regel die Darstellung einer Information verstanden, die in

einem Format codiert ist, das eine computergestützte Verarbeitung ermöglicht. Der Begriff Open Government Data (OGD) bzw. «offene Behördendaten» wird für die Bereitstellung von offiziellen Daten verwendet, die nicht gesetzlich geschützt sind und frei eingesehen und wiederverwendet werden dürfen.¹ In der Schweiz hat der Bund die Führung in diesem Bereich übernommen und mehrere OGD-Strategien verabschiedet (2014-2018, 2019-2023²), die für den Bund verpflichtend sind. Die aktuelle kantonale Strategie zielt namentlich darauf ab, der Öffentlichkeit zuerst die Daten des Kantons zur Verfügung zu stellen, bevor der Datenumfang ausgedehnt wird. Das Portal opendata.swiss ist der Daten- und Metadatenkatalog des Bundes, der viele Daten sichtbar und zugänglich macht.³ Hinsichtlich der Gesetzesgrundlagen hat der Bund das Bundesgesetz über den Einsatz elektronischer Mittel zur Erfüllung von Behördenaufgaben verabschiedet (EMBAG; das Gesetz wurde von der Bundesversammlung am 17. März 2023 verabschiedet, es ist aber noch nicht in Kraft; Referendumsfrist: 6. Juli 2023). Artikel 10 des Gesetzes legt den Grundsatz der offenen Daten fest.⁴ Dieses Gesetz gilt für die Verwaltungseinheiten und beachtet den Datenschutz und die Verhältnismässigkeit. Gemäss EMBAG werden folgende Daten nicht veröffentlicht: a. persönliche Daten und Daten juristischer Personen; b. Daten, die gestützt auf kantonale oder andere Bundeserlasse nicht oder nur unter restriktiveren Bedingungen veröffentlicht werden, insbesondere aufgrund von Bestimmungen über Urheberrechte, Geheimhaltungspflichten, deren Verletzung strafrechtlich geahndet wird, Informationssicherheit und amtliche Register; c. Daten, deren Aufbereitung oder Zurverfügungstellung bedeutende zusätzliche sachliche oder personelle Mittel erfordert.

Seit dem oben erwähnten Postulat vom 29. August 2017 und der Antwort des Staatsrats vom 5. Februar 2018 hat Open Data im Kanton Freiburg Fortschritte gemacht.

Der Staatsrat hat die Digitalisierung des Staats Freiburg «Verwaltung 4.0» mit hoher Priorität fortgesetzt. Das Ziel ist es, wo immer möglich die administrativen Schritte zu vereinfachen und dank der Digitalisierung eine grössere Verfügbarkeit und Zugänglichkeit sowie eine grössere Effizienz bei allen Dienstleistungen für die Bevölkerung anzubieten.⁵ Der Richtplan der Digitalisierung und der Informationssysteme für die Legislaturperiode 2022-2026 ist darauf ausgerichtet, Verwaltungsdaten über Open Data der Öffentlichkeit zur Verfügung zu stellen.

Seit dem 29. Oktober 2021 bietet das [Geoportal](#) des Staats Freiburg kostenlos Zugriff auf die Geodaten des Kantons in einem frei verfügbaren und offenen Format auf einem eigens für derartige Daten geschaffenen Portal. Der Katalog wird durch das Kompetenzzentrum LIS (Amt für Vermessung und Geomatik - VGA) geführt und auf opendata.swiss referenziert.

An dieser Entwicklung, die darauf abzielt, die offenen Daten für Maschinen leicht lesbar zu machen, hat auch die Staatskanzlei mitgearbeitet. Sie bietet Dateien im strukturierten JSON-Format an (JavaScript Object Notation), die über ihre App für die Verwaltung der Abstimmungen und Wahlen abgerufen werden können. Diese Dateien ermöglichen es, die Informationen über die

¹ Vgl <https://www.bfe.admin.ch/bfe/de/home/foerderung/open-government-data.html>

² Open-Government-Data-Strategie 2019 – 2023: <https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2019/125/de>

³ Es handelt sich um einen Katalog der verfügbaren Daten. Das Portal opendata.swiss beherbergt keine eigenen Daten. Es gilt das Prinzip, dass die OGD-Produzenten und -Eigentümer die Infrastruktur zur Veröffentlichung ihrer Daten selber aufstellen.

⁴ [BBl 2023 787 - Bundesgesetz über den Einsatz elektronischer Mittel zur Erfüllung von Behördenaufgaben \(EMBAG\) \(admin.ch\)](#)

⁵ [Die Verwaltung 4.0 im Dienst des Allgemeinwohls | Staat Freiburg: https://www.fr.ch/de/find/news/die-verwaltung-40-im-dienst-des-allgemeinwohls](#)

Abstimmungs- und Wahlergebnisse im Kanton in Echtzeit zu liefern, um die Bedürfnisse der verschiedenen Benutzer und insbesondere der Medien zu decken.

Die laufende Implementierung des SAP BW/4HANA Data Warehouse durch das Amt für Informatik und Telekommunikation (SITel) ermöglicht es, Daten aus verschiedenen internen Quellen zu integrieren, zu bereinigen, umzuwandeln, zu harmonisieren, zu speichern und zu visualisieren. Dieses Projekt sollte die Entwicklung von Datenströmen erleichtern, die die Erstellung von OGD für kantonale Daten ermöglichen. Im Rahmen dieses Projekts arbeiten zurzeit das ITA und das Amt für Statistik (StatA) an der Entwicklung einer OGD-Plattform zugunsten der gesamten Freiburger Kantonsverwaltung zusammen. Diese Plattform wird mit dem SAP BW/4HANA Data Warehouse verbunden sein. Entsprechend der guten Praxis der meisten Kantone, die Open Data bereits eingeführt haben, richtet das Amt für Statistik im Jahr 2023 (Pilotphase) eine Plattform für den eigenen Bedarf ein und setzt dabei die Priorität auf den Datenkatalog⁶, bevor die offenen Daten anderen Dienststellen (und Gemeinden bzw. halbstaatlichen Einrichtungen) zugänglich gemacht werden.

Antworten auf die Forderungen des Verfassers des Postulats

Das Postulat verlangt vom Staatsrat Folgendes:

- 1. Prüfen, ob es machbar ist, Open Data in den oben erwähnten Kernbereichen zu fördern (insbes. Verkehr, Energie, Umwelt, Gesundheit, Bildung, Regierung und Verwaltung, Kultur und kulturelles Erbe sowie Wirtschaft) und die Daten zu bestimmen, die zusätzlich zu den bisherigen Arbeiten an Open Government Data offen zugänglich gemacht werden können.*

Eine der zentralen Fragen des Postulats ist die Festlegung des Datenumfangs. Streng genommen gilt die Open-Government-Data-Politik des Kantons Freiburg grundsätzlich für alle Verwaltungseinheiten des Kantons, die Eigentümer von Daten sind, die sie im Rahmen ihrer gesetzlich vorgeschriebenen Tätigkeiten sammeln, verwalten und generieren. Eine Öffnung der Plattform für interessierte Körperschaften (insbesondere Gemeinden) oder halbstaatliche Unternehmen des Kantons ist möglich, falls die Ressourcen dafür vorhanden sind, wobei zu berücksichtigen ist, dass es weder realistisch noch sinnvoll ist, dass jede Behörde, jedes Unternehmen oder jede Institution ein eigenes Instrument zur Veröffentlichung der Daten entwickelt. In den meisten Bereichen, die der Verfasser des Postulats erwähnt, gibt es Daten, die möglicherweise auf Open Data veröffentlicht werden können. Besonders was die halbstaatlichen Unternehmen in den strategischen Bereichen gemäss Postulat betrifft, sind sie der Konkurrenz ausgesetzt und arbeiten nach einem Geschäftsmodell, das ihnen die Möglichkeit lässt, die Daten zu verbreiten, die sie als nützlich erachten. Die OGD-Strategie, die zurzeit ausgearbeitet wird, sieht auch die Wiederverwertung und Nutzung von kantonalen Daten vor, die durch andere Stellen, insbesondere den Bund, veröffentlicht werden. Was das Amt für Statistik betrifft, ist vorgesehen, dass das OGD-Portal das statistische Jahrbuch und die aktuelle Online-Datenbank ersetzen wird. Die 21 Bereiche der öffentlichen Statistik⁷ könnten abgedeckt werden, falls es Daten auf Kantonsebene (oder noch tiefer) gibt. Ein Inventar der kantonsinternen Daten wird bis 2026 unabhängig vom Zugänglichkeitsgrad durchgeführt.

⁶ Der Datenkatalog ist das Herzstück der Datenweitergabe nach Open-Data-Standards. Er bezeichnet die Liste der Datensätze, die im Rahmen von Open Data zur Verfügung gestellt werden. Die wichtigsten Eigenschaften sind Suchmöglichkeiten, Metadaten, Lizenzinformationen und Datenzugriff. (Quelle: [Weltbank: http://opendatatoolkit.worldbank.org/fr/technology.html](http://opendatatoolkit.worldbank.org/fr/technology.html))

⁷ Vgl. [Bundesamt für Statistik: https://www.bfs.admin.ch](https://www.bfs.admin.ch) | [Statistiken finden](#).

2. *Die möglichen Vorteile von Open Data für die Einwohnerinnen und Einwohner, die Unternehmen und die öffentlichen Verwaltungen prüfen, wie etwa eine höhere Transparenz, eine stärkere Innovation und die Erleichterung fundierter Entscheidungen;*

Das Konzept von OGD entspricht einer Philosophie und liegt zunehmend einer Reihe von politischen Bemühungen zugrunde, die durch die Veröffentlichung von Verwaltungsdaten mehr Transparenz, Verantwortungsbewusstsein und Wertschöpfung anstreben. Der Staatsrat ist sich bewusst, dass der offene Zugang zu den Daten die Bildung und Information der Einwohnerinnen und Einwohner verbessert, damit sie fundierte Entscheidungen treffen können. Dies kann das staatsbürgerliche Engagement positiv beeinflussen, etwa um Feedbacks zu Themen der öffentlichen Politik zu erhalten.⁸ Open Data kann also die Demokratie und das soziale Leben fördern und trägt auch dazu bei, das Verantwortungsbewusstsein von Organisationen zu stärken und neue Nutzungsmöglichkeiten und Dienstleistungen zu entwickeln. Der OECD zufolge fördert dies die Schaffung neuer Unternehmen und innovativer Dienstleistungen für die Bevölkerung.⁹ Gemäss einer dänischen Studie kann das durch Open Data generierte Potenzial in diesem Land auf einen zweistelligen Millionenbetrag in Euro beziffert werden.¹⁰ Eine Analyse der Weltbank zeigt, dass ein Netzwerk zwischen Datenproduzent-Lieferant und Benutzer (Unternehmen, Forschung, Bildung) entstehen kann.

Die Umsetzung von OGD entspricht in erster Linie einer Philosophie und einer neuen politischen Praxis sowie einem Entwicklungsschritt in Bezug auf die Datenkultur. Die Vorteile sind im Grossen und Ganzen bekannt. Eine genaue, zahlenunterlegte Bewertung für den Kanton ist eine kostspielige und aufwändige Angelegenheit. Es ist vor allem nachträglich möglich, die Entwicklung von Open Data auf ihre Wirkung hin zu beurteilen, auch wenn es schwierig bleibt, diese zu beziffern. Das wurde auch noch nie getan.

3. *Die Herausforderungen und Kosten in Verbindung mit der Umsetzung von Open Data analysieren, insbesondere im Hinblick auf den Datenschutz und die Gewährleistung der Vertraulichkeit von Informationen.*

Die wichtigsten Herausforderungen wurden bereits in der Antwort auf das Postulat von Grossrätin Gapany und Grossrat Marmier aufgelistet. Kurz gefasst gilt es, a) die Daten innerhalb der Verwaltung zu bestimmen und auszuwählen (vgl. Antwort auf Punkt 1), b) die formalen und gesetzlichen Grundlagen aufzustellen, c) die Daten zu veröffentlichen und d) die Verwendung der Daten zu unterstützen und zu fördern.

Der Erwerb einer cloudbasierten OGD-Plattform als SaaS (Software-as-a-Service) bei einem grossen Anbieter in diesem Bereich ist im Gange (Kosten von ca. 150 000 Franken für 4 Jahre von 2023 bis 2026, ohne die Plattform für Geoinformationen). Das StatA stellt derzeit 0,8 VZÄ für die Entwicklung von Open Data zur Verfügung und wird dabei von einem Projektleiter des ITA (0,6 VZÄ) unterstützt. Andere Kantone haben die Erfahrung gemacht, dass es vorteilhaft ist, ein OGD-Kompetenzzentrum zu schaffen. Für diese Tätigkeit sind mindestens 2 VZÄ erforderlich, um die Daten und die Prozesse zu verwalten, Ratschläge zu erteilen und die Datenqualität zu überwachen (beim Kanton Basel-Stadt arbeiten 4 Personen im Open-Data-Kompetenzzentrum),

⁸ [A new approach to measuring the impact of open data : Sunlight Foundation](https://sunlightfoundation.com/2015/05/05/a-new-approach-to-measuring-the-impact-of-open-data/) :

<https://sunlightfoundation.com/2015/05/05/a-new-approach-to-measuring-the-impact-of-open-data/>

⁹ [Open Government Data - OECD \(oecd.org\): https://www.oecd.org/fr/gov/gouvernement-numerique/open-government-data.htm](https://www.oecd.org/fr/gov/gouvernement-numerique/open-government-data.htm)

¹⁰ [Denmark's Open Address Data Set \(odimpact.org\): https://odimpact.org/case-denmarks-open-address-data-set.html](https://odimpact.org/case-denmarks-open-address-data-set.html)

wobei der Personalbedarf des ITA darin nicht eingeschlossen ist. Eine schrittweise Erhöhung der Ressourcen muss folglich bis 2025 geplant werden. Dies kann im Rahmen der Verbesserung des Datenmanagements innerhalb des Kantons Freiburg erfolgen.

Die Bereitstellung, Umwandlung und Aktualisierung der Daten sowie die Koordinierung zwischen den verschiedenen Akteuren wird in den betroffenen Fachstellen eine nicht unbedeutende Mehrarbeit verursachen. Der Personalbedarf für den Betrieb kann in Dienststellen, die wenig oder hoch standardisierte Daten zur Verfügung stellen, 0,1 VZÄ betragen, und auf der anderen Seite des Spektrums, besonders in Bereichen, in denen die Daten komplex und vielfältig sind, deutlich mehr VZÄ erfordern.

Der Staat wird seine Daten gestützt auf die geltenden Gesetzesgrundlagen auf Bundes- und Kantonsebene, insbesondere das Gesetz über den Datenschutz (DschG), das Bundesstatistikgesetz und die Verordnung über die Durchführung von statistischen Erhebungen des Bundes, veröffentlichen.

Der Grundsatz der offenen Daten nach dem Vorbild von Artikel 10 EMBAG könnte in die kantonale Gesetzgebung aufgenommen werden.

4. Konkrete Massnahmen vorschlagen, um Open Data im Kanton zu fördern, wobei die Resultate der Machbarkeitsstudie und die möglichen Vorteile berücksichtigt werden, dies in Ergänzung zu den Open-Government-Data-Initiativen.

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass ihm keine zentrale Rolle hinsichtlich der Förderung von Open Data bei den Unternehmen des Kantons zufällt. Doch die zunehmende Bereitstellung von offenen öffentlichen Daten könnte die Privatwirtschaft veranlassen, selbst Open Data zu entwickeln.

Die Roadmap des Staats sieht einen Proof of Concept (POC - Konzeptnachweis) vor, für den die ersten, vor allem statistischen Daten bis 2023 aufbereitet und veröffentlicht werden. Der POC wird es ermöglichen, erste Erfahrungen zu sammeln und den Dienststellen des Staats eine stimulierende Lösung anzubieten. Er wird es auch ermöglichen, genauer zu prüfen, welche Begleitdokumente benötigt werden (Offene-Daten-Politik, Weisungen zum OGD-Management, Richtlinien), und verschiedene Massnahmen zu treffen, um die verschiedenen Dienststellen zu ermuntern, sich auf die Veröffentlichung von offenen Daten vorzubereiten.

Verschiedene Kommunikationsstrategien werden gegenüber den Medien und den Ausbildungsstätten auf Tertiärstufe (Universitäten und Fachhochschulen) eingesetzt, um die Verwendung der Daten, aber auch die Entwicklung von Anwendungen zu fördern. Ist ein bestimmter Reifegrad erreicht, könnten weitere Massnahmen, wie etwa Hackathons¹¹, organisiert werden.

Die betroffenen Staatsstellen sind stark in die laufenden Arbeiten des Bundes oder der Kantone eingebunden.

¹¹ Ein Hackathon, ein Programmier-Marathon, ist eine Veranstaltung, an der freiwillige Entwicklergruppen während einer bestimmten Dauer an kollaborativen Softwareprojekten arbeiten. Dies ist ein kreativer Prozess mit breit gestreuten, vielfältigen Zielen, die oft auf innovative Informatiklösungen, die Verbesserung von bestehender Software oder die Ausarbeitung neuer Anwendungen im Bereich der digitalen Technologien ausgerichtet sind. Quelle: Hackathon — Wikipedia (wikipedia.org) <https://fr.wikipedia.org/wiki/Hackathon> (eigene Übersetzung)

5. *Dem Grossen Rat einen detaillierten Bericht mit Schlussfolgerungen und Empfehlungen gestützt auf diese Studie sowie einen Aktionsplan für die Umsetzung von Open Data in den Kernbereichen vorlegen.*

Aufgrund der aktuellen Prioritäten und der verfügbaren Ressourcen ist der Staatsrat der Ansicht, dass der Staat noch erhebliche Anstrengungen unternehmen muss, um die Verwaltung der Behördendaten zu stärken, bevor er eine Erweiterung des OGD-Umfangs in Betracht ziehen kann. Die Herausforderungen im Zusammenhang mit der Weiterentwicklung der Open-Data-Kultur, die Notwendigkeit, die Datenqualität zu verbessern, um ihre fachübergreifende Nutzung zu erleichtern, und die neuen Bedingungen hinsichtlich Informationssicherheit haben einen bedeutenden Einfluss auf alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der öffentlichen Körperschaften und die Behörden. Für viele bereits in Betrieb stehende Kompetenzzentren bedeutet dies, dass mehr Ressourcen für sie bereitgestellt werden müssen. Deshalb ist es angezeigt, besonnen und pragmatisch vorzugehen und sich auf die in Umsetzung befindlichen Prozesse zu konzentrieren. Der Staatsrat ist folglich der Meinung, dass der Staat nicht die nötigen Ressourcen hat, um sich zu mehr als zur Bereitstellung einer OGD-Plattform für die staatsexternen Akteure zu verpflichten.

Angesichts des Projektfortschritts ist ein derartiger Bericht nicht nötig und auch nicht angezeigt. Die Erstellung eines Berichts würde Ressourcen binden, die für die Umsetzung der Roadmap nicht mehr zur Verfügung stehen würden. Der Staatsrat bittet deshalb den Verfasser des Postulats, die in dieser Antwort enthaltenen Informationen zur Kenntnis zu nehmen, und empfiehlt dem Grossen Rat, das Postulat abzulehnen.



Message 2023-DAEC-38

6 juillet 2023

Décret relatif à l'augmentation de la participation financière de l'Etat de Fribourg au capital-actions de la société Transports publics fribourgeois Holding SA

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement d'un montant total de 60 millions de francs destiné à l'augmentation de la participation de l'Etat de Fribourg au capital-actions de la société Transports publics fribourgeois Holding SA (TPF Holding), principal acteur des transports publics dans le canton de Fribourg. Elle servira principalement à assurer l'assise financière propre de cette entreprise pour les développements qu'elle est amenée à apporter au cours des années à venir, notamment pour le financement de la décarbonation indispensable du matériel roulant et de l'aménagement de plateformes de mobilité multimodale de sa société fille Transports publics fribourgeois Trafic (TPF TRAFIC) SA. Cette augmentation bénéficiera ainsi à l'ensemble du canton grâce à l'aménagement d'infrastructures réparties dans les différentes régions. Elle s'inscrit dans la politique de mobilité globale et durable de l'Etat, qui a notamment pour objectifs de favoriser et d'encourager les transports publics, ainsi que dans sa politique climatique qui vise à supprimer les émissions de gaz à effet de serre.

Le présent message s'articule comme suit :

Table des matières

1	Contexte	3
1.1	Politique de mobilité durable du canton	3
1.1.1	Décarbonation du matériel roulant	3
1.1.2	Aménagement de plateformes de mobilité multimodale	4
1.2	But du projet de décret relatif à l'augmentation de la participation financière de l'Etat au capital-actions de TPF Holding	4
2	Situation et besoins financiers de TPF TRAFIC	5
2.1	Nature juridique et structure financière des TPF	5
2.2	Situation financière de TPF TRAFIC	5
2.3	Besoins financiers de TPF TRAFIC	6
3	Augmentation de la participation financière de l'Etat de Fribourg au capital-actions de TPF Holding	8
3.1	Objectifs de l'augmentation	8
3.2	Modalités de l'augmentation	8
3.3	Participation des autres actionnaires	9
3.4	Incidences financières	9

4	Referendum obligatoire	10
5	Conclusion	10

1 Contexte

1.1 Politique de mobilité durable du canton

L'Etat de Fribourg mène depuis plusieurs années une politique de mobilité durable permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le canton. Cette politique, inscrite dans le Programme gouvernemental de la législature 2022–2026 et dans la nouvelle loi sur la mobilité (LMob), vise la diminution du nombre important de kilomètres parcourus quotidiennement par les Fribourgeoises et les Fribourgeois¹ ainsi que le transfert modal des transports individuels motorisés vers les transports publics et la mobilité douce.

Pour y parvenir le Conseil d'Etat a adopté en octobre 2018 le nouveau Plan directeur cantonal qui vise entre autres la coordination de l'aménagement du territoire et de la mobilité. Cette coordination doit permettre de diminuer et d'optimiser les déplacements de la population pour le travail et les loisirs et de favoriser les déplacements à pied, à vélo et en transports publics.

Au niveau des transports publics, le Conseil d'Etat concrétise cette politique par :

- > La mise en place d'une offre de transports publics dense et de qualité, tant sur le rail que sur la route ;
- > La planification et l'aménagement de gares routières et de parcs-relais (plateformes de mobilité multimodale) à proximité immédiate des haltes ferroviaires du canton qui permettent aux automobilistes et aux cyclistes de parquer au plus près de leur domicile et de continuer leur trajet en train ou en bus.

De plus, l'offre en transports publics a été considérablement étoffée par les pouvoirs publics ces dernières années, ce afin d'accroître leur attractivité mais aussi de répondre à la forte augmentation démographique du canton de Fribourg et, par conséquent, à celle de la mobilité. Cela s'est traduit par :

- > La mise en place par étapes du RER Fribourg|Freiburg depuis décembre 2011
- > L'augmentation et l'optimisation par région de l'offre bus du transport régional de voyageurs (TRV)
- > L'augmentation et l'optimisation de l'offre du trafic local dans les agglomérations de Fribourg et de Bulle (Mobul)

Ainsi, entre 2012 et 2022, le nombre de kilomètres productifs des lignes du TRV commandées par l'Etat de Fribourg est passé de 14,71 millions à 20,91 millions, soit une augmentation d'un peu plus de 42 %. Durant la même période, le nombre de kilomètres productifs des lignes du trafic local (agglomérations de Fribourg et de Bulle) est passé de 3,17 millions à 4,57 millions, soit une augmentation d'un peu plus de 44 %.

Etant donné ce développement important de l'offre et la politique de mobilité durable voulue par l'Etat, les entreprises de transports planifient des investissements conséquents ces prochaines années. Ces investissements sont destinés entre autres à l'acquisition de matériel roulant décarboné mais aussi à l'aménagement de plateformes de mobilité multimodale, dans un contexte où un nombre croissant de personnes se déplace quotidiennement avec plusieurs moyens de transport différents et où la qualité des interfaces joue un rôle important dans les choix modaux.

1.1.1 Décarbonation du matériel roulant

La mobilité durable passe non seulement par le transfert modal vers les transports publics mais également par leur décarbonation grâce principalement au remplacement des véhicules de transports publics propulsés par des énergies fossiles par des bus utilisant une énergie non fossile (bus électriques dans un premier temps). Un tel renouvellement du parc de véhicules permet de réduire les émissions polluantes, notamment de dioxyde de carbone (CO₂), et de contribuer à atteindre l'objectif que le Conseil d'Etat s'est fixé consistant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 % d'ici à 2030 et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Cette décarbonation n'est par conséquent pas

¹ La distance journalière moyenne des personnes habitant le canton était en 2015 de 45,6 km contre 36,8 km en moyenne nationale (Microrocensement mobilité et transports 2015). Ce fort nombre de kilomètres s'explique notamment par une politique d'aménagement du territoire qui a conduit à une dissémination des zones d'habitation dans le canton, notamment dans des endroits éloignés des zones d'activités et peu desservis par les transports publics.

une option ou un choix mais une nécessité. Elle a cependant un coût, puisque les véhicules décarbonés et les installations de recharge nécessaires à leur alimentation et leur entretien sont actuellement plus onéreux. Ces acquisitions incombent aux entreprises de transport. Les investissements nécessaires sont reportés via les amortissements sur les indemnités d'exploitation de transports publics à la charge des collectivités publiques commanditaires de l'offre.

La suppression dès 2026 du remboursement de l'impôt sur les huiles minérales pour les bus diesel exploités par des entreprises de transport concessionnaires va induire une diminution de l'écart de coûts entre les véhicules roulant au diesel et ceux décarbonés. Cette suppression entrainera une augmentation des indemnités pour les transports publics² à charge des collectivités publiques. Elle renforce ainsi la nécessité de décarbonation du matériel roulant des transports publics.

1.1.2 Aménagement de plateformes de mobilité multimodale

L'augmentation de la cadence des bus dans le canton, la création de nouvelles lignes, la mise en circulation de bus plus grands, l'augmentation du nombre de voyageurs ainsi que celle du trafic en général créent des problèmes de congestion aux nœuds de correspondance des transports publics. Ces problèmes sont accentués par l'exiguïté et l'inadéquation de certaines interfaces destinées aux bus. Les TPF prévoient donc d'aménager ou réaménager plusieurs gares routières à proximité immédiate de gares ferroviaires, notamment à Avry, Bulle, Estavayer, Fribourg, Givisiez, Murten/Morat et Romont. Si certains projets sont en phase d'étude, d'autres n'ont pas encore débutés.

Ces aménagements permettront :

- > D'optimiser les temps de correspondances
- > De réduire le plus possible les désagréments liés au transbordement
- > D'améliorer le confort de l'accueil des utilisatrices et utilisateurs des transports publics
- > D'avoir une synergie de l'information et des services aux voyageurs

Le Conseil d'Etat a de son côté adopté le 18 décembre 2018 une « planification des installations de stationnement des voitures et des infrastructures vélos dans les gares du canton de Fribourg » (plan sectoriel des parcs-relais). Leur aménagement doit inciter les voyageurs à laisser leur voiture ou leur vélo à la gare ferroviaire et routière la plus proche de leur domicile et à continuer leur trajet en transports publics. Un rabattement vers la gare la plus proche permet de décharger les infrastructures routières, notamment dans les agglomérations. La mise en œuvre de ce plan sectoriel doit être encore discutée entre les différentes parties prenantes (Etat, communes et entreprises de transport) afin d'assurer le financement conformément à la LMob.

1.2 But du projet de décret relatif à l'augmentation de la participation financière de l'Etat au capital-actions de TPF Holding

La desserte en transports publics du canton de Fribourg est principalement assurée par les TPF, ce sur mandat des pouvoirs publics. Cette entreprise, plus précisément sa société fille TPF TRAFIC, exploite 99 des 129 lignes du TRV et du trafic local indemnisées par le canton et effectue 63 % des kilomètres productifs commandés par le canton de Fribourg³. Elle reçoit environ 68 % de l'ensemble des indemnités versées pour le TRV par l'Etat et les communes et l'entier des indemnités versées pour le trafic local.

Les TPF planifient des investissements importants dans les années à venir (voir point 2.3). Une partie de ces investissements est destinée à l'acquisition de bus électriques et à l'aménagement de gares routières ainsi que de parcs-relais. Le projet de décret soumis au Grand Conseil qui fait l'objet du présent message, a pour but de financer une partie de ces investissements, notamment l'acquisition de matériel roulant décarboné pour le trafic local et

² Projet du 16 septembre 2022 de révision de la loi sur le CO₂ pour la période postérieure à 2024. Ce projet comprend, outre la révision de la loi fédérale sur la réduction des émissions de CO₂ (loi sur le CO₂), une modification de la loi sur l'imposition des huiles minérales, de la loi relative à une redevance sur le trafic des poids lourds, de la loi sur l'énergie, de la loi fédérale sur l'aviation, de la loi sur la protection de l'environnement et de la loi fédérale sur le marché intérieur.

L'impact de cette suppression se monte à 2 141 225 francs (3 565 737 litres à 60.05 francs / 100 litres) à partir de 2026.

³ Les autres lignes sont exploitées par les CFF, CarPostal, les BLS, le MOB et la compagnie VMCV (Vevey–Montreux–Chillon–Villeneuve).

l'aménagement de plateformes de mobilité multimodale. Il s'inscrit pleinement dans la politique de mobilité durable du canton présentée dans ce premier chapitre.

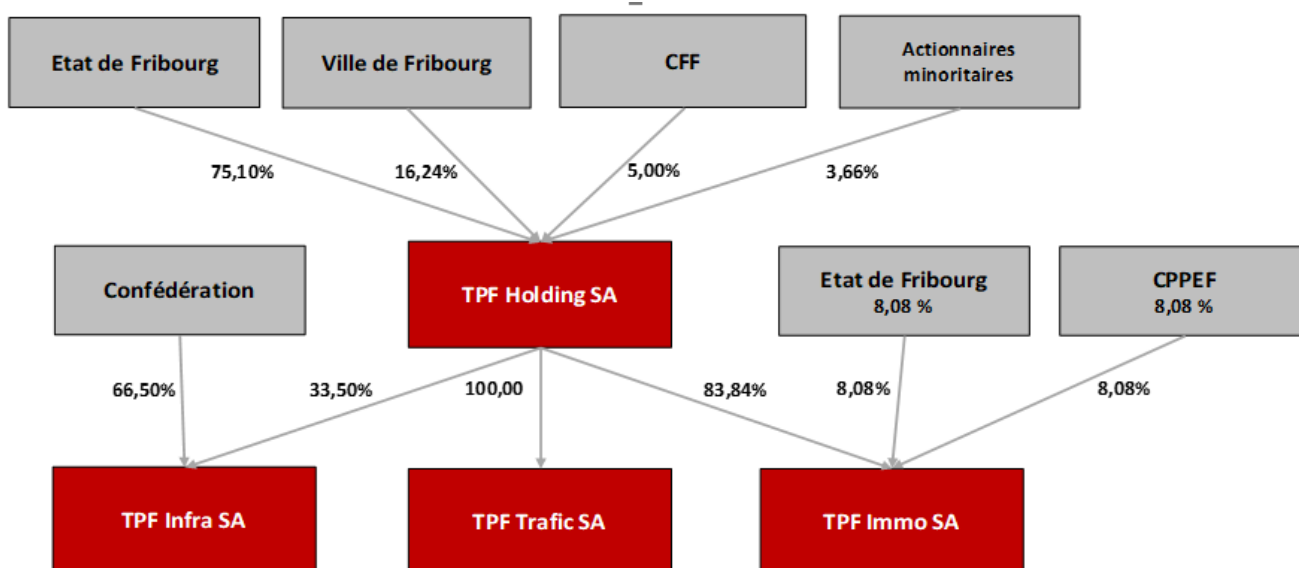
Le chapitre 2 de ce message présente la nature juridique et la structure des TPF ainsi que la situation économique de TPF TRAFIC. Le chapitre 3 est consacré aux objectifs de l'augmentation du capital-actions des TPF proposée par le Conseil d'Etat, aux modalités de cette augmentation et aux incidences financières du projet.

2 Situation et besoins financiers de TPF TRAFIC

2.1 Nature juridique et structure financière des TPF

Le groupe TPF, constitué en holding, est le principal acteur des transports publics dans le canton de Fribourg. La société mère, TPF Holding, chapeaute trois sociétés filles, dont les missions et le financement sont séparés : Transports publics fribourgeois Trafic (TPF TRAFIC) SA, Transports publics fribourgeois Infrastructure (TPF INFRA) SA et Transports publics fribourgeois Immobilier (TPF IMMO) SA. L'existence de ces quatre sociétés permet de renforcer la transparence sur les activités des différents secteurs et de répondre à des mécanismes de financement bien distincts tout en minimisant les risques.

Les actionnaires de TPF Holding sont l'Etat de Fribourg (75,1 %), la Ville de Fribourg (16,24 %) et les CFF (5 %) ; des communes et une trentaine d'acteurs privés détiennent les 3,66 % restant. Si la propriété de TPF INFRA est partagée entre TPF Holding (33,5 %) et la Confédération (66,5 %) et celle de TPF IMMO entre TPF Holding (83,84 %), l'Etat de Fribourg (8,08 %) et la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat CPPEF (8,08 %), TPF Holding détient à 100 % TPF TRAFIC.



L'apport financier de l'Etat, objet du présent message, financera des investissements de TPF TRAFIC. Le point suivant se focalise donc uniquement sur cette société fille.

2.2 Situation financière de TPF TRAFIC

TPF TRAFIC est chargé de fournir les prestations de mobilité (par exemple transport scolaire, remplacement de trains, offre de loisirs, etc.) et de l'exploitation de l'offre des transports publics commandée par les pouvoirs publics. Elle s'occupe du matériel roulant, de son entretien et de son renouvellement ainsi que des infrastructures (dépôts et garages, gares routières, parcs relais, etc.) nécessaires à cette exploitation. TPF TRAFIC joue par conséquent un rôle

primordial pour l'atteinte des objectifs du canton de report modal vers les transports publics et de décarbonation du matériel roulant.

Les comptes 2022 de TPF TRAFIC indiquent :

- > Des dettes à court terme de 84,289 millions de francs (85,918 en 2021)
- > Des dettes à long terme de 329,282 millions de francs (267,302 en 2021)
- > Des fonds propres de 85,855 millions de francs (78,644 en 2021)
- > Un bénéfice net de 7,212 millions de francs (perte nette de 7,772 en 2021)

Les résultats de 2021 traduisent encore l'impact de la crise de la COVID-19 et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la fréquentation des transports publics et donc sur les recettes de ce secteur ; les résultats 2022 contiennent deux produits extraordinaires (couverture Covid déficit 2021 et remboursement d'une assurance pour le cas hydrocarbure) pour un montant total de 5,4 millions de francs qui expliquent le bénéfice. En 2022 la proportion de fonds propres au bilan se montait à de 17,2 % et le ratio dettes/fonds propres s'élevait quant à lui à 2,72.

Les dettes à long terme ont augmenté fortement entre 2021 et 2022 en raison d'un financement par prêts bancaires cautionnés par la Confédération contractés pour l'acquisition de 14 rames Domino aux CFF à la suite de la reprise de l'exploitation de la ligne ferroviaire S40 Fribourg/Freiburg – Romont, pour un montant de 30,3 millions de francs.

Pour rappel, le principe de base du financement des prestations de transports publics fournies par TPF TRAFIC est le suivant : sur la base de ses comptes planifiés, TPF TRAFIC établit une offre pour les prestations demandées par les commanditaires de l'offre des transports publics (l'Etat et les communes concernées pour le trafic local ; la Confédération, les cantons et les communes pour le TRV). Cette offre, une fois validée, détermine l'indemnité à verser par les commanditaires. La différence entre cette offre et les coûts réels est comptabilisée sur des comptes de réserves.

2.3 Besoins financiers de TPF TRAFIC

Pour répondre à l'augmentation conséquente de l'offre des transports publics, qui découle tant de la démographie du canton que de la volonté de l'Etat, et aux objectifs cantonaux de mobilité durable et de neutralité carbone, TPF TRAFIC doit non seulement assurer le renouvellement de ses infrastructures, mais aussi les adapter, réaliser de nouveaux aménagements, renouveler son matériel roulant, le décarboner et acquérir de nouveaux véhicules. Ces besoins, répertoriés dans le tableau ci-dessous, nécessitent des investissements entre 2023 et 2030 estimés par TPF TRAFIC à 584,9 millions de francs dont près de 210 millions pour l'acquisition et l'entretien de trains. Ces investissements, qui concernent toutes les régions du canton de Fribourg, nécessitent des fonds propres plus importants que ceux dont dispose actuellement cette entreprise de transport. Une liste des investissements intentionnels selon la situation actuelle se trouve ci-dessous. Il est possible que les objets qui y figurent, de même que leurs montants, évoluent en fonction des différents besoins dans les années à venir.

Investissements 2023–2030 en millions de francs

Trafic régional – Trains		209,8
<i>dont acquisition de 18 rames (dont 17 en remplacement d'anciennes rames)⁴</i>	161,3	
<i>dont révisions</i>	47,2	
Trafic régional – Bus		144,2
<i>dont infrastructure de recharge électrique</i>	84,3	
<i>dont acquisition de 55 bus électriques</i>	49,7	

⁴ Remplacement des 14 rames dominos achetées d'occasion aux CFF lors de la reprise de l'exploitation de la ligne S40 par TPF, remplacement de 3 rames Abe 100 et acquisition d'une rame Abe 100 supplémentaire pour assurer une cadence 30 minutes sur l'entier de la ligne ferroviaire Palézieux–Bulle–Montbovon.

Investissements 2023–2030 en millions de francs

Décarbonation transport urbain		112,6
<i>dont acquisition de 49 bus électriques</i>	49,8	
<i>dont acquisition de 26 Trolleybus à batterie</i>	36,2	
<i>dont infrastructure de recharge électrique</i>	22,6	
Garages (bus)		31,4
<i>dont garage de Châtel-Saint-Denis</i>	24,4	
<i>dont garage de Bulle</i>	7,0	
Rénovation atelier ferroviaire Bulle et adaptations centre de maintenance Givisiez		26,4
Plateformes multimodales (gares routières et parc-relais)		19,4
Informatique		15,6
Bus scolaires		7,1
Bus à hydrogène et station		5,4
Points de vente et appareils de distribution		5,3
Véhicules de services		3,1
Maintenance trains et bus		2,5
Bâtiments, sécurité et divers		2,1
Total		584,9

Jusqu'à présent, les investissements de TPF TRAFIC ont ainsi été financés soit par ses fonds propres (fonds d'amortissement) soit par des emprunts bancaires qui pouvaient bénéficier pour le TRV d'une garantie fédérale. En effet, si les investissements sont reconnus par la Confédération comme faisant partie du TRV qu'elle indemnise avec les cantons, TPF TRAFIC peut demander un cautionnement fédéral⁵ et ainsi bénéficier de conditions d'intérêts généralement plus favorables auprès des bailleurs de fonds. En revanche, les investissements destinés au trafic local et aux plateformes de mobilité multimodales ne peuvent pas être cautionnés par la Confédération ; en cas de prêts bancaires, les conditions sont donc moins favorables. Les charges d'intérêt induites par de tels investissements sont à la charge des collectivités publiques commanditaires de l'offre.

Au vu de l'ambitieux programme d'investissements de TPF TRAFIC, il est important de renforcer l'assise financière des TPF et de contenir la croissance de son endettement tout en s'assurant du caractère supportable des charges d'intérêt induites.

A noter que certains investissements des TPF sont susceptibles de bénéficier d'aides financières fédérales, par exemple via le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA)⁶, ou cantonales en vertu de la loi sur la mobilité (LMob)⁷. Le projet de révision de la loi sur le CO₂ pour la période postérieure à 2024, transmis par le Conseil fédéral le 16 septembre 2022 au Parlement fédéral, prévoit également des aides pour encourager le passage des bus du TRV et du trafic local à une motorisation électrique. A ce stade, le plan de financement des investissements décrit au point 2.3 ne tient pas compte de ces éventuelles aides financières. Ces aides, notamment celles permettant la

⁵ Cette garantie fédérale peut être demandée en vertu de l'ordonnance fédérale sur l'indemnisation du trafic régional (OITRV), articles 34 et suivants. En 2022, sur un total de 224,85 millions de francs de dettes bancaires des TPF, 159,76 millions étaient cautionnés par la Confédération (soit 71 %) et 65,09 millions ne l'étaient pas (29 %).

⁶ A noter que dans le cadre des plans d'agglomération de 4^e génération, des subventions fédérales sont prévues pour un montant maximal estimé à 14,6 millions de francs (Agglomération de Fribourg et Mobul).

⁷ L'article 188 LMob (6.5 Aide à l'exploitation) prévoit des aides financières pour « promouvoir et développer des solutions innovantes, des contributions financières aux entreprises de transport en faveur des investissements tels que »: l'acquisition de véhicules, la mise en œuvre de mesures de protection de l'environnement, l'adoption d'un autre mode de transport plus économe en ressources, etc.

décarbonation du matériel roulant, bénéficieront aux commanditaires par une réduction des coûts imputables aux investissements prévus.

3 Augmentation de la participation financière de l'Etat de Fribourg au capital-actions de TPF Holding

Le Conseil d'Etat, conscient du besoin de renouveler et de développer les infrastructures et le matériel roulant de transports publics des TPF mais aussi d'assurer la santé financière de cette entreprise de transports publics, propose donc de lui mettre à disposition des moyens financiers additionnels. Cet apport limitera la croissance de son endettement tout en contribuant à atteindre les objectifs que le canton s'est fixé en matière de mobilité durable et de climat. Un tel apport financier de l'Etat permettra également, en évitant les charges d'intérêt induites par des emprunts bancaires, de contenir l'augmentation prévisible des indemnités versées par les commanditaires liées aux importants investissements planifiés par TPF TRAFIC. Le renforcement de la capacité financière de cette société fille favorisera, grâce à une situation financière saine, l'obtention de prêts bancaires à des conditions favorables pour le reste de ses investissements.

3.1 Objectifs de l'augmentation

Concrètement, le Conseil d'Etat propose un apport financier aux TPF de 60 millions de francs sous la forme d'une augmentation du capital-actions de TPF Holding. Ce montant représente environ la moitié des investissements nécessaires (estimés à 122,8 millions de francs) pour la première phase de décarbonation des transports publics, les plateformes de mobilité multimodale et le projet pilote de bus à hydrogène⁸, respectivement un peu plus de 10 % de l'ensemble des investissements prévus par les TPF d'ici à 2030. Une telle augmentation permet en matière de mobilité durable :

- > de favoriser la réalisation du programme d'investissements envisagé par les TPF en faveur des transports publics dans le canton,
- > d'accélérer la décarbonation du matériel roulant conformément aux objectifs de neutralité carbone de la Confédération et du canton,
- > d'aménager des plateformes de mobilité multimodale attractives et permettant des transbordements entre les différents mode de transports rapides et simples. tout en tenant compte de la nécessité d'un accord de financement entre les parties prenantes (Canton, Communes et entreprise de transport).

Elle aura également comme conséquence :

- > de conserver une assise financière forte des TPF et de contenir la progression de leur endettement,
- > de permettre l'obtention par les TPF du financement tiers nécessaire, et ceci à de meilleures conditions grâce à une situation financière solide,
- > de contenir l'augmentation attendue des indemnités versées par les pouvoirs publics pour les prestations de transports publics, grâce à une réduction des charges d'intérêt induites (voir point 3.4).

3.2 Modalités de l'augmentation

Le montant destiné à l'augmentation de la participation de l'Etat au capital-actions de TPF Holding⁹ sera transféré de TPF Holding à TPF TRAFIC qui appartient à 100 % à TPF Holding. Il contribuera à financer les investissements de TPF TRAFIC, principalement des acquisitions de matériel roulant décarboné et des aménagements d'infrastructures

⁸ Après déduction des indemnités estimées à 14,6 millions de francs versées par le FORTA.

⁹ L'apport de 60 millions de francs de l'Etat consistera en une augmentation du capital-actions de l'Etat dans TPF Holding et en un agio qui correspond aux apports excédant la valeur nominale des actions émises.

nécessaires à l'exploitation des transports publics. Une attention particulière sera apportée par le Conseil d'Etat et les TPF à une répartition des investissements financés par cet apport de l'Etat sur l'ensemble du canton.

3.3 Participation des autres actionnaires

L'Assemblée générale de TPF Holding devra décider de cette augmentation du capital-actions qui fera l'objet d'un acte notarié. Cette augmentation aura un impact sur la valeur du capital-actions des autres actionnaires de TPF Holding s'ils n'y participent pas : la Ville de Fribourg, les CFF ainsi que d'autres actionnaires minoritaires (voir point 2.1). Le Conseil d'administration de TPF Holding mène des discussions avec ces actionnaires conformément aux dispositions légales. La Ville de Fribourg et les CFF ont ainsi été approchées afin de leur proposer d'augmenter également leur participation au capital-actions pour qu'ils gardent leur pourcentage et ne subissent pas un effet de dilution. Une ouverture à la discussion a été manifestée sous réserve de l'engagement de l'Etat.

Toutefois l'augmentation de la participation de l'Etat au capital-actions de TPF Holding n'est pas conditionnée à l'effort proposé aux autres actionnaires.

Il est à relever que les TPF n'ont pas identifié à ce jour d'autres besoins en recapitalisation ou en aides financières des sociétés du groupe, notamment de TPF IMMO. Néanmoins, ils ne peuvent pas l'exclure pour le futur.

3.4 Incidences financières

Il convient de distinguer les incidences financières pour l'Etat en tant qu'actionnaire des TPF de celles en tant que commanditaire.

S'agissant des incidences **en tant qu'actionnaire**, l'apport financier de l'Etat en faveur des TPF afin de renforcer les fonds propres de ces derniers aura un effet financier direct à travers le décaissement à venir.

Le coût direct peut se mesurer à la lumière des possibilités de placements actuels pour l'Etat. Un rendement sûr à court-moyen terme représente actuellement environ 1,5 à 2 % ; ce qui induit de l'opération proposée un manque à gagner de l'ordre de 1 millions de francs par an. Comme TPF ne distribue pas de dividende, ce manque à gagner n'est pas compensé.

En tant que commanditaire, l'apport proposé par le présent décret aura les incidences suivantes : les investissements que l'apport de l'Etat permettront de financer sont des investissements ne pouvant pas bénéficier du cautionnement de la Confédération en cas d'emprunt. Grâce à une limitation des charges d'intérêts induites par des prêts bancaires, l'apport de l'Etat permettra donc de réduire les montants des indemnités versées aux TPF par les commanditaires de l'offre des transports publics : l'Etat et les communes concernées pour le trafic local, la Confédération, l'Etat et les communes et, pour une faible part, les cantons voisins pour le TRV. Cette réduction peut être estimée, si l'on considère un taux d'intérêt sur les crédits bancaires à 3 %, à une économie de 1,8 millions de francs par année¹⁰. L'apport probable des autres actionnaires à raison de 25 % devrait permettre d'élever cette économie à 2,4 millions de francs par an.

A noter qu'une hausse des indemnités payées par les commanditaires est attendue pour les années à venir. En particulier, les investissements qui seront réalisés (y compris grâce à l'apport de l'Etat), seront répercutés sur les coûts imputables aux prestations indemnisés et donc financés par les commanditaires, dont l'Etat. Cette hausse n'est toutefois pas imputable à l'apport proposé par le présent décret, et devrait survenir avec ou sans celui-ci.

Les modalités liées à l'augmentation de la part de l'Etat au capital-actions seront fixées par le Conseil d'Etat. Le plan financier de législature adopté par le Conseil d'Etat à fin 2022 prévoit un versement en trois tranches, à savoir 20 millions de francs par année entre 2024 et 2026. La planification de cette sortie de fonds permet d'une part de procéder à des apports financiers en phase avec les besoins liés aux déploiement progressif des investissements à réaliser, et ménager d'autre part la liquidité de l'Etat et des autres actionnaires concernés.

¹⁰ 3 % de 60 millions de francs: 1,8 millions de francs. Le taux de 3 % est le taux actuel moyen, mais il est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, faisant varier proportionnellement l'effet de la recapitalisation.

4 Referendum obligatoire

Le décret proposé n'a pas d'incidence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est conforme à la Constitution cantonale et au droit fédéral. Il ne pose pas de problèmes en matière d'eurocompatibilité.

Compte tenu du montant en jeu, plus élevé que $\frac{1}{8}$ % du total des dépenses de l'Etat (5 931 977 francs), le présent décret doit être adopté à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil¹¹. Compte tenu du montant de la dépense, plus élevée que 1 % du total des dépenses de l'Etat (47 455 818 francs), le présent décret est soumis au referendum financier obligatoire¹².

5 Conclusion

L'offre commandée aux TPF par les pouvoirs publics s'est considérablement étoffée ces dernières années (augmentation des cadences, prolongement de certaines lignes, nouvelles lignes), ce en corrélation avec l'accroissement démographique et économique du canton, de son centre cantonal, de l'agglomération bulloise et des autres centres régionaux, mais aussi en raison de la volonté du canton de favoriser le report modal vers les transports publics par une desserte dense et de qualité. Cette augmentation et cette politique de mobilité durable nécessitent l'aménagement ou le réaménagement de certaines infrastructures, notamment de gares routières et de parcs-relais, et l'acquisition de matériel roulant décarboné. De tels aménagements et acquisitions sont du ressort des entreprises de transports publics actives sur le territoire cantonal, c'est-à-dire principalement des TPF. Devant l'ampleur des investissements prévus ces prochaines années par cette entreprise, un soutien de l'Etat est judicieux.

Une contribution financière de l'Etat s'inscrit dans le Programme gouvernemental et du plan financier 2022–2026 du Conseil d'Etat et est conforme à la loi cantonale sur la mobilité (LMob) qui prévoit la mise en œuvre d'une politique de mobilité durable sur les plans environnemental, économique et social, grâce notamment à l'augmentation de l'offre des transports publics et à la création et l'amélioration de plateformes de mobilité multimodale dans toutes les régions du canton. Elle contribue également à atteindre les objectifs du Plan Climat de réduction des émissions de gaz à effet de serre du canton en favorisant le report modal et en participant au remplacement des bus diesel, dans un premier temps dans les agglomérations de Fribourg et de Bulle, par des bus utilisant une énergie non fossile, accélérant ainsi la décarbonisation du matériel roulant des TPF.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance des investissements prévus tant en termes de volume financier qu'en termes de développement de transports publics plus performants et moins polluants, ce financement permettra de consolider l'assise financière des TPF et de contenir la croissance de l'endettement. Il permettra la constitution de fonds propres pour le renouvellement des infrastructures et des véhicules.

Pour le canton, la bonne santé financière des TPF, l'un des 4 piliers de l'économie fribourgeoise, est capitale. En effet sa politique en matière de transports publics est mise en place et fournie principalement par cette entreprise.

L'existence d'une entreprise de transports publics fribourgeoise est primordiale et le fait que l'Etat en soit le principal actionnaire facilite grandement la mise en œuvre d'une politique de mobilité durable grâce à une proximité et un partage des objectifs.

Pour toutes ces raisons, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'accepter le présent décret qui permet l'ouverture d'un crédit d'engagement d'un montant de 60 millions de francs afin d'augmenter le capital-actions de l'Etat dans TPF Holding et de renforcer la capacité financière de cette entreprise de transport.

¹¹ Article 141 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil.

¹² Ordonnance précisant certains montants liés aux derniers comptes de l'Etat du 6 juin 2023.

Décret relatif à l'augmentation de la participation financière de l'Etat de Fribourg au capital-actions de la société Transports publics fribourgeois Holding SA

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi sur les finances de l'Etat du 25 novembre 1994 (LFE);

Vu le message 2023-DAEC-38 du Conseil d'Etat du 6 juillet 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ L'augmentation de 60'000'000 de francs de la participation de l'Etat de Fribourg au capital-actions de la société Transports publics fribourgeois Holding SA est approuvée.

² Le Conseil d'Etat fixe les modalités liées à l'augmentation.

Art. 2

¹ Un crédit d'engagement de 60'000'000 de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances.

Art. 3

¹ Les crédits nécessaires seront portés au budget de l'Etat, sous le centre de charges 3775/5540.000 «Achats de titres».

² L'augmentation de la participation sera inscrite au bilan de l'Etat et amortie selon les dispositions de la loi sur les finances de l'Etat

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier obligatoire.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.



Botschaft 2023-DAEC-38

6. Juli 2023

Dekretsentwurf über die Erhöhung der Beteiligung des Staats Freiburg am Aktienkapital der Gesellschaft Freiburgische Verkehrsbetriebe Holding AG

Wir unterbreiten Ihnen beiliegend den Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von insgesamt 60 Millionen Franken für die Erhöhung der Beteiligung des Staats Freiburg am Aktienkapital der Gesellschaft Freiburgische Verkehrsbetriebe Holding AG (TPF Holding), der Hauptakteurin im Freiburger öffentlichen Verkehr. Die Erhöhung wird hauptsächlich dazu dienen, gemeinsam mit den anderen Hauptaktionären die finanzielle Basis für die Entwicklungen zu sichern, die das Unternehmen in den kommenden Jahren vorantreiben müssen; darunter fällt insbesondere die Finanzierung der unumgänglichen Dekarbonisierung des Rollmaterials und der Einrichtung multimodaler Mobilitätsplattformen durch seine Tochtergesellschaft Freiburgische Verkehrsbetriebe (TPF TRAFIC) AG. Diese Erhöhung wird dem gesamten Kanton zugutekommen, weil die Infrastruktur in den verschiedenen Regionen ausgebaut wird. Sie ist Teil der umfassenden und nachhaltigen Mobilitätspolitik des Staats, die unter anderem die Förderung und Unterstützung des öffentlichen Verkehrs zum Ziel hat, sowie seiner Klimapolitik, die auf die Beseitigung von Treibhausgasemissionen abzielt.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

Inhaltsverzeichnis

1	Hintergrund	3
1.1	Nachhaltige Mobilitätspolitik des Kantons	3
1.1.1	Dekarbonisierung des Rollmaterials	3
1.1.2	Einrichtung multimodaler Mobilitätsplattformen	4
1.2	Zweck des Dekretsentwurfs über die Erhöhung der Beteiligung des Staats Freiburg am Aktienkapital der TPF Holding	4
2	Situation und Finanzbedarf von TPF TRAFIC	5
2.1	Rechtsnatur und finanzielle Struktur der TPF	5
2.2	Finanzielle Situation von TPF TRAFIC	5
2.3	Finanzbedarf von TPF TRAFIC	6
3	Erhöhung der Beteiligung des Staats Freiburg am Aktienkapital der TPF Holding	8
3.1	Ziele der Erhöhung	8
3.2	Modalitäten der Erhöhung	8
3.3	Beteiligung der anderen Aktionäre	9
3.4	Finanzielle Auswirkungen	9

4	Obligatorisches Referendum	10
5	Schlussfolgerung	10

1 Hintergrund

1.1 Nachhaltige Mobilitätspolitik des Kantons

Der Staat Freiburg verfolgt seit mehreren Jahren eine Mobilitätspolitik, die es ermöglicht, die Treibhausgasemissionen im Kanton zu reduzieren. Diese Politik, die im Regierungsprogramm für die Legislaturperiode 2022–2026 und im neuen kantonalen Mobilitätsgesetz (MobG) verankert ist, zielt darauf ab, die im nationalen Vergleich überdurchschnittliche Tagesdistanz im Kanton Freiburg¹ zu verringern und den Anteil des öffentlichen Verkehrs sowie der sanften Mobilität zulasten des motorisierten Individualverkehrs zu erhöhen.

Um dies zu erreichen, hat der Staatsrat im Oktober 2018 den neuen kantonalen Richtplan angenommen, der unter anderem die Koordination von Raumplanung und Mobilität zum Ziel hat. Durch diese Koordination soll der Arbeits- und Freizeitverkehr der Bevölkerung verringert und optimiert werden und der Verkehr zu Fuss, mit dem Velo und mit öffentlichen Verkehrsmitteln gefördert werden.

Zur Förderung des öffentlichen Verkehrs trifft der Staatsrat namentlich folgende Massnahmen:

- > die Schaffung eines dichten und qualitativ hochwertigen öffentlichen Verkehrsangebots;
- > die Planung und Einrichtung von Bushöfen und Park-and-Ride-Anlagen (multimodale Mobilitätsplattformen) in unmittelbarer Nähe der Bahnhöfe des Kantons, damit Pendlerinnen und Pendler möglichst nahe am Wohnort ihr Auto oder Velo abstellen können, um ihre Reise mit dem Zug oder Bus fortzusetzen.

Des Weiteren wurde das öffentliche Verkehrsangebot in den letzten Jahren von der öffentlichen Hand erheblich ausgebaut und optimiert, um seine Attraktivität zu steigern, aber auch um dem starken Bevölkerungswachstum im Kanton Freiburg und dem damit verbundenen Anstieg der Mobilität gerecht zu werden. Konkret heisst das:

- > etappenweiser Ausbau der RER Fribourg | Freiburg seit Dezember 2011;
- > Ausbau und Optimierung nach Region des Busangebots im Regionalen Personenverkehr (RPV);
- > Ausbau und Optimierung des Ortsverkehrsangebots in den Agglomerationen Freiburg und Bulle (Mobul).

Die produktiven Kilometer, die im Kanton Freiburg mit den Bahnen und Bussen des RPV zurückgelegt wurden, stiegen so zwischen 2012 und 2022 um etwas mehr als 42 %, von 14,71 auf 20,91 Millionen Kilometer. Im selben Zeitraum stiegen die produktiven Kilometer, die im Kanton Freiburg mit den Bahnen und Bussen des Ortsverkehrs (Agglomerationen Freiburg und Bulle) zurückgelegt wurden, um etwas mehr als 44 %, von 3,17 auf 4,57 Millionen Kilometer.

Als Folge dieses bedeutenden Ausbaus des Angebots und der vom Staat angestrebten Politik der nachhaltigen Mobilität planen die Transportunternehmen in den nächsten Jahren erhebliche Investitionen – unter anderem, um kohlenstoffreies Rollmaterial anzuschaffen und um multimodale Mobilitätsplattformen einzurichten in einem Kontext, in dem eine wachsende Zahl von Menschen täglich mit mehreren verschiedenen Verkehrsmitteln unterwegs ist und die Qualität der Schnittstellen eine wichtige Rolle bei der Wahl des Verkehrsträgers spielt.

1.1.1 Dekarbonisierung des Rollmaterials

Nachhaltige Mobilität erfordert nicht nur die Verlagerung des Verkehrs auf öffentliche Verkehrsmittel, sondern auch deren Dekarbonisierung, hauptsächlich durch den Ersatz von fossil betriebenen Fahrzeugen durch Busse, die mit nicht-fossiler Energie betrieben werden (in einer ersten Phase Elektrobusse). Eine solche Erneuerung des Fuhrparks verringert den Schadstoffausstoss, insbesondere den Ausstoss von Kohlendioxid (CO₂), und trägt dazu bei, das Ziel zu erreichen, das sich der Staatsrat gesetzt hat und darin besteht, die Treibhausgasemissionen bis 2030 zu halbieren und bis 2050 Netto-Null-Emissionen zu erreichen. Diese Dekarbonisierung ist mit anderen Worten keine Option oder

¹ Während die Freiburger Bevölkerung im Jahr 2015 durchschnittlich 45,6 km pro Tag zurücklegte, waren es 36,8 km im nationalen Durchschnitt (Quelle: Mikrozensus Mobilität und Verkehr 2015). Diese hohe Kilometerzahl lässt sich vor allem durch eine Raumplanungspolitik erklären, die zu einer Streuung der Wohngebiete im Kanton geführt hat, insbesondere an Orten, die weit entfernt von den Arbeitszonen liegen und kaum durch öffentliche Verkehrsmittel erschlossen sind.

Wahl, sondern eine Notwendigkeit. Sie ist jedoch mit Kosten verbunden, da fossilfreie Fahrzeuge und die für das Laden und die Wartung erforderlichen Einrichtungen im Moment noch teurer sind. Diese Anschaffungen obliegen den Transportunternehmen. Die Investitionen werden über die Abschreibungen auf die von den öffentlichen Bestellern zu zahlenden Abgeltungen für den Betrieb des öffentlichen Verkehrs übertragen.

Die Abschaffung ab 2026 der Mineralölsteuerrückerstattung für Dieselbusse, die von konzessionierten Transportunternehmen betrieben werden, wird zudem dazu führen, dass sich der Kostenunterschied zwischen den dieselbetriebenen und den fossilfreien Fahrzeugen verringern wird. Sie wird des Weiteren zu höheren Abgeltungen für den öffentlichen Verkehr zulasten der öffentlichen Hand führen.² Damit verstärkt sie die Notwendigkeit der Dekarbonisierung des Rollmaterials im öffentlichen Verkehr.

1.1.2 Einrichtung multimodaler Mobilitätsplattformen

Die Verdichtung des Bustaktes im Kanton, die Einrichtung neuer Linien, der Einsatz grösserer Busse, die Zunahme der Passagierzahlen sowie der Anstieg des Verkehrsaufkommens führen zu Kapazitätsengpässen an den Umsteigeknoten. Diese Probleme werden durch die Enge und Unangemessenheit einiger für Busse vorgesehener Mobilitätsschnittstellen noch verschärft. Die TPF planen daher, mehrere Bushöfe in unmittelbarer Nähe von Bahnhöfen einzurichten oder umzugestalten, insbesondere in Avry, Bulle, Estavayer, Freiburg, Givisiez, Murten und Romont. Während sich einige Projekte in der Studienphase befinden, haben andere noch nicht begonnen.

Damit soll Folgendes erreicht werden:

- > die Umsteigezeiten optimieren;
- > die Unannehmlichkeiten des Umsteigens auf ein Minimum reduzieren;
- > den Komfort für die Nutzerinnen und Nutzer öffentlicher Verkehrsmittel verbessern;
- > Synergien bei der Information und den Dienstleistungen für die Passagiere schaffen.

Der Staatsrat hat am 18. Dezember 2018 seinerseits mit dem Sachplan Anlagen der kombinierten Mobilität eine Planung der Parkieranlagen für Autos und Velos bei Freiburger Bahnhöfen verabschiedet. Diese Anlagen sollen die Reisenden dazu bewegen, ihr Auto oder Velo am ihrem Wohnort nächstgelegenen Bahn- oder Bushof abzustellen und ihre Reise mit öffentlichen Verkehrsmitteln fortzusetzen; denn das Umsteigen beim nächstgelegenen Bahnhof entlastet die Strasseninfrastruktur, insbesondere in den Agglomerationen. Die Umsetzung dieses Sachplans muss noch zwischen den betroffenen Akteuren (Staat, Gemeinden und Transportunternehmen) diskutiert werden, um die Finanzierung nach MobG sicherzustellen.

1.2 Zweck des Dekretsentwurfs über die Erhöhung der Beteiligung des Staats Freiburg am Aktienkapital der TPF Holding

Die Erschliessung des Kantons Freiburg mit öffentlichen Verkehrsmitteln wird hauptsächlich von den TPF im Auftrag der öffentlichen Hand gewährleistet. Dieses Unternehmen, genauer gesagt seine Tochtergesellschaft TPF TRAFIC, betreibt 99 der 129 vom Kanton abgegoltenen Linien des RPV und des Ortsverkehrs und fährt 63 % der vom Kanton Freiburg bestellten produktiven Kilometer.³ Sie erhält etwa 68 % aller Abgeltungen, die der Staat und die Gemeinden für den RPV zahlen, und 100 % der Abgeltungen für den Ortsverkehr.

Die TPF planen in den kommenden Jahren bedeutende Investitionen (siehe Punkt 2.3). Ein Teil dieser Investitionen ist für die Anschaffung von Elektrobussen sowie die Einrichtung von Bushöfen und Park-and-Ride-Anlagen vorgesehen. Der dem Grossen Rat vorgelegte Dekretsentwurf, der Gegenstand dieser Botschaft ist, soll einen Teil dieser Investitionen finanzieren, insbesondere die Anschaffung von kohlenstofffreiem Rollmaterial für den Ortsverkehr und die Einrichtung von multimodalen Mobilitätsplattformen. Er steht voll und ganz im Einklang mit der im ersten Kapitel dargelegten kantonalen Politik der nachhaltigen Mobilität.

² Entwurf vom 16. September 2022 zur Revision des CO₂-Gesetzes für die Zeit nach 2024. Die Vorlage umfasst neben der Revision des Bundesgesetzes über die Reduktion der CO₂-Emissionen (CO₂-Gesetz) auch eine Änderung des Mineralölsteuer-, des Schwerverkehrsabgabe-, des Energie-, des Luftfahrt-, des Umweltschutz- und des Binnenmarktgesetzes. Die Auswirkungen belaufen sich ab 2026 auf 2 141 225 Franken (3 565 737 Liter zu 60.05 Franken je 100 Liter).

³ Die anderen Linien werden von den SBB, PostAuto, der BLS, der MOB und der VMCV (Vevey–Montreux–Chillon–Villeneuve) betrieben.

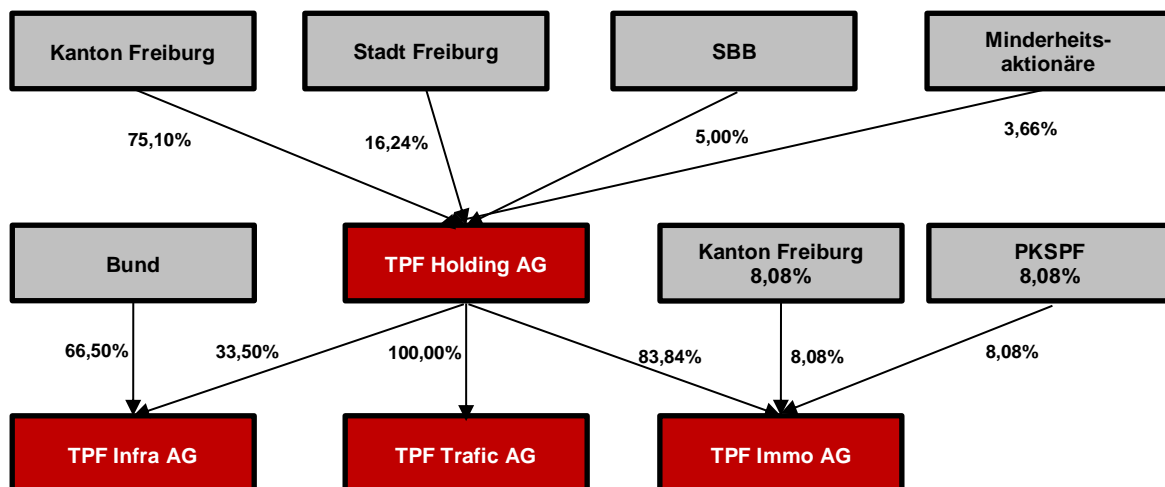
In Kapitel 2 der Botschaft werden die Rechtsnatur und die Struktur der TPF sowie die wirtschaftliche Situation von TPF TRAFIC behandelt. Kapitel 3 widmet sich den Zielen der vom Staatsrat vorgeschlagenen Erhöhung des Aktienkapitals der TPF, den Modalitäten dieser Erhöhung und den finanziellen Auswirkungen des Entwurfs.

2 Situation und Finanzbedarf von TPF TRAFIC

2.1 Rechtsnatur und finanzielle Struktur der TPF

Die als Holdinggesellschaft gegründete TPF-Gruppe ist der wichtigste Akteur im öffentlichen Verkehr im Kanton Freiburg. Die Muttergesellschaft, TPF Holding, ist das Dach von drei Tochtergesellschaften mit getrennten Aufgaben und Finanzierungen: Freiburgische Verkehrsbetriebe (TPF TRAFIC) AG, Freiburgische Verkehrsbetriebe Infrastruktur (TPF INFRA) AG und Freiburgische Verkehrsbetriebe Immobilien (TPF IMMO) AG. Durch die Aufteilung in diese vier Gesellschaften kann die Transparenz der Aktivitäten in den unterschiedlichen Bereichen erhöht und – bei gleichzeitiger Minimierung des Risikos – besser auf die jeweils speziellen Finanzierungsmechanismen eingegangen werden.

Die Aktionäre der TPF Holding sind der Kanton Freiburg (75,1 %), die Stadt Freiburg (16,24 %) und die SBB (5 %); Gemeinden und rund 30 private Akteure halten die restlichen 3,66 %. Während das Eigentum an TPF INFRA zwischen der TPF Holding (33,5 %) und dem Bund (66,5 %) und an TPF IMMO zwischen der TPF Holding (83,84 %), dem Staat Freiburg (8,08 %) und der Pensionskasse des Staatspersonals PKSPF (8,08 %) aufgeteilt ist, ist TPF TRAFIC zu 100 % im Besitz der TPF Holding.



Die Einlage des Staats, die Gegenstand dieser Botschaft ist, wird Investitionen von TPF TRAFIC finanzieren. Der folgende Abschnitt konzentriert sich daher ausschliesslich auf diese Tochtergesellschaft.

2.2 Finanzielle Situation von TPF TRAFIC

TPF TRAFIC ist für Mobilitätsdienstleistungen (Schülertransport, Bahnersatz, Freizeitfahrten usw.) und für den Betrieb des von der öffentlichen Hand bestellten öffentlichen Verkehrsangebots zuständig. Sie kümmert sich um das Rollmaterial, dessen Unterhalt und Erneuerung sowie um die Infrastruktur (Depots und Garagen, Bushöfe, Park-and-Ride-Anlagen usw.), die für diesen Betrieb nötig ist. TPF TRAFIC spielt daher eine entscheidende Rolle bei der Erreichung der Ziele des Kantons, das in der Verstärkung der Verlagerung auf öffentliche Verkehrsmittel und der Dekarbonisierung des Rollmaterials besteht.

Aus der Jahresrechnung 2022 von TPF TRAFIC geht Folgendes hervor:

- > kurzfristige Verbindlichkeiten von 84,289 Millionen Franken (85,918 im Jahr 2021);
- > langfristige Verbindlichkeiten von 329,282 Millionen Franken (267,302 im Jahr 2021);
- > ein Eigenkapital von 85,855 Millionen Franken (78,644 im Jahr 2021);
- > ein Nettogewinn von 7,212 Millionen Franken (Nettoverlust von 7,772 im Jahr 2021).

Während die Erfolgsrechnung für 2021 noch die Auswirkungen der Covid-19-Krise und der Massnahmen der öffentlichen Hand auf die Passagierzahlen im öffentlichen Verkehr und damit auf die Einnahmen in diesem Bereich widerspiegeln, enthält die Erfolgsrechnung für 2022 zwei ausserordentliche Erträge (Covid-Defizitdeckung 2021 und Erstattung durch den Versicherer der Kosten im Zusammenhang mit dem Auslaufen im TPF-Depot von Treibstoff) in Höhe von insgesamt 5,4 Millionen Franken, die den Gewinn in diesem Jahr erklären. Im Jahr 2022 betrug der Anteil des Eigenkapitals in der Bilanz 17,2 % und das Verhältnis von Schulden zu Eigenkapital 2,72.

Die langfristigen Verbindlichkeiten stiegen zwischen 2021 und 2022 stark an aufgrund der Finanzierung durch vom Bund verbürgte Bankdarlehen von 30,3 Millionen Franken, die für den Erwerb von 14 Domino-Zügen bei den SBB nach der Übernahme des Betriebs der Bahnlinie S40 Freiburg/Freiburg–Romont aufgenommen wurden.

Zur Erinnerung: Das Grundprinzip der Finanzierung der von TPF TRAFIC erbrachten öffentlichen Verkehrsleistungen lautet wie folgt: Auf der Grundlage der Planrechnung erstellt TPF TRAFIC ein Angebot für die Leistungen, die von den Bestellern des öffentlichen Verkehrsangebots (der Staat und die betroffenen Gemeinden für den Ortsverkehr; der Bund, die Kantone und die Gemeinden für den RPV) nachgefragt werden. Dieses Angebot legt nach seiner Bestätigung die von den Bestellern zu leistende Abgeltung fest. Die Differenz zwischen dem Angebot und den tatsächlichen Kosten wird auf Rücklagenkonten verbucht.

2.3 Finanzbedarf von TPF TRAFIC

Für den konsequenten Ausbau des öffentlichen Verkehrsangebots, der nötig ist, um der demografischen Entwicklung des Kantons und dem Willen des Staats, den kantonalen Zielen der nachhaltigen Mobilität und der CO₂-Neutralität gerecht zu werden, muss TPF TRAFIC nicht nur die Erneuerung seiner Infrastruktur sicherstellen, sondern diese auch anpassen, neue Einrichtungen schaffen, sein Rollmaterial erneuern, es dekarbonisieren und neue Fahrzeuge erwerben. Die Bedürfnisse erfordern Investitionen zwischen 2023 und 2030, die von TPF TRAFIC auf 584,9 Millionen Franken geschätzt werden, davon knapp 210 Millionen Franken für den Kauf und Unterhalt von Zugkompositionen. Diese Investitionen, die alle Regionen des Kantons Freiburg betreffen, erfordern mehr Eigenkapital, als das Transportunternehmen derzeit zur Verfügung hat. Eine Liste der nach heutigem Stand beabsichtigten Investitionen findet sich weiter unten. Es ist möglich, dass sich die darin aufgeführten Objekte und ihre Beträge in den kommenden Jahren entsprechend den unterschiedlichen Bedürfnissen ändern.

Investitionen 2023–2030 In Mio. Franken

Regionalverkehr – Bahn		209,8
<i>davon Erwerb von 18 Zugkompositionen (davon 17 als Ersatz für alte Zugkompositionen)⁴</i>	161,3	
<i>davon Revisionen</i>	47,2	
Regionalverkehr – Bus		144,2
<i>davon elektrische Ladeinfrastruktur</i>	84,3	
<i>davon Erwerb von 55 Elektrobussen</i>	49,7	

⁴ Ersatz der 14 Domino-Kompositionen, die bei der Übernahme des Betriebs der Linie S40 durch die TPF gebraucht von der SBB gekauft wurden, Ersatz von 3 ABe-100-Kompositionen und Kauf einer zusätzlichen ABe-100-Komposition, um den Halbstundentakt auf der gesamten Bahnlinie Palézieux–Bulle–Montbovon zu gewährleisten.

Investitionen 2023–2030 In Mio. Franken

Dekarbonisierung Agglo		112,6
<i>davon Erwerb von 49 Elektrobussen</i>	49,8	
<i>davon Erwerb von 26 batteriebetriebenen Trolleybussen</i>	36,2	
<i>davon elektrische Ladeinfrastruktur</i>	22,6	
Depots (Busse)		31,4
<i>davon Depot in Châtel-Saint-Denis</i>	24,4	
<i>davon Depot in Bulle</i>	7,0	
Renovierung Eisenbahnwerkstatt Bulle und Anpassungen Wartungszentrum Givisiez		26,4
Multimodale Plattformen (Bushöfe und Park-and-Ride-Anlagen)		19,4
Informatik		15,6
Schulbusse		7,1
Wasserstoffbus und Tankstation		5,4
Verkaufsstellen und Vertriebsgeräte		5,3
Dienstfahrzeuge		3,1
Unterhalt von Zügen und Bussen		2,5
Gebäude, Sicherheit und Verschiedenes		2,1
Total		584,9

Bisher wurden die Investitionen von TPF TRAFIC entweder durch Eigenmittel (Abschreibungsfonds) oder, beim RPV, durch Bankkredite mit Bundesgarantie finanziert. Wenn nämlich der Bund die Investitionen als Teil des RPV, den er zusammen mit den Kantonen entschädigt, anerkennt, kann TPF TRAFIC eine Bundesgarantie beantragen⁵ und so von günstigeren Zinsbedingungen bei den Geldgebern profitieren. Investitionen für den Ortsverkehr und für multimodale Mobilitätsplattformen können hingegen nicht vom Bund verbürgt werden, was ungünstigere Bedingungen bei Bankdarlehen zur Folge hat. Die durch solche Investitionen erzeugte Zinslast sind von den Bestellern und damit von der öffentlichen Hand zu tragen.

Angesichts des ehrgeizigen Investitionsprogramms von TPF TRAFIC ist es wichtig, die finanzielle Basis der TPF zu stärken und das Wachstum ihrer Verschuldung einzudämmen. Gleichzeitig muss sichergestellt werden, dass die Zinslasten tragbar sind.

Für bestimmte Investitionen der TPF werden Finanzhilfen des Bundes, z. B. aus dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrs-Fonds (NAF)⁶, oder kantonale Hilfen nach Mobilitätsgesetz (MobG)⁷ gewährt. Der Entwurf zur Revision des CO₂-Gesetzes für die Zeit nach 2024, den der Bundesrat am 16. September 2022 dem Bundesparlament übermittelt hat, sieht ebenfalls Hilfen vor, um die Umstellung von Bussen des RPV und des Ortsverkehrs auf einen elektrischen Antrieb zu fördern. Zu diesem Zeitpunkt sind diese allfälligen Finanzhilfen im Finanzierungsplan für die Investitionen, der in Punkt 2.3 beschrieben ist, nicht berücksichtigt. Diese Hilfen,

⁵ Gestützt auf den Art. 34 ff. der Bundesverordnung über die Abgeltung des regionalen Personenverkehrs (ARPV). 2022 waren von den 224,85 Millionen Franken Bankverbindlichkeiten der TPF 159,76 Millionen Franken vom Bund verbürgt (71 %); 65,09 Millionen Franken (29 %) waren es nicht.

⁶ Im Rahmen der Agglomerationspläne der 4. Generation sind Bundesbeiträge für einen geschätzten Höchstbetrag von 14,6 Millionen Franken vorgesehen (Agglomerationen Freiburg und Mobil).

⁷ Artikel 188 MobG (6.5 Abgeltungen für den Betrieb) sieht vor, dass der Staat «namentlich zur Förderung und Entwicklung von innovativen Lösungen finanzielle Beiträge an Unternehmen des öffentlichen Verkehrs gewähren [kann], insbesondere für: den Erwerb von Fahrzeugen; die Umsetzung von Umweltschutzmassnahmen; die Verwendung eines anderen rationelleren oder ressourcenschonenderen Verkehrsträgers [...]»

insbesondere jene für die Dekarbonisierung des Rollmaterials, werden durch die Senkung der Kosten im Zusammenhang mit den geplanten Investitionen den Bestellern zugutekommen.

3 Erhöhung der Beteiligung des Staats Freiburg am Aktienkapital der TPF Holding

—

Weil die Infrastrukturen und das Rollmaterial der TPF unbedingt erneuert und entwickelt werden müssen und um die finanzielle Gesundheit dieses Unternehmens des öffentlichen Verkehrs sicherzustellen, schlägt der Staatsrat vor, dem Unternehmen zusätzliche finanzielle Mittel zur Verfügung zu stellen. Dies wird den Anstieg der Verschuldung begrenzen und gleichzeitig dazu beitragen, die Ziele zu erreichen, die sich der Kanton in Bezug auf eine nachhaltige Mobilität und das Klima gesetzt hat. Eine solche Einlage des Staats wird es auch ermöglichen, durch die Vermeidung der durch Bankdarlehen verursachten Zinslasten den vorhersehbaren Anstieg der von den Bestellern ausbezahlten Abgeltungen im Zusammenhang mit den von TPF TRAFIC geplanten umfangreichen Investitionen einzudämmen. Die Stärkung der Finanzkraft dieser Tochtergesellschaft wird dank einer gesunde Finanzlage die Aufnahme von Bankkrediten zu besseren Konditionen für die restlichen Investitionen begünstigen.

3.1 Ziele der Erhöhung

Konkret schlägt der Staatsrat eine Einlage für die TPF in Höhe von 60 Millionen Franken in Form einer Erhöhung des Aktienkapitals der TPF Holding vor. Dieser Betrag entspricht etwa der Hälfte der notwendigen Investitionen (auf 122,8 Millionen Franken geschätzt⁸) für die erste Phase der Dekarbonisierung des öffentlichen Verkehrs, für die multimodalen Mobilitätsplattformen und für das Pilotprojekt für Wasserstoffbusse bzw. etwas mehr als 10 % der gesamten Investitionen, die die TPF bis 2030 planen. Die Erhöhung ermöglicht im Bereich der nachhaltigen Mobilität:

- > die Umsetzung des von den TPF geplanten Investitionsprogramms zugunsten des öffentlichen Verkehrs im Kanton zu fördern;
- > die Dekarbonisierung des Rollmaterials im Einklang mit dem Ziel der CO₂-Neutralität des Bundes und des Kantons zu beschleunigen;
- > attraktive multimodale Mobilitätsplattformen einzurichten, die ein schnelles und einfaches Umsteigen zwischen den verschiedenen Verkehrsträgern ermöglichen. Dabei ist zu berücksichtigen, dass eine Finanzierungsvereinbarung zwischen den beteiligten Parteien (Kanton, Gemeinden und Transportunternehmen) nötig ist.

Sie wird es zudem erlauben:

- > die starke finanzielle Basis der TPF zu bewahren und den Anstieg ihrer Verschuldung einzudämmen;
- > den TPF die Möglichkeit zu geben, die notwendige Drittfinanzierung zu erhalten, und zwar zu besseren Bedingungen dank einer soliden finanziellen Situation;
- > den erwarteten Anstieg der von der öffentlichen Hand gezahlten Abgeltungen für die Leistungen des öffentlichen Verkehrs durch eine Verringerung der Zinsbelastung (siehe Punkt 3.4) in Grenzen zu halten.

3.2 Modalitäten der Erhöhung

Der Betrag für die Erhöhung der Beteiligung des Staats am Aktienkapital der TPF Holding⁹ wird von der TPF Holding auf TPF TRAFIC, die zu 100 % der TPF Holding gehört, übertragen werden. Sie werden zur Finanzierung der Investitionen von TPF TRAFIC beitragen, hauptsächlich für die Anschaffung von kohlenstofffreiem Rollmaterial und den Ausbau von Infrastrukturen, die für den Betrieb des öffentlichen Verkehrs notwendig sind. Der Staatsrat und

—

⁸ Nach Abzug der auf 14,6 Millionen Franken veranschlagten Entschädigungen aus dem NAF.

⁹ Die Einlage des Staats von 60 Millionen Franken wird in eine Erhöhung des vom Staat gehaltenen Aktienkapitals der TPF Holding und in ein Aufgeld umgewandelt, das den Einlagen entspricht, die den Nennwert der ausgegebenen Aktien übersteigen.

die TPF werden ein besonderes Augenmerk darauf legen, dass die durch die Einlage des Staats finanzierten Investitionen auf das gesamte Kantonsgebiet verteilt werden.

3.3 Beteiligung der anderen Aktionäre

Die Generalversammlung der TPF Holding wird die Erhöhung des Aktienkapitals bestätigen müssen, die Gegenstand einer notariellen Urkunde sein wird. Die Erhöhung wird sich auf den Aktienkapitalwert der anderen Aktionäre der TPF Holding – Stadt Freiburg, SBB sowie weitere Minderheitsaktionäre (siehe Punkt 2.1) – auswirken, wenn sie sich nicht daran beteiligen. Der Verwaltungsrat der TPF Holding führt derzeit mit diesen Aktionären Gespräche im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen. So wurden die Stadt Freiburg und die SBB angesprochen, um ihnen vorzuschlagen, ihre Beteiligung am Aktienkapital ebenfalls zu erhöhen, damit sie ihren Anteil aufrechterhalten können und keinen Verwässerungseffekt erleiden. Diese beiden Aktionäre haben sich offen gezeigt für Diskussionen unter der Bedingung, dass der Staat sich engagiert.

Die Erhöhung der Beteiligung des Staats am Aktienkapital der TPF Holding ist jedoch nicht an den Entscheid der anderen Aktionäre geknüpft.

Die TPF sehen derzeit keinen weiteren Bedarf an einer Rekapitalisierung oder an Finanzhilfen für die Unternehmen der Gruppe namentlich TPF IMMO, wiesen aber auch darauf hin, dass sie einen solchen Bedarf in Zukunft nicht ausschliessen könnten

3.4 Finanzielle Auswirkungen

Die finanziellen Auswirkungen für den Staat als Aktionär der TPF müssen von denen als Besteller unterschieden werden.

Was die Auswirkungen für den Staat **als Aktionär** betrifft, so wird die Einlage des Staats für die Stärkung des Eigenkapitals der TPF eine direkte finanzielle Auswirkung durch die bevorstehende Auszahlung haben.

Die direkten Kosten lassen sich an den aktuellen Anlagemöglichkeiten für den Staat messen. Eine sichere kurz- bis mittelfristige Anlage wirft derzeit eine Rendite von etwa 1,5 bis 2 % ab, was gleichbedeutend ist mit Opportunitätskosten von rund 1 Million Franken pro Jahr. Weil die TPF keine Dividende ausschütten, wird dieser entgangene Gewinn nicht ausgeglichen.

Für den Staat **als Besteller** hat die mit diesem Dekret vorgeschlagene Einlage folgende Auswirkungen: Die Investitionen, die mit der Einlage des Staats finanziert werden sollen, sind Investitionen, die bei einer Kreditaufnahme nicht von einer Bundesgarantie profitieren können. Die Einlage des Staats wird es somit erlauben, die Zinslast wegen Bankdarlehen und somit die Höhe der Abgeltungen, die von den Bestellern des Angebots des öffentlichen Verkehrs (der Staat und die betroffenen Gemeinden für den Ortsverkehr; der Bund, der Staat und die Gemeinden und zu einem kleinen Teil die Nachbarkantone für den RPV) an die TPF gezahlt werden, zu reduzieren. Die entsprechende Einsparung kann bei einem Zinssatz für Bankkredite von 3 % auf 1,8 Millionen Franken pro Jahr¹⁰ geschätzt werden. Durch die wahrscheinliche Einlage der anderen Aktionäre in Höhe von 25 % dürfte diese Einsparung auf 2,4 Millionen Franken pro Jahr ansteigen.

In den kommenden Jahren ist mit einem Anstieg der von den Bestellern gezahlten Abgeltungen zu rechnen. Insbesondere werden sich die Investitionen, die (auch dank der staatlichen Einlage) getätigt werden, in den Kosten niederschlagen, die den abgolgten Leistungen zuzurechnen sind und somit von den Bestellern, einschliesslich des Staats, finanziert werden. Dieser Anstieg ist jedoch nicht auf die in diesem Erlass vorgeschlagene Einlage zurückzuführen und dürfte mit oder ohne diese Einlage eintreten.

Die mit der Erhöhung des Anteils des Staats am Aktienkapital verbundenen Modalitäten werden vom Staatsrat festgelegt. Der vom Staatsrat Ende 2022 verabschiedete Legislaturfinanzplan sieht eine Auszahlung in drei Tranchen vor, d. h. 20 Millionen Franken pro Jahr zwischen 2024 und 2026. Die Planung dieses Mittelabflusses ermöglicht

¹⁰ 3 % von 60 Millionen Franken = 1,8 Millionen Franken. Bei den 3 % handelt es sich um den aktuellen Durchschnittssatz, der sich jedoch nach oben und unten entwickeln kann, wodurch sich die Auswirkungen der Rekapitalisierung proportional verändern.

einerseits ein Einbringen der Mittel in einer Art, die zeitlich auf die etappenweise vorgenommenen Investitionen abgestimmt ist, und schon andererseits die Liquidität des Staats und der anderen betroffenen Aktionäre.

4 Obligatorisches Referendum

Der Dekretsentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Er ist mit dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung vereinbar und eurokompatibel.

Weil der Betrag $\frac{1}{8}$ % der Gesamtausgaben (5 931 977 Franken) übersteigt, ist für dieses Dekret das qualifizierte Mehr erforderlich¹¹. Weiter untersteht das Dekret dem obligatorischem Finanzreferendum, weil die Ausgabe 1 % der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung (47 455 818 Franken) übersteigt.¹²

5 Schlussfolgerung

Das von der öffentlichen Hand bei den TPF bestellte Angebot wurde in den letzten Jahren erheblich ausgebaut (Verdichtung des Fahrplans, Verlängerung gewisser Linien, Einrichtung neuer Linien), dies in Korrelation mit dem demographischen und wirtschaftlichen Wachstum des Kantons, des Kantonszentrums, der Agglomeration Bulle und der anderen regionalen Zentren, aber auch aufgrund des Willens des Kantons, den Umstieg auf den öffentlichen Verkehr durch ein dichtes und qualitativ hochstehendes Angebot zu fördern. Diese Zunahme und die Politik der nachhaltigen Mobilität erfordern den Ausbau oder die Neugestaltung bestimmter Infrastrukturen – insbesondere von Bushöfen und Park-and-Ride-Anlagen – sowie die Anschaffung von kohlenstofffreiem Rollmaterial. Solche Einrichtungen und Anschaffungen fallen in die Zuständigkeit der auf dem Kantonsgebiet tätigen öffentlichen Transportunternehmen, d. h. hauptsächlich der TPF. Angesichts der umfangreichen Investitionen, die dieses Unternehmen in den nächsten Jahren plant, ist eine staatliche Unterstützung sinnvoll.

Die finanzielle Unterstützung des Staats erfolgt im Rahmen des Regierungsprogramms und Finanzplans 2022–2026 des Staatsrats und steht im Einklang mit dem kantonalen Mobilitätsgesetz (MobG), das die Umsetzung einer ökologisch, ökonomisch und sozial nachhaltigen Mobilitätspolitik vorsieht, insbesondere durch die Erhöhung des öffentlichen Verkehrsangebots und die Schaffung und Verbesserung multimodaler Mobilitätsplattformen in allen Regionen des Kantons. Sie trägt zudem dazu bei, die Ziele des Klimaplanes, der namentlich die Reduktion der Treibhausgasemissionen anstrebt, zu erreichen, indem sie die Verkehrsverlagerung fördert und sich am Ersatz der Dieselbusse – zunächst in der Agglomerationen Freiburg und Bulle – durch Busse beteiligt, die mit nicht-fossiler Energie betrieben werden. Damit wird die Dekarbonisierung des Rollmaterials der TPF beschleunigt.

Angesichts der Bedeutung der geplanten Investitionen sowohl in Bezug auf das finanzielle Volumen als auch für die Entwicklung eines leistungsfähigeren und umweltfreundlicheren öffentlichen Verkehrs wird diese Finanzierung zudem die finanzielle Basis der TPF konsolidieren und das Wachstum der Verschuldung eindämmen. Sie wird die Bildung von Eigenkapital für die Erneuerung der Infrastruktur und der Fahrzeuge ermöglichen.

Für den Kanton ist die gute finanzielle Gesundheit der TPF, einer der vier Pfeiler der Freiburger Wirtschaft, von entscheidender Bedeutung; denn seine Politik im Bereich des öffentlichen Verkehrs wird hauptsächlich von diesem Unternehmen umgesetzt. Die Existenz eines Freiburger Unternehmens des öffentlichen Verkehrs ist unerlässlich und die Tatsache, dass der Staat der Hauptaktionär ist, erleichtert die Umsetzung einer nachhaltigen Mobilitätspolitik dank der Nähe und der gemeinsamen Ziele.

¹¹ Artikel 141 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006.

¹² Verordnung vom 6. Juni 2023 über die massgebenden Beträge gemäss der letzten Staatsrechnung.

Aus all diesen Gründen ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, das vorliegende Dekret anzunehmen, das die Eröffnung eines Verpflichtungskredits in Höhe von 60 Millionen Franken für die Erhöhung des Anteils des Staats am Aktienkapital der TPF Holding und die Stärkung der Finanzkraft des Transportunternehmens ermöglicht.

Dekret über die Erhöhung der Beteiligung des Staats Freiburg am Aktienkapital der Gesellschaft Freiburgische Verkehrsbetriebe Holding AG

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates vom 25. November 1994 (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2023-DAEC-38 des Staatsrats vom 6. Juli 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die Erhöhung der Beteiligung des Staats Freiburg am Aktienkapital der Gesellschaft Freiburgische Verkehrsbetriebe Holding AG um 60'000'000 Franken wird genehmigt.

² Der Staatsrat legt die mit der Erhöhung verbundenen Modalitäten fest.

Art. 2

¹ Bei der Finanzverwaltung wird ein Verpflichtungskredit von 60'000'000 Franken eröffnet.

Art. 3

¹ Die erforderlichen Kredite werden in den Staatsvoranschlag unter der Kostenstelle 3775/5540.000 «Wertschriftenkäufe» eingetragen.

² Die Erhöhung der Beteiligung wird in der Staatsbilanz aufgeführt und nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates beschrieben.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem obligatorischen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DIME-38

Projet de décret :
Refinancement des TPF

Propositions de la commission ordinaire CAH-2023-016

Présidence : Nicolas Kolly

Membres : Christophe Chardonens, Eric Collomb, Hubert Dafflon, Savio Michellod, Stéphane Peiry, Alizée Rey, Rose-Marie Rodriguez, Jean-Daniel Schumacher, Sophie Tritten, Julien Vuilleumier

Entrée en matière

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 4 septembre 2023

Anhang

GROSSER RAT

2023-DIME-38

Dekretsentwurf:
Refinanzierung TPF

Antrag der ordentlichen Kommission AHK-2023-016

Präsidium : Nicolas Kolly

Mitglieder : Christophe Chardonens, Eric Collomb, Hubert Dafflon, Savio Michellod, Stéphane Peiry, Alizée Rey, Rose-Marie Rodriguez, Jean-Daniel Schumacher, Sophie Tritten, Julien Vuilleumier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 4. September 2023

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DIME-38

Projet de décret :
Refinancement des TPF

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Membres suppléants : Pierre-Alain Bapst, Jean-Daniel Schumacher, Catherine Beaud, Gaétan Emonet, Lucas Dupré, Bruno Marmier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 10 voix contre 1 et 2 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 23 août 2023

Anhang

GROSSER RAT

2023-DIME-38

Dekretsentwurf:
Refinanzierung TPF

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium: Claude Brodard

Vize-Präsidium: Bruno Boschung

Mitglieder: Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Stellvertretende Mitglieder: Pierre-Alain Bapst, Jean-Daniel Schumacher, Catherine Beaud, Gaétan Emonet, Lucas Dupré, Bruno Marmier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 23. August 2023



Message 2023-DIME-38

22 août 2023

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de l'acquisition du bâtiment à la rue des Moines 58, article 97 du Registre foncier de la commune de Romont

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'acquisition du bâtiment sis rue des Moines 58 à Romont. La stratégie immobilière de l'Etat de Fribourg vise notamment à investir pour réduire les charges locatives. La présente proposition d'acquisition s'inscrit dans cette stratégie.

Le présent message s'articule comme suit :

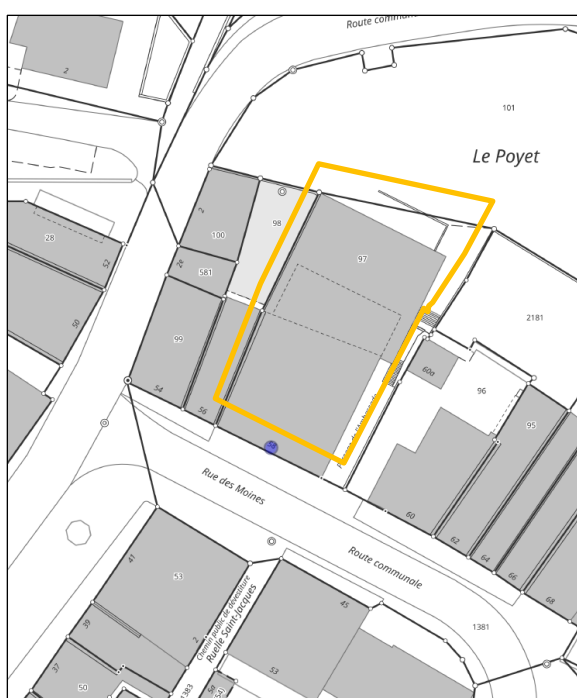
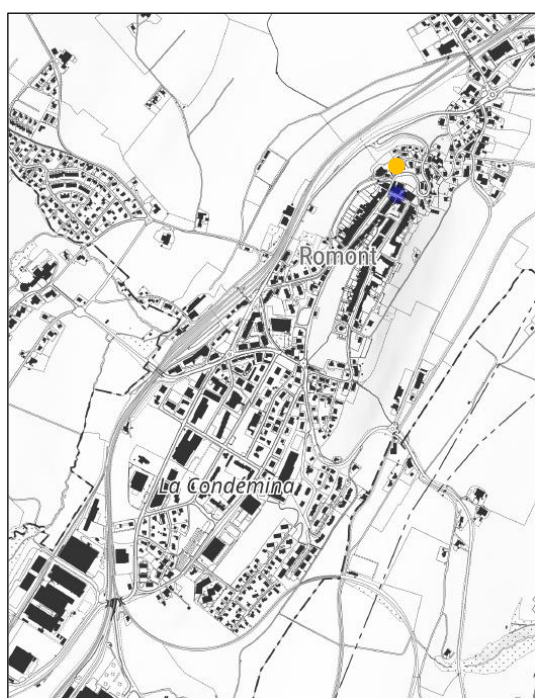
Table des matières

1	Situation initiale	2
2	Données principales de l'objet	3
3	Stratégie immobilière de l'Etat de Fribourg 2022–2035	4
4	Examen détaillé	4
4.1	Situation technique	4
4.2	Situation contractuelle	4
4.3	Situation juridique	5
4.4	Potentiel de développement	5
5	Affectation	5
6	Développement durable	5
7	Coûts	6
7.1	Prix d'acquisition et modalités	6
7.2	Coûts annexes	7
7.3	Estimation financière des travaux à prévoir	7
7.4	Crédit d'engagement	8
7.5	Prévision du revenu locatif	8
8	Risques et avantages	8
9	Referendum financier	8
10	Conclusion	9

1 Situation initiale

L'Etat de Fribourg loue actuellement des surfaces administratives dans le bâtiment sis rue des Moines 58 à Romont pour un loyer annuel net de 303 096 francs. Les services utilisateurs sont :

- > La Police cantonale
- > Le Registre foncier
- > La Justice de Paix
- > Le Tribunal de la Glâne
- > L'office des poursuites



Extraits du cadastre

La surface locative de l'Etat est de **1631 m²** et représente env. **82 % de la surface locative totale**. Au rez-de-chaussée se trouvent 2 surfaces commerciales donnant directement sur la rue et à l'étage un bureau. Ces surfaces sont louées par des tiers pour un montant annuel de 26 400 francs. En grande majorité, les services de l'Etat sont installés dans ce bâtiment depuis environ 20 ans et il n'y a aujourd'hui pas de nécessité stratégique ni de souhait de les déplacer.

Le propriétaire souhaitant vendre son immeuble, il s'est naturellement approché du canton, locataire principal. Une première visite du bâtiment a été faite en septembre 2020.

2 Données principales de l'objet

Le bâtiment se situe dans le centre historique de la ville de Romont, à la rue des Moines 58 (Art. 97RF). La gare se situe à une distance de 700 m (10 minutes à pied) et un parking public se trouve à proximité du bien.



Façade principale du bâtiment depuis la rue des Moines

Données principales

Date de construction	1865
Date de la dernière rénovation	1993
Surface de la parcelle	1 067 m ²
Surface au sol construite	812 m ²
Surface locative – Surface nette	1 993 m ²
Etat locataire	1 631 m ²
Autres locataires	362 m ²
Volume bâti	10 099 m ³
Nombre d'étages	7
Places de parc (intérieur)	6 places et 3 boxes
Places de parc (extérieur)	0

Le bâtiment est recensé en valeur C et catégorie de protection 3. La parcelle est englobée dans un périmètre ISOS d'importance nationale (objectif de sauvegarde A).

3 Stratégie immobilière de l'Etat de Fribourg 2022–2035

Conformément à la stratégie immobilière, l'acquisition de ce bien immobilier répond à plusieurs objectifs décrits dans les axes suivants :

- > Axe stratégique n° 1: Utilisation optimale et flexible des locaux
L'acquisition permet de répondre de manière pérenne aux besoins émis par les services utilisateurs actuels ;
- > Axe stratégique n° 2: Construction, exploitation et entretien selon les objectifs du développement durable
L'acquisition permet de planifier l'assainissement du bâtiment sur la base du diagnostic technique effectué en incluant les dimensions environnementales et sociales ;
- > Axe stratégique n° 3: Économicité sur l'ensemble du cycle de vie et mise en valeur du patrimoine
L'acquisition permet d'élaborer une planification générale des investissements liés à l'entretien du bâtiment avec une attention particulière pour l'aspect patrimonial du bâtiment ;
- > Axe stratégique n° 4: L'État propriétaire des locaux qu'il utilise
L'acquisition permet de diminuer les charges locatives ;
- > Axe stratégique n° 5: Identification des portefeuilles immobiliers spécifiques
L'affectation actuelle du bâtiment est identifiée et peut être classée au vu de son utilisation actuelle dans le portefeuille « sécurité ».

4 Examen détaillé

L'acquisition du bâtiment à la rue des Moines 58 par l'Etat répondant à plusieurs objectifs inscrits dans la stratégie immobilière, le Service des bâtiments a mandaté plusieurs bureaux de spécialistes dans le but de réaliser un examen détaillé du bien (Due Diligence).

4.1 Situation technique

Le bâtiment a été presque entièrement assaini et agrandi en 1993. Les études techniques ont démontré que le bâtiment est dans un état considéré comme moyen nécessitant des investissements essentiellement à moyen et long terme et que les installations sont fonctionnelles. La mise aux normes de certaines installations techniques doit être prévue à court et moyen terme. Au niveau de la statique, aucun problème n'a été décelé. Le raccordement au CAD est en cours de réalisation.

4.2 Situation contractuelle

L'Etat de Fribourg a un bail commercial pour les locaux administratifs (1631 m²), 3 places de parc intérieures et 3 garages intérieurs.

Fin du bail	31.12.2025
Renouvellement	5 ans
Résiliation	12 mois
Loyer annuel hors charges	303 096.–

Les baux des locataires tiers sont des baux annuels renouvelables d'année en année.

Fin des baux	Fin d'année
Renouvellement	12 mois ans
Résiliation	12 mois
Loyer annuel hors charges	26 400.–

Vu les conditions contractuelles, il est envisageable à moyen et long terme de reprendre les surfaces louées à des tiers pour les besoins de l'Etat. Toutefois, comme il s'agit essentiellement de surfaces commerciales, l'adéquation avec une affectation administrative devra être analysée (conformité légale et technique). Actuellement aucun changement d'affectation n'est envisagé et le maintien des surfaces commerciales n'a pas d'impact sur l'utilisation des autres surfaces par l'Etat.

En accord avec le propriétaire, l'acquisition du bien est prévue pour l'année 2023.

4.3 Situation juridique

Aucune servitude inscrite au Registre foncier n'a d'impact économique sur le bien.

4.4 Potentiel de développement

De par sa protection et son emplacement dans un site protégé ISOS, il n'y a pas de potentiel de développement du bâtiment. Les surcombles, anciennement utilisés comme prison, peuvent être réaménagés en surfaces administratives qui représentent environ 150 m² pour un montant estimé à env. 250 000 francs (± 25 % et hors travaux sur la toiture). En cas de besoin, ce projet pourra être développé ultérieurement.

5 Affectation

Le bâtiment étant déjà affecté à plusieurs services de l'Etat, aucune étude n'a été réalisée pour une affectation future des surfaces. La pérennité des affectations actuelles à long terme a été confirmée par les Services. En cas de réaménagement des surcombles (voir chapitre 4.4), l'affectation de ces nouvelles surfaces sera étudiée.

Une analyse précise des surfaces en termes d'efficience d'utilisation devra être réalisée.

6 Développement durable

Du point de vue du critère social, les points suivants sont considérés comme positifs :

- a) Existants :
 - > Bonne accessibilité (proximité gare et parking existant), centre-ville, bonne offre en infrastructure dans le quartier pour les employés ;
 - > Bonne accessibilité pour la population. La pérennité de l'affectation via l'acquisition du bien permet de maintenir l'offre de proximité des services offrant un service pour la population ;
- b) Potentiels d'optimisation :
 - > En tant que propriétaire, plus de « flexibilité » dans le bâtiment notamment afin de pouvoir répondre aux besoins et améliorer le confort des utilisateurs et les personnes externes (clients, visiteurs) ;

-
- > Amélioration du confort acoustique par le changement des fenêtres. Afin de diminuer la pollution sonore et d'améliorer les conditions intérieures, le remplacement ou la restauration des fenêtres ainsi qu'une meilleure isolation seront prévus.

D'un point de vue économique, les points suivants sont considérés comme positifs :

a) Existants :

- > Diminution des charges locatives ;
- > Amélioration des coûts d'exploitation avec des travaux d'assainissement ciblés ;

b) Potentiels d'optimisation :

- > Le projet mise sur la préservation du nombre de places de travail. Il est probable qu'il y ait une légère modification à la hausse du nombre de places de travail due aux nouvelles méthodes de travail FriBuro (télétravail, ratio par poste de travail).

Du point de vue du critère environnemental, les points suivants sont considérés comme positifs :

a) Existants :

- > Le bâtiment est relié au réseau de chauffage à distance ;
- > Conservation du patrimoine bâti existant ;

b) Potentiels d'optimisation :

- > Une optimisation énergétique est envisageable par le changement des sources lumineuses (LED)
- > Une amélioration de l'efficacité énergétique est envisageable par un assainissement de l'enveloppe ;
- > Possibilité d'amélioration du confort des utilisateurs par les travaux à planifier ;
- > Possibilité de prévoir des bornes de recharges pour véhicules électriques (pour information, la Police prévoit ces prochaines années de changer son parc de véhicules par des véhicules électriques).

7 Coûts

7.1 Prix d'acquisition et modalités

Le Service des bâtiments et le propriétaire, après négociations, ont arrêté un prix de **5 912 000 francs** correspondant au prix d'achat négocié de 5 900 000 francs auquel s'ajoutent les frais de notaire pour un montant de 0,2 %, soit 12 000 francs.

Le prix négocié se situe dans la fourchette des prix analysés par la Commission d'acquisition des immeubles de l'Etat.

Conformément à l'ordonnance sur les projets immobiliers importants de l'Etat et sur la Commission d'examen des projets immobiliers du 9 novembre 2021, le dossier a été présenté à la Commission d'examen le 29 août 2022, qui, après analyse, a recommandé au Conseil d'Etat l'acquisition du bien.

7.2 Coûts annexes

Les coûts annexes sont détaillés dans le tableau ci-dessous pour un montant annuel estimé de **115 000 francs** du bâtiment selon la répartition suivante :

Entretien courant	20 000 francs
Exploitation	45 000 francs
Conciergerie (0,5 EPT)	50 000 francs
Total	115 000 francs

Les montants pour l'entretien et l'exploitation sont estimés sur la base d'une moyenne sur les dernières années selon les informations du propriétaire actuel.

Les besoins en personnel pour la conciergerie de ce bâtiment sont estimés à 0,5 EPT. Ce taux s'explique par le niveau de vétusté du bâtiment estimé par la CAI à 25 %, ce qui nécessite une attention particulière en termes d'entretien courant.

Pour l'année 2023, il est prévu d'intégrer les coûts annexes dans le crédit d'engagement. Ils seront inscrits dès 2024 au budget d'entretien des immeubles.

7.3 Estimation financière des travaux à prévoir

De manière générale, vu sa note au registre des biens culturels, le Service des biens culturels devra être consulté préalablement à toute intervention sur les parties du bâtiment ayant justifié sa classification. De plus, ce classement induit des coûts de rénovation plus élevés, quand bien même des subventions pourraient éventuellement être obtenues en fonction des travaux qui seront réalisés.

En vue du changement de normes parasismiques à venir et vu le rapport de l'ingénieur civil (le comportement du bâtiment face un séisme est suffisant), aucune intervention n'a été étudiée et chiffrée pour la mise aux normes sismiques.

Selon les résultats du diagnostic Stratus¹ (et les analyses techniques), les investissements à prévoir sont les suivants (hors travaux en cas de changement d'affectation ou de demandes des utilisateurs et sous réserves des résultats des analyses complémentaires nécessaires) :

- > **Court terme** (<5 ans) : changement des luminaires (LED), quelques travaux sur les installations techniques, travaux pour la sécurité du bâtiment et la protection contre le feu.

Le montant arrondi estimé pour ces travaux se monte à env. **250 000 francs**. Il est intégré au crédit d'engagement.

- > **Moyen terme** (5–10 ans) : mise en conformité de certaines installations techniques, travaux d'assainissement ponctuel des éléments de façade dégradés, travaux pour la mise en conformité PMR, changement de l'isolation de la toiture, installation de panneaux photovoltaïque et création de nouvelles surfaces administratives dans les surcombles, changement des fenêtres.

Le montant arrondi estimé pour ces travaux se monte à env. **1 200 000 francs**

- > **Long terme** (>10 ans) : travaux d'aménagements intérieurs, isolation thermique de la façade (à l'intérieur) et travaux sur la toiture.

Le montant arrondi estimé pour ces travaux se monte à env. **1 800 000 francs**

Ces travaux devront être planifiés en détails et pourront être échelonnés de manière différente dans le temps.

¹ Le logiciel Stratus est un outil d'analyse utilisé par le SBA pour l'analyse de son parc immobilier qui se base sur l'état de dégradation des éléments construits

Pour la prise en charge de ces coûts, un montant de 300 000 francs (235 000 francs sous BATI 5040.002 et 65 000 francs sous BATI 3144.000) a été prévu pour 2023 (budget) et pour 2024 (plan financier).

7.4 Crédit d'engagement

La demande de crédit d'engagement se monte à 6 277 000 francs :

Acquisition (y compris frais de notaire)	5 912 000 francs
Coûts annexes 2023	115 000 francs
Travaux à court terme	250'000 francs
Total	6 277 000 francs

Cette dépense est couverte par le montant de 8 000 000 francs inscrit au budget d'investissement 2022 et qui fait l'objet d'un report sur l'année 2023.

7.5 Prévision du revenu locatif

Actuellement, les surfaces sont louées par l'Etat (1631 m²) pour un montant annuel de 303 096 francs et par des tiers (362 m²) pour un montant annuel de 26 400 francs.

En cas d'acquisition du bien, les revenus locatifs annuels hors charges pour l'Etat pour les 2 surfaces commerciales et la surface administrative se monteront à 26 400 francs.

8 Risques et avantages

Si l'Etat n'acquiert pas ce bien immobilier et vu que le propriétaire souhaite le vendre, il y a un risque que le futur propriétaire fasse valoir ses droits pour besoin propre et résilier le bail de l'Etat. Dans ce cas, des nouveaux locaux pour les différents services de l'Etat devraient être trouvés à Romont. Il n'y a aujourd'hui aucune alternative avec un autre bâtiment en propriété de l'Etat au centre de Romont.

En revanche, l'acquisition du bien permet à l'Etat de baisser ses charges locatives et de maîtriser l'entretien et les coûts de son bien à court, moyen et long terme.

9 Referendum financier

Le crédit d'engagement ne dépasse pas la limite prévue par l'article 45 de la Constitution (1 % du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat) et ne devra par conséquent pas être soumis au référendum financier obligatoire. Il ne dépasse également pas la limite du référendum financier facultatif (¼ % du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat).

Compte tenu du montant de la dépense, le décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil.

Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes. Il ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union Européenne.

10 Conclusion

L'acquisition du bien immobilier répond entièrement aux objectifs de la stratégie immobilière, en permettant d'une part de baisser les charges locatives, et d'autre part, en garantissant une pérennité d'usage aux services de l'Etat actuellement sur place. De plus, en étant propriétaire du bâtiment, l'Etat a la maîtrise des investissements nécessaires pour son entretien, pour la réalisation des économies d'énergie et porter une attention particulière à l'aspect patrimonial.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret dans son ensemble.

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de l'acquisition du bâtiment et terrain à la rue des Moines 58, article 97 RF, à Romont

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2022-DIME-258 du Conseil d'Etat du 22 août 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ L'acquisition par l'Etat de Fribourg du bâtiment et terrain à la rue des Moines 58, article 97 du registre foncier de la commune de Romont, est approuvée.

Art. 2

¹ Le coût total de l'acquisition se monte à 5'900'000 francs, auquel s'ajoute les frais de notaire pour 12'000 francs, les coûts pour l'entretien et l'exploitation du bâtiment pour 65'000 francs, les coûts pour les travaux à court terme pour 250'000 francs et les coûts de 0,5 EPT pour la conciergerie de 50'000 francs.

Art. 3

¹ Un crédit d'engagement de 6'277'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de cette opération.

Art. 4

¹ Le crédit de paiement nécessaire est porté au budget, sous la rubrique BATTI-2001 – ACHAT IMMEUBLES / 5040.001 «Achats d'immeubles», et utilisé conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 5

¹ Les dépenses nécessaires à cet achat seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.



Botschaft 2023-DIME-38

22. August 2023

Dekret über einen Verpflichtungskredit für den Erwerb des Gebäudes und des Grundstücks an der Rue des Moines 58, Artikel 97 des Grundbuchs von Romont

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Erwerb des Gebäudes und des Grundstücks an der Rue des Moines 58 in Romont. Die Immobilienstrategie des Staats Freiburg zielt unter anderem darauf ab, mit Investitionen die Mietkosten zu senken. Der hier vorgeschlagene Erwerb fügt sich in diese Strategie ein.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

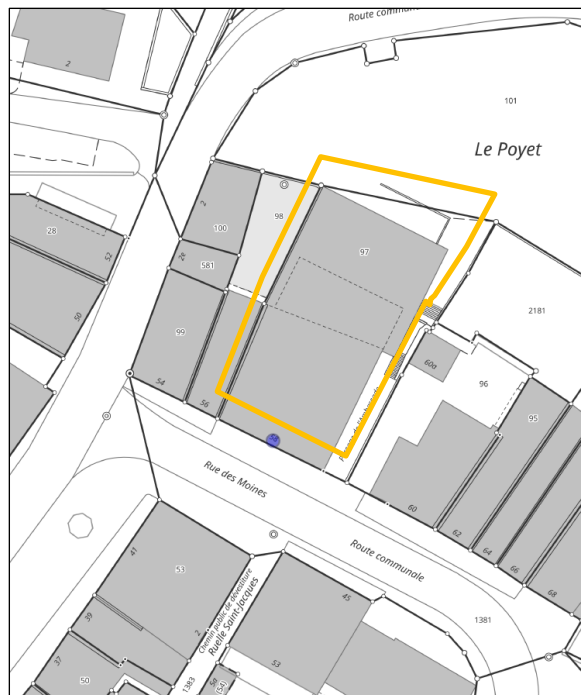
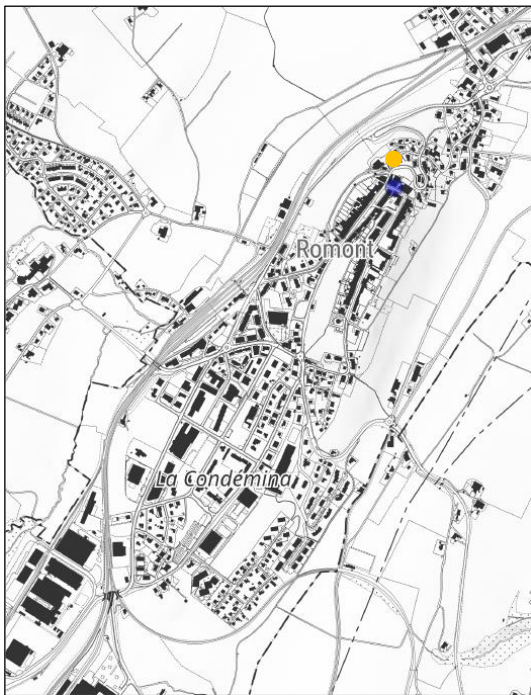
Inhaltsverzeichnis

1	Ausgangssituation	2
2	Die wichtigsten Daten	3
3	Immobilienstrategie des Staats Freiburg 2022–2035	4
4	Ausführliche Prüfung	4
4.1	Technische Situation	4
4.2	Vertragliche Situation	4
4.3	Rechtliche Situation	5
4.4	Entwicklungspotenzial	5
5	Nutzung	5
6	Nachhaltige Entwicklung	5
7	Kosten	6
7.1	Kaufpreis und Modalitäten	6
7.2	Nebenkosten	7
7.3	Kostenschätzung der zu erwartenden Arbeiten	7
7.4	Verpflichtungskredit	8
7.5	Voraussichtliche Mieteinnahmen	8
8	Risiken und Vorteile	8
9	Finanzreferendum	8
10	Schlussfolgerung	9

1 Ausgangssituation

Der Staat Freiburg mietet zurzeit Verwaltungsflächen im Gebäude an der Rue des Moines 58 in Romont für eine jährliche Nettomiete von 303 096 Franken. Die Flächen werden von den folgenden Diensten genutzt:

- > Kantonspolizei
- > Grundbuchamt
- > Friedensgericht
- > Bezirksgericht Glane
- > Betreibungsamt



Auszüge aus dem Kataster

Die Mietfläche des Staats beträgt **1631 m²** und macht rund **82 % der gesamten Mietfläche aus**. Im Erdgeschoss befinden sich 2 Gewerbeflächen mit direktem Zugang zur Strasse und im Obergeschoss gibt es ein Büro. Diese Flächen werden von Dritten für einen jährlichen Betrag von 26 400 Franken gemietet. Die überwiegende Mehrheit der hier untergebrachten staatlichen Dienste ist es seit etwa 20 Jahren und es besteht heute weder eine strategische Notwendigkeit noch der Wunsch, sie umzusiedeln.

Da der Eigentümer sein Gebäude verkaufen möchte, trat er an den Staat als Hauptmieter heran. Eine erste Besichtigung des Gebäudes fand im September 2020 statt.

2 Die wichtigsten Daten

Das Gebäude befindet sich im historischen Zentrum der Stadt Romont, an der Rue des Moines 58 (Art. 97 GB). Der Bahnhof ist 700 m entfernt (10 Minuten zu Fuss) und ein öffentlicher Parkplatz befindet sich in der Nähe des Objekts.



Hauptfassade des Gebäudes von der Rue des Moines aus

Eckdaten

Baujahr	1865
Datum der letzten Renovierung	1993
Parzellenfläche	1 067 m ²
Bebaute Grundfläche	812 m ²
Mietfläche – Nettogeschossfläche	1 993 m ²
Staat als Mieter	1 631 m ²
Andere Mieter	362 m ²
Gebäudevolumen	10 099 m ³
Anz. Stockwerke	7
Innenparkplätze	6 Plätze und 3 Boxen
Aussenparkplätze	0

Das Gebäude ist mit dem Verzeichniswert C und der Schutzkategorie 3 erfasst. Die Parzelle ist in einem ISOS-Perimeter von nationaler Bedeutung (Erhaltungsziel A).

3 Immobilienstrategie des Staats Freiburg 2022–2035

In Übereinstimmung mit der Immobilienstrategie erfüllt der Erwerb dieser Liegenschaft mehrere Ziele gemäss den folgenden Achsen:

- > Strategische Achse Nr. 1: Optimale und flexible Nutzung der Räumlichkeiten
Der Erwerb erlaubt die strukturierte Behandlung der von den benutzenden Dienststellen geäusserten Bedürfnisse.
- > Strategische Achse Nr. 2: Bau, Betrieb und Unterhalt gemäss den Zielen der nachhaltigen Entwicklung
Der Erwerb ermöglicht es, die Sanierung des Gebäudes auf der Grundlage der durchgeführten technischen Diagnostik unter Einbeziehung der ökologischen und sozialen Dimensionen zu planen.
- > Strategische Achse Nr. 3: Wirtschaftlichkeit über den gesamten Lebenszyklus und Aufwertung des Immobilienbestands
Der Erwerb ermöglicht die Erstellung einer allgemeinen Investitionsplanung im Zusammenhang mit der Instandhaltung des Gebäudes unter besonderer Berücksichtigung des Aspekts des Kulturgüterschutzes.
- > Strategische Achse Nr. 4: Der Staat als Eigentümer der von ihm genutzten Räumlichkeiten
Durch den Erwerb können die Mietkosten gesenkt werden.
- > Strategische Achse Nr. 5: Identifizierung der spezifischen Immobilienportfolios
Die aktuelle Nutzung des Gebäudes ist identifiziert und kann angesichts der aktuellen Nutzung dem Portfolio «Sicherheit» zugeordnet werden.

4 Ausführliche Prüfung

Da der Erwerb des Gebäudes an der Rue des Moines 58 mehreren in der staatlichen Immobilienstrategie verankerten Zielen entspricht, beauftragte das Hochbauamt mehrere spezialisierte Büros mit der Durchführung einer detaillierten Prüfung des Objekts (*Due Diligence*).

4.1 Technische Situation

Das Gebäude wurde 1993 fast vollständig saniert und ausgebaut. Die technischen Untersuchungen haben ergeben, dass sich das Gebäude in einem durchschnittlichen Zustand befindet, der hauptsächlich mittel- und langfristige Investitionen erfordert, und dass die Einrichtungen funktionstüchtig sind. Einige technische Einrichtungen müssen kurz- und mittelfristig an die Normen angepasst werden. In Bezug auf die Statik wurden keine Probleme festgestellt. Der Fernwärmeanschluss ist in Arbeit.

4.2 Vertragliche Situation

Der Staat Freiburg hat einen gewerblichen Mietvertrag für die Verwaltungsräume (1631 m²), 3 Innenparkplätze und 3 Garageboxen.

Ende des Mietvertrags	31.12.2025
Erneuerung	5 Jahre
Kündigungsfrist	12 Monate
Jahresmiete ohne Nebenkosten	303 096.–

Bei den Mietverträgen der Drittmietler handelt es sich um Ein-Jahres-Verträge, die von Jahr zu Jahr verlängert werden können.

Ende der Mietverträge	Ende Jahr
Erneuerung	12 Monate
Kündigungsfrist	12 Monate
Jahresmiete ohne Nebenkosten	26 400.–

Angesichts der vertraglichen Bedingungen ist es mittel- bis langfristig denkbar, die an Dritte vermieteten Flächen für den Staatsbedarf zu übernehmen. Da es sich jedoch hauptsächlich um Gewerbeflächen handelt, müsste zuvor die Eignung für eine administrative Nutzung geprüft werden (rechtliche und technische Konformität). Derzeit ist keine Nutzungsänderung geplant und die Beibehaltung der Gewerbeflächen hat keine Auswirkungen auf die Nutzung der anderen Flächen durch den Staat.

In Absprache mit dem Eigentümer ist der Erwerb der Liegenschaft für 2023 vorgesehen.

4.3 Rechtliche Situation

Es gibt keine im Grundbuch eingetragenen Dienstbarkeiten mit wirtschaftlichen Folgen für die Liegenschaft.

4.4 Entwicklungspotenzial

Weil das Gebäude unter Schutz steht und in einem schützenswerten Ortsbild nach ISOS liegt, gibt es kein Entwicklungspotenzial für das Gebäude. Das Dachgeschoss, das früher als Gefängnis genutzt wurde, könnte für geschätzte 250 000 Franken ($\pm 25\%$ und ohne Arbeiten am Dach) zu Verwaltungsflächen umgebaut werden (ca. 150 m²). Bei Bedarf kann dieses Projekt zu einem späteren Zeitpunkt erarbeitet werden.

5 Nutzung

Weil das Gebäude bereits mehreren staatlichen Stellen zugewiesen ist, wurde keine Studie über eine zukünftige Flächennutzung durchgeführt. Der langfristige Fortbestand der derzeitigen Zuweisungen wurde von diesen Stellen bestätigt. Sollte das Dachgeschoss (siehe Punkt 4.4) umgebaut werden, müsste die Nutzung dieser neuen Flächen untersucht werden.

Es braucht eine detaillierte Analyse der Flächen im Hinblick auf ihre Nutzungseffizienz.

6 Nachhaltige Entwicklung

Aus gesellschaftlicher Sicht sind die folgenden Punkte positiv:

- a) Bestehende Vorteile:
 - > gute Erreichbarkeit (Bahnhofsnähe und vorhandener Parkplatz), Stadtzentrum, gutes Infrastrukturanangebot in der Nachbarschaft für die Angestellten;
 - > gute Zugänglichkeit für die Bevölkerung; Möglichkeit, das Nahversorgungsangebot von Dienstleistungen für die Bevölkerung dank der Verstetigung der Nutzung durch den Erwerb der Liegenschaft aufrechtzuerhalten;

b) Optimierungspotenzial:

- > mehr Flexibilität als Eigentümer, insbesondere um auf die Bedürfnisse der Nutzerinnen bzw. Nutzer (Kundinnen und Kunden, Besucherinnen und Besucher) und externen Personen eingehen zu können und deren Komfort zu verbessern;
- > Verbesserung des akustischen Komforts durch den Austausch der Fenster. Um die Lärmbelastung zu verringern und die Bedingungen im Innern zu verbessern, sollen die Fenster ausgetauscht oder saniert und eine bessere Isolierung angebracht werden.

Aus wirtschaftlicher Sicht sind die folgenden Punkte positiv:

a) Bestehende Vorteile:

- > Senkung der Mietkosten;
- > Verbesserung der Betriebskosten dank gezielter Sanierungsarbeiten;

b) Optimierungspotenzial:

- > Das Projekt setzt auf die Erhaltung der Anzahl der Arbeitsplätze. Es ist wahrscheinlich, dass es aufgrund der neuen Arbeitsformen und -umgebungen nach Fri-BURO eine leichte Zunahme der Arbeitsplätze gibt (Telearbeit, Verhältnis Angestellte pro Arbeitsplatz etc.).

Aus ökologischer Sicht sind die folgenden Punkte positiv:

a) Bestehende Vorteile:

- > Fernwärmenetzanschluss;
- > Erhalt des Immobilienbestands;

b) Optimierungspotenzial:

- > mögliche Optimierung des Energieverbrauchs durch den Austausch der Lichtquellen (LED-Leuchten);
- > mögliche Verbesserung der Energieeffizienz durch eine Sanierung der Gebäudehülle;
- > mögliche Verbesserung des Nutzerkomforts durch zu planende Arbeiten;
- > Möglichkeit, Ladestationen für Elektrofahrzeuge vorzusehen (zur Information: die Polizei will in den nächsten Jahren ihren Fuhrpark auf Elektrofahrzeuge umstellen).

7 Kosten

7.1 Kaufpreis und Modalitäten

Das Hochbauamt und der Eigentümer einigten sich nach Verhandlungen auf einen Preis von 5 912 000 Franken, der dem ausgehandelten Kaufpreis von **5 900 000 Franken** zuzüglich der Notariatskosten in Höhe von 0,2 %, also 12 000 Franken, entspricht.

Der ausgehandelte Preis liegt in der Bandbreite der Preise, die von der Kommission für Grundstückerwerb analysiert wurden.

In Übereinstimmung mit der Verordnung vom 9. November 2021 über die bedeutenden Immobilienvorhaben des Staates und über die Kommission für die Bewertung der Immobilienvorhaben des Staates wurde das Dossier am 29. August 2022 der Bewertungskommission vorgelegt, die nach einer Analyse dem Staatsrat den Erwerb der Liegenschaft empfahl.

7.2 Nebenkosten

Die Nebenkosten für einen geschätzten jährlichen Betrag von **115 000 Franken** können wie folgt aufgeschlüsselt werden:

Laufender Unterhalt	20 000 Franken
Betrieb	45 000 Franken
Hauswartarbeiten (0,5 VZÄ)	50 000 Franken
Total	115 000 Franken

Die Beträge für Unterhalt und Betrieb wurden auf der Grundlage der Durchschnittsbeträge für die letzten Jahre, die vom aktuellen Eigentümer übermittelt wurden, geschätzt.

Der Personalbedarf für die Hauswartarbeiten in diesem Gebäude wird auf 0,5 VZÄ geschätzt. Diese Quote erklärt sich durch den von der Kommission für Grundstückserwerb geschätzten Veralterungsgrad des Gebäudes von 25 %, was eine besondere Aufmerksamkeit in Bezug auf den laufenden Unterhalt erfordert.

Für das Jahr 2023 wurden die Nebenkosten in den Verpflichtungskredit aufgenommen; ab 2024 werden sie Teil des Voranschlags für den Gebäudeunterhalt sein.

7.3 Kostenschätzung der zu erwartenden Arbeiten

Generell muss das Amt für Kulturgüter aufgrund des Werts im Verzeichnis der Kulturgüter vor jedem Eingriff in die Teile des Gebäudes, aufgrund derer das Gebäude unter Schutz steht, angehört werden. Darüber hinaus führt die Klassifizierung zu höheren Renovierungskosten, auch wenn je nach Art der Arbeiten eventuell Beiträge gewährt werden könnten.

Mit Blick auf die bevorstehende Änderung der Normen für die Erdbebensicherung und angesichts des Berichts des Bauingenieurs (das Verhalten des Gebäudes bei einem Erdbeben ist ausreichend) wurden keine Massnahmen zur Anpassung an die Normen für die Erdbebensicherung untersucht oder beziffert.

Laut den Ergebnissen der Diagnostik mit Status¹ (und der technischen Analysen) sind folgende Investitionen vorzusehen (ohne Arbeiten im Falle von Nutzungsänderungen oder Nutzerwünschen und vorbehaltlich der Ergebnisse der erforderlichen zusätzlichen Analysen):

- > **Kurzfristig** (<5 Jahre): Austausch der Leuchten (LED), Arbeiten an den technischen Anlagen, Arbeiten für die Gebäudesicherheit und den Brandschutz.

Der geschätzte Betrag für diese Arbeiten beläuft sich auf rund **250 000 Franken**. Er ist Teil des Verpflichtungskredits.

- > **Mittelfristig** (5–10 Jahre): Anpassung einiger technischer Anlagen zur Herstellung der Konformität, punktuelle Sanierungsarbeiten an beschädigten Fassadenelementen, Arbeiten zur Verbesserung der Zugänglichkeit (Hindernisfreiheit), Austausch der Dachisolierung, Installation einer Photovoltaikanlage und Schaffung neuer Verwaltungsflächen im Dachgeschoss, Austausch der Fenster.

Der geschätzte Betrag für diese Arbeiten beläuft sich auf rund **1 200 000 Franken**.

- > **Langfristig** (>10 Jahre): Innenausbauarbeiten, Wärmedämmung der Fassade (innen) und Arbeiten am Dach.

Der geschätzte Betrag für diese Arbeiten beläuft sich auf rund **1 800 000 Franken**.

Diese Arbeiten müssen noch im Detail geplant werden und können zeitlich unterschiedlich gestaffelt werden.

Für deren Finanzierung wurde ein Betrag von 300 000 Franken (235 000 Franken unter BATI 5040.002 und 65 000 Franken unter BATI 3144.000) für 2023 (Voranschlag) und für 2024 (Finanzplan) vorgesehen.

¹ Die Software Stratus ist ein Analysewerkzeug, das vom HBA für das Portfoliomanagement verwendet wird und namentlich die Analyse des baulichen Zustand von Bauteilen und Gebäuden ermöglicht.

7.4 Verpflichtungskredit

Der beantragte Verpflichtungskredit beträgt 6 277 000 Franken und setzt sich wie folgt zusammen:

Erwerb (einschliesslich Notariatskosten)	5 912 000 Franken
Nebenkosten 2023	115 000 Franken
Kurzfristige Arbeiten	250 000 Franken
Total	6 277 000 Franken

Diese Ausgabe wird durch den Betrag von 8 000 000 Franken gedeckt, der im Investitionsvoranschlag 2022 eingestellt ist und auf 2023 übertragen wird.

7.5 Voraussichtliche Mieteinnahmen

Derzeit werden die Flächen vom Staat (1631 m²) für einen jährlichen Betrag von 303 096 Franken und von Dritten (362 m²) für einen jährlichen Betrag von 26 400 Franken gemietet.

Bei einem Erwerb der Liegenschaft werden sich die jährlichen Brutto-Mieteinnahmen für die zwei Gewerbeflächen und die Verwaltungsfläche auf 26 400 Franken belaufen.

8 Risiken und Vorteile

Wenn der Staat diese Liegenschaft nicht erwirbt, besteht, weil der Eigentümer sie verkaufen will, das Risiko, dass der zukünftige Eigentümer einen Eigenbedarf geltend macht und den Mietvertrag mit dem Staat kündigt. In diesem Fall müssten in Romont neue Räumlichkeiten für die verschiedenen staatlichen Stellen gefunden werden. Heute gibt es jedoch kein Gebäude in Staatseigentum im Zentrum von Romont, das eine Alternative darstellen würde.

Umgekehrt kann der Staat durch den Erwerb der Liegenschaft seine Mietkosten senken und kurz-, mittel- und langfristig die Instandhaltung und Kosten seiner Immobilie kontrollieren.

9 Finanzreferendum

Der beantragte Verpflichtungskredit liegt unter dem in Artikel 45 der Kantonsverfassung festgelegten Betrag (1 % der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung) und untersteht somit nicht dem obligatorischen Finanzreferendum. Er überschreitet auch nicht den Schwellenwert für das fakultative Finanzreferendum (¼ % der Gesamtausgaben der letzten Staatsrechnung).

Ferner muss das Dekret aufgrund der Höhe der Kosten und gestützt auf Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 nicht bloss von der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, sondern von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden (qualifiziertes Mehr).

Das unterbreitete Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen.

10 Schlussfolgerung

Der Erwerb der Liegenschaft entspricht voll und ganz den Zielen der Immobilienstrategie, da er einerseits eine Senkung der Mietkosten ermöglicht und andererseits eine dauerhafte Nutzung durch die derzeit dort untergebrachten staatlichen Dienststellen gewährleistet. Des Weiteren hat der Staat als Eigentümer des Gebäudes die Kontrolle über die Investitionen, die für die Instandhaltung, für Energieeinsparungen und für die besondere Beachtung des Aspekts des Kulturgüterschutzes notwendig sind.

Abschliessend ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, den vorliegenden Dekretsentwurf in seiner Gesamtheit gutzuheissen.

Dekret über einen Verpflichtungskredit für den Erwerb des Gebäudes und des Grundstücks an der Rue des Moines 58, Artikel 97 des Grundbuchs von Romont

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DIME-258 des Staatsrats vom 22. August 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Der Erwerb des Gebäudes und des Grundstücks an der Rue des Moines 58, Artikel 97 des Grundbuchs von Romont, durch den Staat Freiburg wird genehmigt.

Art. 2

¹ Die Gesamtkosten des Erwerbs belaufen sich auf 5'900'000 Franken. Hinzu kommen Notariatskosten in Höhe von 12'000 Franken, Kosten für die Instandhaltung und den Betrieb des Gebäudes in Höhe von 65'000 Franken, Kosten für die kurzfristigen Arbeiten in Höhe von 250'000 Franken und Kosten für Hauswartarbeiten (0,5 VZÄ) in Höhe von 50'000 Franken.

Art. 3

¹ Für dieses Vorhaben wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 6'277'000 Franken eröffnet.

Art. 4

¹ Der erforderliche Zahlungskredit wird im Voranschlag unter der Kostenstelle BATI-I-2001 – LIEGENSCHAFTSKÄUFE / 5040.001 «Liegenchaftskäufe» aufgenommen und gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 5

¹ Die Ausgaben für den Liegenchaftserwerb werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 FHG abgeschrieben.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DIME-258

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de l'acquisition du bâtiment à la rue des Moines 58, art. 97 RF, à Romont

Propositions de la commission ordinaire CAH-2023-018

Présidence : Fritz Glauser

Membres : Bernhard Altermatt, Daniel Bürdel, Jacques Dumas, Armand Jaquier, Pascal Lauber, Nicolas Pasquier, Bruno Riedo, Rose-Marie Rodriguez, Daphné Roulin, Jean-Daniel Wicht

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 25 septembre 2023

Anhang

GROSSER RAT

2022-DIME-258

Dekret über einen Verpflichtungskredit für den Erwerb des Gebäudes und des Grundstücks an der Rue des Moines 58, Artikel 97 des Grundbuchs von Romont

Antrag der ordentlichen Kommission AHK-2023-018

Präsidium: Fritz Glauser

Mitglieder : Bernhard Altermatt, Daniel Bürdel, Jacques Dumas, Armand Jaquier, Pascal Lauber, Nicolas Pasquier, Bruno Riedo, Rose-Marie Rodriguez, Daphné Roulin, Jean-Daniel Wicht

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 25. September 2023

Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DIME-258

Projet de décret :
Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
en vue de l'acquisition du bâtiment à la rue des Moines 58,
art. 97 RF, à Romont

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 14 voix contre 0 et 0 abstention (1 membre est absent), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 27 septembre 2023

Anhang

GROSSER RAT

2022-DIME-258

Dekretsentwurf:
Dekret über einen Verpflichtungskredit
für den Erwerb des Gebäudes und des Grundstücks an der
Rue des Moines 58, Artikel 97 des Grundbuchs von Romont

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder : Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 14 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (1 Mitglied ist abwesend) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 27. September 2023